

Relevé non exhaustif de luttes à portée environnementale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (2018-2019)

samedi 14 mars 2020, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2020).

Sommaire

- [ALGÉRIE 2018](#)
- [ALGERIE 2019](#)
- [ARABIE SAOUDITE 2018](#)
- [ÉGYPTE 2018](#)
- [EGYPTE 2019](#)
- [GAZA 2018](#)
- [GAZA 2019](#)
- [IRAK 2018](#)
- [IRAK 2019](#)
- [JORDANIE 2018](#)
- [JORDANIE 2019](#)
- [KHOUZESTAN 2018](#)
- [KHOUZESTAN 2019](#)
- [KOWEIT 2018](#)
- [KOWEIT 2019](#)
- [KURDISTAN D'IRAK 2018](#)
- [KURDISTAN D'IRAK 2019](#)
- [LIBAN 2018](#)
- [LIBAN 2019](#)
- [LIBYE 2018](#)
- [LIBYE 2019](#)
- [MAROC 2018](#)
- [MAROC 2019](#)
- [MAURITANIE 2018](#)
- [MAURITANIE 2019](#)
- [QATAR 2019](#)
- [SAHARA OCCIDENTAL 2018](#)
- [SAHARA OCCIDENTAL 2019](#)
- [SOUDAN 2018](#)
- [SOUDAN 2019](#)
- [SYRIE 2018](#)
- [SYRIE 2019](#)
- [TERRITOIRES OCCUPES \(1948 et](#)
- [TERRITOIRES OCCUPES \(1948 et](#)
- [TUNISIE 2018](#)
- [TUNISIE 2019](#)
- [YÉMEN 2018](#)

- [YÉMEN 2019](#)
- [Glossaire](#)

ALGÉRIE 2018

5 janvier, à Aokas (wilaya de Bejaïa) l'association de Laazib défriche et incinère les ordures, pour pallier au passage des éboueurs. A Taremant, une association reboise après les incendies. A Aliouen et à Medhkour, des volontaires nettoient les caniveaux chaque fin de semaine.

8 janvier, des habitants du quartier d'Essouareg à Mtlili (wilaya de Ghardaïa) manifestent pour exiger des égouts.

21 janvier, des habitants de Souk El Djemaa (commune de Toudja, wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour exiger transports scolaires, eau potable, gaz de ville, aménagement des pistes agricoles. 17 août, ils décident en AG de manifester le 18 devant le siège de la wilaya pour l'eau, des équipements pour l'unité de soins, une école primaire, l'asphaltage de routes. 24 février 2019, ils manifestent et ferment l'APC pour les mêmes raisons.

29 janvier, les parents d'élèves de l'école Imam Ghazali de la cité Beni Thour à Ouargla manifestent devant l'école contre l'incurie de l'administration face aux fuites d'eau qui ont inondé l'école et obligé les élèves à se transformer en pompiers, l'ADE s'avérant impuissante face au problème.

4 février, des habitants d'Evgueni N'Sihel (commune d'Iberbak, wilaya de Bejaïa) ferment la décharge mitoyenne de leurs terres et dénoncent la pollution de leurs terres. Ils créent un comité qui monte la garde et empêche tout accès à la décharge. Les déchets s'accumulent dans les villages avoisinants ; le marché et les écoles (cantines) sont fermées à Barbacha. 27 juin, le P/APC propose sa démission en échange de la réouverture de la décharge.

7 février, des habitants des quartiers Koundouz, 540 logements, lotissement 315, Alatari, Ben Raach, Argoub, Al Mounadilin, Alwasat, Khadra et Imarat à Hassi Bahbah (wilaya de Djelfa) manifestent devant le siège de la commune et de la daïra pour exiger de l'eau potable. 26 avril, des habitants des quartiers d'Argoub et du entre ville d'Hassi Bahbah manifestent pour l'eau potable. Ils coupent la route.

13 février, des employés de la propreté d'Alger manifestent pour exiger des habitants d'autres comportements : tri sélectif, respect des heures de dépôt des ordures, déchets dans sacs fermés et font valoir la dangerosité de leur travail.

13 mars, des habitants de Cheraga (commune de Bouira) s'opposent au passage des conduites du réseau des fosses septiques sur leurs terrains, mettant le projet d'assainissement à l'arrêt.

15 mars, l'association Itri de Boudjellil (wilaya de Bejaïa) proteste contre la pollution de l'Oued Soummam et propose un programme alternatif aux décideurs et aux citoyens.

18 mars, la population d'Aokas (wilaya de Bejaïa), soutenue par des associations et des partis politiques, manifeste contre un projet touristique sur le littoral. Le lendemain, la population est invitée à manifester à nouveau, car en dépit du gel officiel du projet, des chantiers ont été ouverts. Le 21, des militants du Collectif de protection de la bande boisée manifestent devant la mairie. Le 23, le Collectif se rassemble sur place pour constater la dérogation à la décision du wali. Le 24, rassemblement place Katia Bengana pour préparer des actions de reboisement de la zone. 4 mai, réunion au centre culturel d'Aokas organisée par Tafat n Weqqas sur la dégradation de la

situation : bande boisée, décharge, espaces sportifs, manque d'eau.

Le 8, sit-in de la population devant la mairie.

30 septembre, des citoyens cadenaient la mairie pour s'opposer au projet de cimetière de la police qui aboutirait à la disparition de la bande boisée, tandis que des élus demandent une session extraordinaire.

6 octobre, des habitants d'Aokas ferment la décharge balnéaire et interdisent pendant des jours l'accès à cette dernière, située au niveau de la bande boisée. Ils occupent la zone pour empêcher tout déchargement.

Vingt jours plus tard, l'APC signe un arrêté interdisant tout déchargement d'ordures. Une veillée est organisée pour fêter la victoire et aussi pour constater que des décharges alternatives sont apparues. Ils décident de maintenir un comité de vigilance et discutent du transport des ordures jusqu'au CET d'Aïn Roua (wilaya de Setif), solution des pouvoirs publics.

Octobre, le mouvement associatif signe un PV avec l'APC, sorte de pacte par lequel l'APC refusait la construction du cimetière.

Le 7, des citoyens d'Aokas ferment la mairie, l'exécutif communal ouvre le dialogue sur différents projets incluant le cimetière de la police, la décharge et le projet de la coopérative immobilière Gouraya, mais refuse le dialogue sur la bande boisée.

23 mars 2019, sept militants du mouvement associatif sont entendus par la police au sujet de l'opposition au projet de cimetière, suite à une plainte de l'entrepreneur.

22 mars, la ministre de l'Environnement est en visite dans la wilaya de Constantine et se voit remettre une requête argumentée en défense de la forêt de Bouafroune (wilaya de Jijel) où poussent des plantes endémiques et où vivent des espèces endémiques (sittelle), et menacée par des projets de « forêts récréatives », polluantes et destructrices ; une pétition avait été lancée sur le net et l'association Aquacirta s'est mobilisée contre le projet.

Avril, des habitants d'Aguouillal (commune d'Al Adjiba, wilaya de Bouira) créent l'association Thiwizi ounegmou Aguouillal pour améliorer leur situation en matière de gaz, d'assainissement, routes, éclairage, eau, écoles.

30 mars,

- à l'appel de l'association environnementale Tafsut, des habitants de Bouhamza (wilaya de Bejaïa) nettoient les abords du CW35 des débris et incitent par des panneaux à respecter la nature et l'environnement.

- Mouvement de protestation spontané de familles à l'entrée du parc El Meridj à Constantine, contre l'accès désormais payant du parc (100 dinars), alors que l'accès y était gratuit, moyennant 100 dinars pour le stationnement.

31 mars, les riverains de la clinique privée El Farabi, de la cité Orangerie à Annaba, bloquent la route menant à la clinique pour protester contre un chantier d'extension de la clinique, déjà source d'afflux de voitures, d'ordures, d'excréments. Le chantier a occasionné des lézardes dans les logements et des mares d'eau issues des puits. La commune d'Annaba a adressé en vain des mises en demeure à la clinique.

8 avril, des habitants de Guettar Al Aïch (commune de El Khorub, wilaya de Constantine) manifestent pour l'eau potable et bloquent la RN 79, jusqu'à l'arrivée de responsables de la commune et de la daïra. Le 15, ils manifestent et paralysent le trafic de la RN79 desservant la wilaya d'Oum Al Bouaghi pour protester contre les coupures d'eau, suite au refus de la compagnie SEACO de les recevoir. Double facture car recours aux camions citerne.

10 et 12 avril, des habitants de Ath Mansour, Ath Vouali et Beni Mansour (Ahnif, wilaya de Bouira) aidés par des opérateurs économiques, terminent la signalisation et le revêtement d'un tronçon

d'accès à la pénétrante, las d'attendre l'achèvement des travaux, devant les désenclaver.

17 avril, des habitants du centre ville de Bordj Menaiel (wilaya de Boumerdes) manifestent devant l'APC pour l'amélioration de leurs conditions de vie, pour l'électricité, des bacs à ordures.

21 avril, des agriculteurs d'El Kennar (wilaya de Jijel) empêchent les camions de tri sélectif de déchets de déverser leur contenu à l'ouest de la ville, à proximité des vergers et maraîchages, par crainte de contamination du sous-sol. La municipalité propose de poursuivre le déversement jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.

23 avril, des habitants de la cité des 250 logements Belinda (commune d'Hammadi, wilaya de Boumerdes) manifestent devant le siège de la wilaya pour réclamer la collecte des déchets ménagers. Banderoles : « On veut un quartier propre », « Colère des habitants des 250 logements Belhadi ».

24 avril, des habitants d'Aït Aïssa Mimoun (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'ADE pour exiger de l'eau potable, absente dans le chef lieu de la commune, mais aussi à Ighil Bouchène.

28 avril, l'association Biskra La Verte dénonce les travaux dans le jardin public du 5 juillet 1962 (ou Jnen Beylek) au centre ville, qui constitue une aberration et une catastrophe écologique.

30 avril, des habitants de Zeboudja (commune d'Aïn Turk, wilaya de Bouira) bloquent le chemin reliant l'autoroute Est-Ouest à la RN5 pour protester contre le passage de camions de gros tonnage qui ont défoncé le chemin qui se transforme en oued en cas de pluie.

1^{er} mai, des habitants de Sidi Amar, Chaïba et Al Hadjar (wilaya d'Annaba) manifestent et bloquent l'accès à la localité par des barricades et des pneus brûlés pour réclamer de l'eau potable, perdue à cause du mauvais état des canalisations.

6 mai, des habitants de Fringuel (commune de Nsigha, wilaya de Khenchela) manifestent pour l'eau potable devant le siège de la wilaya.

13 mai :

- des habitants d'Ath Ibrahim (commune de M'chadallah, wilaya de Bouira) ferment l'antenne commerciale de l'ADE pour contester les factures d'eau. 3 août 2019, des habitants d'Ath Ibrahim, Tamourt Ouzemour, Tinillioune, M'ghanem et Allaouch ferment l'APC et la daïra pour réclamer de l'eau potable.
- des habitants de Boumelal et de Lota (commune de Chemini, wilaya de Bejaïa) manifestent contre la construction d'une centrale électrique qui a entraîné des glissements de terrain menaçant les deux sources du village.

15 mai :

- des habitants de Oued Ghir (commune de Mellala, wilaya de Bejaïa) manifestent devant l'APC pour s'opposer à un projet immobilier dont la licence a été accordée à un promoteur, qui défigurera le caractère rural de la commune, la congestionnera faute de décoles, assainissement et d'électricité et ils s'opposent à une densification urbaine de leur village.
- Des habitants de M'kira manifestent devant le tribunal de Draa El Mizan pour soutenir les personnes arrêtées en novembre 2017 pour avoir manifesté et fermé l'accès à la carrière de tuf. Les trois personnes sont acquittées,

19 mai, 250 travailleurs de l'entreprise sino-algérienne d'aluminium, Dauphin d'Or, à Bechloul (wilaya de Bouira) entrent en grève illimitée pour les salaires, les horaires, des tenues de travail et des équipements de sécurité (casques, gants), une médecine du travail. Les travailleurs n'ont ni

contrat de travail, ni fiches de paie et sont payés en liquide.

L'APC de Bechloul confirme que l'entreprise attente à l'environnement par des rejets toxiques dans l'oued. Les visites de l'inspection du travail de la wilaya sont restées sans suite. 8 septembre, des habitants manifestent à l'appel de l'association Asmar devant l'usine contre la pollution engendrée (fumée de l'usine, rejets dans l'Oued Zayane qui irrigue les vergers). Une délégation est reçue par un cadre de l'usine. Les manifestants dénoncent l'inertie des pouvoirs publics.

3 décembre, les travailleurs de l'usine manifestent devant le siège de la daïra pour réclamer la réouverture de leur usine fermée depuis deux mois par les services de la wilaya. Ils sont sans salaires dans l'attente d'une machine d'épuration.

15 janvier 2019, des travailleurs de l'usine manifestent devant le siège de la wilaya pour réclamer la réouverture du complexe ; ils sont au chômage depuis trois mois.

20 mai, des habitants de Toghza (commune de Chorfa, wilaya de Bouira) remettent une plateforme revendicative au chef de l'exécutif de wilaya : approvisionnement en eau, éclairage public, transport scolaire.

23 mai : des habitants d'Adekar (wilaya de Bejaïa) et de Yakouren (wilaya de Tizi-Ouzou), ferment la décharge sauvage à la lisière de maquis et de forêts, qui polluait et était le point de départ de feu en été.

29 mai, des habitants de Fridjou (commune de Chechar, wilaya de Khenchela) ferment la route Chechar Khenchela avec des pierres et des pneus enflammés pour exiger de l'eau potable, estimant que l'eau du barrage est polluée.

4 juin, des habitants d'Aharrach (Raffour, commune de M'chadallah, wilaya de Bouira) remettent une pétition pour des équipements (routes, réseau d'assainissement pour le lotissement Haddad Oulaid, pour éviter les MTH).

26 juin, des habitants de Tiazibine (commune de Barbacha, wilaya de Bejaïa) mettent sous scellés la daïra et l'APC et bloquent le marché hebdomadaire pour protester contre un dépôt qui a contaminé une source d'eau.

27 juin, des habitants d'Ighil Ouqvali (village de Tachtouine, commune de Aït Yahia Moussa, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable, coupée depuis plus de vingt jours.

2 juillet, des propriétaires de terres bloquent la construction du barrage de Zaouia (wilaya de Tizi-Ouzou) car il contestent le montant des indemnités.

3 juillet :

- des habitants (femmes et enfants) de Ksar Tinoulaf (commune de Reggane, wilaya d'Adrar) manifestent devant les sièges de la municipalité et de la daïra pour exiger de l'eau, coupée depuis dix jours.

- des habitants d'Aïn Skhoun (wilaya de Bejaïa) manifestent devant le siège de la wilaya pour le raccordement à l'eau potable, à l'électricité, l'assainissement et une école primaire. 9 juillet 2019, ils manifestent devant l'APC.

4 juillet, des habitants de Beni Dergoune (wilaya de Relizane) protestent contre la dégradation de l'environnement (eau usées déversées à ciel ouvert)

6 juillet :

- des habitants des cités 11 décembre 1960, AADL et 1256 logements à Mahelma (wilaya d'Alger)

coupent la route Mahelma/Rahmania/Douira pour réclamer de l'eau potable. La gendarmerie intervient pour rouvrir la route.

- des habitants de Sidi Abdallah à Alger manifestent pour l'eau potable.

7 juillet, la population du quartier du 18 février à Béchar descend dans la rue pour exiger de l'eau et des logements, coupe les rues, brûle des pneus et s'affronte à la police. La LADDH intervient pour exiger une solution.

9 juillet :

- des habitants d'Ichiouache (commune de Bogni, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le CET pour protester contre les rejets d'eau vers le bassin de décantation et les débordements qui polluent la rivière. Les autorités locales font des promesses.

- des habitants de Dar Nacer (wilaya de Bejaia) ferment le siège de l'APC pour réclamer les travaux d'achèvement de leur quartier, notamment la réfection du réseau de l'AEP, le réseau d'assainissement et le bitumage.

10 juillet :

- des jeunes de Djanet (wilaya de Illizi) manifestent pour l'amélioration de leurs conditions de vie et l'accès aux services de base (65° au soleil), coupent la route principale et brûlent des pneus. Le 18, l'agence est rouverte après dix jours de fermeture à l'issue de la rencontre entre le PDG de Sonelgaz et les protestataires. Le 11, des habitants d'Illizi manifestent et brûlent des pneus pour protester contre les coupures d'électricité.

- des habitants d'Adrar réclament la gratuité de l'électricité.

- des habitants de villages de la commune d'Aït Yahya Moussa (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable.

- des habitants d'Ath Mansour (wilaya de Bouira) manifestent contre la coupure d'eau décidée par l'ADE contre les mauvais payeurs. Le 15, une réunion réunissant des citoyens, l'ADE et la municipalité débouche sur une sortie de crise.

18 juillet :

- face au manque d'eau potable, des habitants d'Afir (wilaya de Boumerdes) marchent sur l'ADE.

- des habitants d'Iheddaden Oufella (commune de Bejaïa) manifestent devant l'APC pour protester contre l'amoncellement d'ordures, exigent le renforcement du réseau d'eau potable et le bitumage des ruelles du quartier.

- des habitants de Tamda (commune de Oued Ghir, wilaya de Bejaïa) ferment la RN12 (Bejaïa/ Alger) et la voie ferrée pour exiger un passage à niveau, suite à la percussio mortelle par un train de deux personnes, et le nettoyage de la zone en prévention des incendies.

- des habitants de Corso (wilaya de Boumerdes) manifestent dans l'APC et la ferment pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Ben Harchaou (commune de Benchoud, wilaya de Boumerdes) manifestent et ferment l'APC de Benchoud et empêchent les employés d'entrer, ainsi que le siège de l'ADE.

24 juillet :

- des habitants d'Allaghane (commune de Tazmalt, wilaya de Bouira) s'opposent via l'association Azday à l'implantation d'une déchetterie détenue par une entreprise algéro espagnole Delta Environnement Consortium, à proximité du centre de santé, des habitations et d'un CEM.

- des habitants de Ouargla participent à une nouvelle manifestation contre la facturation de l'électricité pour les populations du sud en été, simultanément devant la Sonelgaz et place des Roses, contre le chômage des jeunes. Démarrage de la campagne « khali_yghani_wahdou » (laisse-le chanter seul) lancée par les jeunes contre les soirées musicales programmées pour l'été. Ils réclament que l'argent soit mis dans l'aménagement de lieux de détente frais et des bassins de natation pour enfants.

Le 26, la campagne débouche sur une prière collective et un rassemblement qui fait annuler le concert de Kader Japonais. Une campagne de boycott de paiement des factures d'électricité est lancée sur les réseaux sociaux : la revendication du bénéfice de « zone sinistrée » pour les zones sahariennes en cas de forte canicule, avec indemnisation pour certains ; d'autres réclament des congés spécifiques.

- des habitants d'Aït Khelili (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège local de l'ADE pour réclamer de l'eau potable.

26 juillet, des habitants des cités Aoudia et Ben Omar à Corso et Tidjelabine (wilaya de Boumerdes) ferment le siège de l'APC pour réclamer de l'eau potable, coupée depuis vingt jours.

27 juillet, des habitants d'Ighil Mahni (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la RN pour exiger de l'eau potable. Les forces de l'ordre rétablissent le trafic.

31 juillet :

- des habitants du quartier de la Rocade à Tébessa manifestent contre la pénurie d'eau potable depuis deux semaines, brûlent des pneus et bloquent la route menant en Tunisie.

- des habitants de Takana (commune d'Aït Yahya, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'ADE de Aïn El Hammam pour réclamer de l'eau potable.

- des habitants du quartier Cheikh Ameer à Ghardaïa manifestent pour l'eau potable, l'assainissement, l'électricité.

5 août, des habitants du quartier La Cité (commune de Barbacha, wilaya de Bejaïa) ferment la RN75 pour protester contre la prolifération des immondices suite à la fermeture de la décharge municipale il y a plus de six mois.

9 août, habitants et associatifs déposent des gerbes de fleurs et des bougies devant le siège de la wilaya de Bejaïa, le jour de l'enterrement d'un jeune d'El Oued, qui aurait été tué sur la plage de Lota (commune de Souk Al Tenine) par les racketteurs de la mafia des parkings. Cette action est initiée par l'Association des Aiguades, qui dénoncent la mafia du foncier et du parking.

9 août, des habitants de la région de Pommel (wilaya de Tiaret) s'adressent au wali pour exiger l'arrêt de l'incinération des ordures et appellent à leur recyclage ou leur enfouissement par le CET.

12 août, des habitants du quartier Reguieg Abdelkader à Oued R'hiou (wilaya de Relizane) montent au créneau pour dénoncer l'infiltration des eaux usées dans les caves des maisons et la dégradation du réseau d'assainissement.

13 août, les expropriés de Tafoughalt (Aït Yahya Moussa, wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent les tunnels de la pénétrante au niveau d'Amalou Zidhouh afin d'obtenir des réponses sur leurs indemnisations. Le 16, une délégation (wali, direction des travaux, chef des projets) est dépêchée sur les lieux et promet de répondre dans le mois qui suit. Les expropriés décident de suspendre leur blocage jusqu'au 15 septembre.

14 août, des habitants de Bouhamza (wilaya de Bejaïa) ferment les vannes de la station de retraitement du barrage de Tichy Haf, pour exiger de l'eau potable.

26 août, des habitants de « Terrain Chabat » du quartier Les Planteurs (daïra d'Oran) manifestent contre la pénurie d'eau potable depuis des semaines et bloquent la route.

28 août, des agriculteurs de Ghadaya (commune de Doucen, wilaya de Biskra) se réunissent en collectif pour réclamer de l'eau d'irrigation en alternative aux puits asséchés devant pourvoir à la production de dattes, fruits et légumes, pour les marchés locaux nationaux et étrangers et l'élevage

ovin, bovin et caprin qui concurrence les régions du nord.

31 août, des habitants de la cité Ben M'hidi (commune de Skikda) s'opposent aux travaux de raccordement à un nouveau réseau d'eau potable qui devrait les relier au réseau d'eau dessalée de l'ADE, alors qu'ils sont autosuffisants grâce à l'AEP et s'interrogent sur le devenir des puits actuels dont l'eau serait sans doute détournée.

2 septembre, des habitants de Tissa (commune de Semaoun, wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour réclamer de l'eau potable et le bitumage de la desserte du village.

3 septembre :

- Une trentaine d'agents de la voirie de l'entreprise publique Madinet manifestent à Boumerdes contre l'augmentation des heures de travail, pour des gants de travail gratuits, une vraie médecine du travail. Le directeur de Madinet qualifie leurs revendications d'illégitimes.
- Les populations d'Islane (commune d'El Adjiba, wilaya de Bouira), interpellent le wali pour pouvoir rentrer chez elles où il n'y a ni eau, ni électricité, ni réseau d'assainissement, ni route.

5 septembre :

- l'association Tarennawt de parents d'élèves scolarisés à l'école Akli Babou à Attouche (commune de Makouda, wilaya de Tizi-Ouzou) empêchent leurs enfants d'effectuer la rentrée scolaire en raison de l'état de l'école (pas d'eau courante dans les sanitaires, délabrement, manque d'hygiène).
- les parents d'élèves de l'école Ouled Bouchia de Bouira boycottent la rentrée scolaire en raison de l'état des sanitaires et du réseau d'assainissement. Les eaux usées se déversent dans les classes.

6 septembre,

- suite à une assemblée générale, les parents d'élèves de l'école Mohammed Fodhil de Taka (commune de Mkira, wilaya de Tizi-Ouzou) boycottent la rentrée scolaire, en raison de l'absence d'eau, d'hygiène, de mobilier adéquat.
- les parents d'élèves de l'école Amar Benallal de Tazrout (commune de Draa el Mizan, wilaya de Tizi-Ouzou) empêchent leurs enfants de rejoindre l'école et manifestent en raison de l'absence d'eau et d'hygiène dans l'école.

7 septembre, des habitants de Zerargua et Chakouf (commune de Guerrouma, wilaya de Bouira) ferment la mairie pour réclamer le raccordement de leurs villages à l'eau potable, des moyens de transport et une couverture sanitaire.

9 septembre :

- relance de la pétition destinée à la ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, contre la pollution de l'Oued Agrioune qui traverse les communes de Taskeriout, Darguina, Souk El Tenine et Melbou (wilaya de Bejaïa) due aux déversements de déchets ménagers incinérés et des huileries, et qui alimente la source de Bordj Mira.
- les parents d'élèves de l'école primaire Mohamed Ibari d'Ighil Boughmari (Tizi-Gheniff, wilaya de Tizi-Ouzou) empêchent leurs enfants d'aller en cours pour dénoncer le toit menaçant ruine de la cantine en cas d'intempérie. 20 février 2019, ils empêchent leurs enfants d'aller à l'école. Le 15 septembre, ils ferment le siège de la daïra pour exiger sa démolition. Le 22, la rentrée a lieu après des négociations avec le wali.

12 septembre, des habitants d'Ouled Hmida, Ben Hamza et Cherraba (commune de Baghlia, wilaya de Boumerdes) ferment l'APC, la daïra et la poste et bloquent la RN25 (Dellys /Tizi-Ouzou), pour réclamer l'eau potable, le revêtement de la route raccordant Taourga à Dellys et la réfection de l'école d'Ouled Hmida.

12, 13 et 14 septembre, des habitants de Bordj Menaiel (wilaya de Boumerdes) manifestent devant l'ADE pour exiger de l'eau potable ; des habitants du quartier de Draa El Kahoua ont empêché tout raccordement à partir du réseau qui les alimentant, craignant des pénuries dans le futur.

13 septembre :

- les enseignants du CEM Merabti Nacéri (commune d'Aïn Bessem, wilaya de Bouira) font une grève de deux heures pour protester contre l'installation d'un dépôt d'ordures devant l'entrée de l'établissement pendant les vacances.
- les parents des élèves de l'école primaire Saddek Saoudi à Sidi Khaled (wilaya de Biskra) organisent le boycott de l'école pour dénoncer les conditions de scolarisation (eau conservée dans une citerne sale, sanitaires pas en état). Le chef de la daïra de Sidi Khaled se déplace et fait des promesses d'amélioration.

15 septembre, des habitants de Ouargla manifestent place Rose des Sables pour exiger un plan de développement de la wilaya : dégel du projet de CHU, réseau d'assainissement, tramway...

3 novembre, nouvelle manifestation, arrestations. Khemisti Bensayah qui avait pris la parole est muté de radio Ouargla pour celle de Mostaganem.

4 décembre, ils manifestent devant le tribunal de Ouargla en défense Khaled Zerrouki, l'un des organisateurs.

16 septembre :

- des habitants des quartiers d'Alioune et Taremant d'Aokas (wilaya de Bejaïa) ferment la daïra, la mairie, son annexe et les agences ADE et SDE et exhibent des banderoles « Non à la marginalisation de mon quartier », « Halte aux promesses mensongères » pour exiger l'eau potable, le gaz de ville, l'assainissement, le bitumage de la route.
- des habitants des quartiers Caper et Bennani ferment la mairie de Draa Ben Khedda (wilaya de Tizi-Ouzou) pour exiger l'assainissement, le revêtement des routes, des recrutements, la délocalisation du parc de l'OIAC, l'éclairage public, l'entretien du cimetière chrétien, l'affectation d'agents de voirie et de sécurité pour la cité Caper, la gestion des déchets ménagers, l'éclairage public pour la cité Bennani.

17 septembre :

- des habitants d'Ioufithène, Ihalatène, Ibadissene et autres villages de Tizi Gueniff (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC et la subdivision de l'hydraulique pour protester contre la pollution de la fontaine Tala Yaala depuis sept mois.
- des élèves et des parents de l'école Ferhat Rahmani du quartier Merah Al Jamal de Barika (wilaya de Batna) bloquent la rue principale au niveau de l'hôpital pour exiger la limitation du nombre de débits de boissons alcoolisées à proximité de l'école.
- des habitants de Tizi N'jber (commune de Beni Djellil, wilaya de Bejaïa) ferment pour le huitième jour d'affilée l'APC et exigent eau potable, réseau d'assainissement, centre de santé, aménagement de la route et des ruelles...

18 septembre, des habitants d'Aguouillal (commune d'El Adjiba, wilaya de Bouira) bloquent les travaux de construction d'une ligne à haute tension traversant leur localité pour réclamer l'aménagement de la source les alimentant en eau.

19 septembre :

- des habitants de la cité des 800 logements à La Sablière (wilaya de Boumerdes) empêchent un investisseur de poursuivre les travaux d'un camping sur un terrain en bord de mer, prévu pour un espace vert par l'APC en 2016.
- des habitants de Maaden (commune de Tichy, wilaya de Bejaïa) bloquent la RN9 de nuit pour protester contre l'incurie des autorités face à la chute d'un câble électrique de 30 000 volts tombé sur les terrasses de la localité.

20 septembre, l'association Graine et Paix et ses partenaires organisent un festival de la paix et de l'éco-citoyenneté dans la forêt de Canastel (wilaya d'Oran), sous le slogan « Changeons nos comportements, pas la nature ».

21 septembre, des habitants d'Aït Boumerdassi, Ighezerbaoun et Aït Bourgeois (commune de Tidjellabine, wilaya de Boumerdes) se portent volontaires pour nettoyer les routes et dégager les routes, face à la carence de la direction des Travaux Publics.

22 septembre :

- deuxième festival local de la bicyclette par l'association Essafir pour le tourisme, en collaboration avec l'APC de Jijel, l'ODEJ, la radio locale et la ligue de cyclisme de Jijel.
- les locataires du vieux bâti de Relizane lancent un SOS en raison du danger d'écroulement de leurs logis (infiltrations d'eau, oxydation, pas de toilettes...)
- des habitants de Touares, El Gouassemia, El Khouatem, Sehanin, El Firma, Lamehar (commune de Djidioua, wilaya de Relizane) manifestent devant la mairie pour exiger de l'eau potable, des logements ruraux et le ramassage scolaire.

23 septembre, des parents d'élèves n'envoient plus leurs enfants à la cantine de l'école d'Ouaghzen (commune d'Aïn El Hammam, wilaya de Tizi-Ouzou) en raison des conditions d'hygiène des cuisines où des eaux usées se sont infiltrées.

24 septembre, des habitants de Khellil (commune de Barbacha, wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour exiger eau potable, gaz de ville et collecte des déchets ménagers.

9 juillet 2019, ils ferment la mairie pour dénoncer le manque d'eau potable et l'absence de couverture de santé.

Le 28, ils ferment les sièges de l'APC et de la daïra pour exiger de l'eau potable, des égouts, une couverture sanitaire, l'électricité. Le P/APC propose une réunion de concertation le 29 et ils gèlent leur mouvement.

25 septembre :

- les habitants de la Cité Diplomatique de Dergana (commune de Borj El Kiffan, wilaya d'Alger) construite par une société canadienne dans les années 80 font un bilan négatif de leurs actions auprès de l'OGPI, gestionnaire de la cité, qui a refusé de prendre en compte la teneur en amiante de leurs habitations.
- l'association des parents d'élèves de l'école primaire Aït Dih de Megheira (commune d'Aït Khelili, wilaya de Tizi-Ouzou) font un sit-in devant le siège de la daïra pour protester contre l'exposition à l'amiante des élèves et exiger une cantine. La cantine est accordée à l'issue d'une entrevue.

26 septembre, des habitants de la cité des 132 logements à Oued Djemaa (wilaya de Relizane) protestent contre la nuisance sonore d'une usine avoisinante.

27 septembre, à l'initiative de l'association écologique, Jeunesse volontaire, journée de mobilisation pour sauver le lac de Sidi M'hamed Benali (wilaya de Sidi Bel Abbès) qui n'est plus alimenté, et dont le niveau d'eau est en baisse, d'où les conséquences sur la faune et la flore.

1^{er} octobre, la population de Bouzeguene (wilaya de Tizi-Ouzou) dépose à travers les comités de village une requête à la direction des ressources en eau de la wilaya pour lui rappeler ses promesses d'alimentation en eau potable.

3 octobre, à l'issue de la réunion des parents d'élèves de l'école primaire Boussad Boubchir de Ilounissene, sur le versant de Iâllalen (commune de Aït Yahya Moussa, wilaya de Tizi-Ouzou) ils décident de ne plus envoyer leurs enfants à l'école tant qu'une solution ne sera pas trouvée pour les

enfants du préscolaire obligés de faire 5 km à pied pour aller dans une école primaire et parce que les locaux sont des préfabriqués contenant de l'amiante datant de 1992. Ils exigent un nouveau bloc scolaire.

6 octobre, l'AG extraordinaire de l'association Thaouyalt de El Esmam (wilaya de Bouira) délibère de l'ouverture illégale de la route de Tighzert/Tikjda par la population d'Ath Ouacifs (wilaya de Tizi-Ouzou) et décide que cette route ne sera pas ouverte aux véhicules, en raison des nuisances sur le parc du Djurdura, après avoir rencontré la population d'Ath Ouacifs. Reste à connaître la réaction des autorités.

7 octobre, des parents d'élèves protestent contre l'état d'insalubrité du lycée d'Ath Mansour (wilaya de Bouira) où les eaux usées des sanitaires se déversent dans les salles de classes.

7 octobre, manifestations dans les jours qui ont précédé, d'habitants de Ouled Asker, Texenna, Beni Yadjis, Belhadeb (wilaya de Jijel) pour l'eau potable.

8 octobre, des habitants de Fritissa (commune de Serguine, wilaya de Tiaret) ferment la route Fritissa/Djelfa pour exiger des services tandis que les habitants de Dlelaa exigent le raccordement au réseau d'assainissement, l'utilisation de fosses septiques ayant entraîné la peur des MTH, et ce à la veille de la visite du chef de l'exécutif, Abdeslam Bentouati.

10 octobre, les parents de l'école primaire Belabbas Mohammed de Ouled Bellil (commune de Bouira) ferment l'école, en raison de sa submersion par les crues, des sanitaires inutilisables et de la menace d'effondrement des toits.

11 octobre, des habitants de la Rocade à Tébessa manifestent contre la défectuosité du réseau d'assainissement qui déborde dans les maisons et ferment la route.

11 et 12 octobre, des habitants du bidonville de Larayass, situé à côté d'une conduite de gaz, coupent le CW18, à proximité de la plage de Ben Mhidi et le CW12, les deux desservant Filfila (wilaya de Skikda), ainsi que le CW20 desservant Bouzaaroura. Les femmes manifestent devant l'APC.

13 octobre, des habitants d'Aït Ali Ouyahya (commune d'Iferhounene, wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent et ferment le siège de la municipalité pour protester contre le mélange de l'eau des égouts et de l'eau potable.

Du 13 au 20 octobre, caravane de sensibilisation organisée par l'association Arc En Ciel de Tizi-Ouzou ciblant le barrage hydraulique de Taksebt, le massif forestier de Yakouren, le parc du Djurdjura, les villes balnéaires de Tigzirt et Azzefoun et la ville de Tizi-Ouzou et l'inauguration du premier gîte d'accueil paysan international aux Ouadhias.

14 octobre, les travailleurs du CEM Emir Abdelkader d'Aokas (wilaya de Bejaïa) entrent en grève illimitée pour exiger la démolition du bloc construit avec de l'amiante, abritant la bibliothèque, la salle des professeurs, le magasin et la surveillance.

13 octobre, des paysans d'Ath Yekhlef (commune de M'chedallah, wilaya de Bouira), las d'attendre l'aide de l'État, procèdent au bitumage par leurs propres moyens d'un chemin agricole au lieu dit Korchega, qui permettra de rendre la zone auto suffisante au niveau agro-alimentaire (vergers et maraîchage) puisqu'elle dispose de puits.

17 octobre,

- des habitants du quartier spontané au niveau de la cité Dardara à Khemis Miliana (wilaya d'Aïn

Defla) manifestent devant le siège de la daïra pour exiger des logements, leurs maisons n'ayant pas d'électricité, ni eau (ils boivent l'eau des puits qu'ils ont forés, mais en fait c'est l'eau des égouts), ni de ramassage des déchets.

- des parents d'élèves du collège Sayah Missoum de Tounane (wilaya de Tlemcen) refusent d'envoyer leurs enfants au collège en raison du danger de l'amiante. Des élus APW et APN se solidarisent de leurs revendications. 3 décembre, les services de la wilaya annoncent que le CEM sera démoli.

29 octobre, des habitants du nouveau quartier de Belcaïd à Oran manifestent contre l'explosion de leur réseau d'égouts suite aux inondations qui les ont chassés de leur logement et ils bloquent le trafic

31 octobre :

- des habitants d'Ighrem (commune d'Ahnif, wilaya de Bouira) ferment la RN5 en raison d'inondations qui ont fait périr trois personnes, toujours au même endroit, et exigent des travaux de drainage du ruisseau Tassifth N'Sidi Aissa.

- Des agriculteurs d'Oued Djemaa (wilaya de Relizane) protestent contre la pollution due aux eaux charriant le lixiviat du CET, qui s'infiltrent dans les terres, mettant en péril les vergers d'agrumes et les humains.

10 juillet 2019, ils manifestent devant le siège de la wilaya, face au silence de l'ONID pour exiger de l'eau d'irrigation, soutenus par la chambre de l'agriculture.

3 novembre :

- à Ouargla, à la suite des annonces gouvernementales sur la reprises de l'exploitation du gaz de schiste, manifestation pour des revendications sociales et écologiques. Les manifestants nettoient la ville après la manifestation.

- des résidents des chalets ONACO (wilaya de Boumerdes) ferment la route reliant Corso à Boudaou pour protester contre le déluge qui les a forcé à fuir les chalets où ils sont hébergés depuis 2004, suite au séisme de 2003, et où ils développent asthme et allergies.

Le 5, ils ferment la RN24 pour exiger leur relogement dans des habitations en dur suite aux inondations qui ont emporté leur cabanons et mélangé les eaux usées à l'eau du robinet. L'école n'a pas de toilettes, le train qui passe à proximité des chalets a déjà percuté trois enfants. Les habitants des dix chalets qui ont brûlé n'ont pas été relogés.

Le 6, ils manifestent devant la wilaya aux cris de « On en a marre, quinze ans, barakat »

4 novembre, enseignants, élèves et parents d'élèves de l'école Belkacem Mouffok à Tizi-Ouzou, observent une journée de protestation contre le délabrement de l'école et les conditions d'hygiène pouvant entraîner des infections (sanitaires et détritiques).

5 novembre, des habitants de Medkour (commune de Tizi N'Berber, wilaya de Bejaïa) ferment la mairie pour exiger de l'eau potable, le gaz de ville, l'éclairage public, le revêtement de pistes, un stade.

7 novembre :

- des habitants de la cité Liberté à Ibaraken (commune de Tadmaït, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la mairie pour réclamer des logements suite à l'incendie de leur cité construite en bois avec des toits en amiante.

- des expropriés dans le cadre du projet de barrage de Souk N'Tlata (commune de Tadmaït, wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant les sièges des entreprises réalisant le barrage et bloquent le chantier, pour exiger d'être relogés après que les crues de l'Oued du 3 au 4 novembre aient failli les emporter, en raison des promesses de relogement non tenues. Ils exigent plus de logements, car des enfants sont devenus majeurs (les listes des bénéficiaires datent de 2012) et une augmentations des

indemnisations.

10 novembre, des habitants de Semmache (commune d'El Adjiba, wilaya de Bouira) se sont organisés, face à l'inertie des autorités, ont cotisé et achevé la construction d'un dalot pour enjamber un oued à Dehsa et le protéger des crues de la rivière, ce qui leur permettra dans le futur d'accéder à leurs champs.

11 novembre, des habitants de Zeribet Hamed (commune d'El Faidh, wilaya de Biskra) bloquent la circulation sur le CW desservant la wilaya de Khenchela, pour exiger eau potable, éclairage public et logements ruraux.

11 novembre, des habitants de Ighil Naït Ameer, Ighzer, Umeziav, Bourmel, Ighil Naït Rayou, Tikraï, Tameziaft (commune d'Ahnif, wilaya de Bouira) exigent du wali qu'il vienne constater la pénurie d'eau et de gaz, avant de passer à un autre stade de lutte.

12 novembre, des habitants de la cité Abdelmajid Benrebiaâ à Aïn El Bey (wilaya de Constantine) manifestent devant le cabinet du wali pour exiger des routes, une poste, une école, le ramassage des ordures.

14 novembre, des habitants de M'Haïsser (commune de Souk El Khemis, wilaya de Bouira) bloquent le CW125 pour exiger le raccordement du village à l'eau potable et au gaz. Le 22, le blocage continuait, faute de réponse des autorités.

15 novembre, des habitants de El Hachemia (wilaya de Bouira) manifestent devant le siège de la daïra pour protester contre la pollution de l'air due à une usine d'engrais. Les élèves de deux écoles primaires et d'un CEM sont en grève depuis le début de la semaine et refusent de rejoindre leurs classes où l'air est irrespirable.

18 novembre, manifestation des étudiants sur le campus de Zerzara de Constantine pour dénoncer la mort d'un étudiant, heurté par une voiture, puis second rassemblement pour exiger une passerelle et des ralentisseurs. Le 19, réunion entre le chef de la daïra de Constantine, le doyen du campus et les représentants des étudiants. Une passerelle et des ralentisseurs devraient être mis en place.

19 novembre, des habitants de la cité « GMS » (commune d'Akbou, wilaya de Bejaïa) ferment le siège de la daïra, car les intempéries entraînent les effondrements de plafonds dans leurs logements.

21 novembre :

- le mouvement associatif de Takerboust (commune d'Aghbalou, wilaya de Bouira) restaure les fontaines publiques Tajmaat et Aaziza.
- quelques 500 colporteurs et distributeurs d'eau potable dans les communes de Tolga, Sidi Khaled, Doucen, Ouled Djellel, Lichana, Bordj Ben Azzouz (Ziban-Ouest, wilaya de Biskra) font grève face au refus des APC et daïra de leur renouveler leurs autorisations permettant au propriétaire de la source de Mefaïda (commune de Besbes) de les approvisionner (en principe seule une source publique est habilitée à fournir les ménages en eau potable).

22 novembre :

- des habitants de la cité Chouhada (Tadmaït, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC du 22 au 24 novembre pour protester contre la vétusté du réseau d'eau et d'assainissement et accusent les autorités de ne pas les avoir relogés comme prévu. 25 août 2019, ils organisent un bénévolat pour nettoyer leur quartier des déchets.
- des habitants de Souk El Khemis (wilaya de Bouira) bloquent depuis une semaine le CW15 pour réclamer le gaz naturel et l'eau potable.

23 novembre, des habitants du plateau Loudha, ferment le portail de l'APC de Bouzeguene (wilaya de Tizi-Ouzou) pour réclamer la canalisation des eaux pluviales, l'éclairage public, un réseau d'assainissement.

25, 26, et 27 novembre, les habitants de la cité 400 logements de Bouzeguene (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la mairie pour réclamer l'évacuation des eaux pluviales, l'éclairage public et de l'eau potable.

26 novembre, les lycéens du nouvel établissement secondaire d'Adekar (wilaya de Bejaïa) poursuivent leur grève illimitée commencée le 19, pour exiger du chauffage, de l'eau, une bibliothèque, une salle d'informatique.

27 novembre, des habitants du lotissement 950 (commune de Hassi Delaa, wilaya de Laghouat) réclament le raccordement de leurs domiciles aux réseaux d'eau et de gaz et leur part de développement, habitant à proximité du champ gazier de Hassi R'mel.

2 décembre, des habitants de Bouchafka (commune d'Aït R'zine, wilaya de Bouira) mettent sous scellés le siège de l'APC pour exiger de l'eau courante, non disponible depuis 36 jours,

3 décembre, des habitants des chalets de Ouled Ben Salah ont fermé la semaine précédente l'APC de Ammal (wilaya de Bouira) pour exiger des habitations en dur, alors qu'on leur propose des aides destinées à l'habitat rural.

4 décembre, la coordination des comités de village de Bouzeguene (wilaya de Tizi-Ouzou) dépose une lettre au wali pour dénoncer l'arrêt des travaux d'alimentation en eau potable de Bouzeguene et celui de la réhabilitation de la source d'Aderdar.

9 décembre :

- les professeurs de l'école Al Messaoudi de la cité Snobar de Constantine font grève et manifestent pour leurs conditions de travail (absence de chauffage, eau potable, cas d'intoxication alimentaire à la cantine chez les élèves).

- des habitants de Taghzout (wilaya de Bouira) ferment l'APC pour réclamer un réseau d'eau potable, de gaz naturel et un aménagement de la route reliant Boumessaadane, l'eau potable à Merkalla. 29 août 2019 ils bloquent la RN48 pour exiger de l'eau potable.

12 décembre, des habitants du village socialiste agricole Saïd Abid (commune et wilaya de Bouira) manifestent devant l'APC pour des routes, du mobilier urbain, une décharge, le confortement de l'oued qui est une menace lors des crues, des moyens de transports, scolaire et universitaire). Le 13, ils sont reçus par le premier adjoint au maire.

13 décembre, des habitants d'Ath Ybrahim (commune de M'Chedallah, wilaya de Bouira) manifestent et bloquent la route en brûlant des arbres pour exiger que soit nettoyée leur zone après la découverte d'une bombe dans une oliveraie.

17 décembre :

- des habitants d'Ahemmam (commune d'Amizour, wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour protester contre le nouveau plan de circulation des bus qui les prive d'arrêts, notamment celui leur permettant de se rendre à l'hôpital.

- des habitants du quartier 1^{er} novembre d'El Esnam (wilaya de Bouira) lancent un appel aux autorités suite aux inondations qui viennent de les forcer de quitter ces taudis datant de l'ère coloniale. 27 familles avaient été relogées et 35 occupent ces baraques créées dans les années 50 pour reloger les habitants de D'hou.

18 décembre :

- des agents forestiers de la wilaya de Bouira manifestent devant la conservation des forêts pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de travail, notamment la restitution de leurs armes à feu pour parer aux atteintes au tissu forestier, au braconnage et aux attaques d'animaux sauvages. Ils réclament le statut d'agent assimilé et paramilitaire.
- des habitants de Ben Arous et Ouled Ben Chaben (commune de Baghlia, wilaya de Boumerdes) bloquent la RN25 à l'aide de pneus brûlés pour protester contre l'incurie après les dernières inondations qui empêchent l'accès à leur village.

23 décembre, des habitants de Guergour (commune de Lakhdaria, wilaya de Bouira) manifestent devant la mairie pour réclamer la réhabilitation de la route, du transport scolaire, l'éclairage public et de l'eau potable. Ils ne sont pas reçus.

25 décembre, des habitants de Karkar (commune de Bir Snab, wilaya de Bordj Bou Arreridj) montent au créneau pour exiger de l'eau (qui coule une fois par semaine), l'éclairage public et l'aménagement de la voirie.

30 décembre, des habitants de Oued Djer (wilaya de Blida) coupent la voie rapide Alger Oran pour exiger de l'eau potable, absente depuis deux semaines.

ALGERIE 2019

8 janvier, des éleveurs du sud de la wilaya de Khenchela bloquent la RN 83 (Biskra/Khenchela) avec des cadavres de bétail mort de la fièvre aphteuse pour exiger une réaction urgente des autorités (vaccins, visites de vétérinaires)

9 janvier, après plusieurs années de lutte des habitants de Khanaba (commune de Ben Badis, wilaya de Constantine) contre la pollution engendrée par le CET de Boughreb, ils apprennent qu'une nouvelle station de traitement du lixiviat et un deuxième casier seront lancés durant le premier trimestre de cette année par l'AND.

13 janvier :

- Citoyens, société civile et élus, dont le P/APW (FFS) manifestent devant la wilaya de Bejaïa pour exiger l'annulation d'une décision d'attribution d'un espace vert à un investisseur, destiné à la construction d'un hôtel, sur un terrain du quartier 600 logements à Iheddaden et exigent un espace vert une salle de soins et une bibliothèque. 20 février, ils manifestent devant le siège de la wilaya pour protester contre la cession de l'espace vert et de 13 hectares de la forêt de Gouraya du PNG à un industriel et les terrains agricoles d'El Kseur. La commission du CALPIREF ajourne sous la pression l'examen du projet d'hôtel.
- Des habitants d'Ath Ergane (commune de Agouni Gueghrane, wilaya de Tizi-Ouzou) murent le siège de l'APC pour exiger un réseau d'assainissement, un bureau de poste, un dispensaire et la réfection de la route. 6 octobre, ils ferment l'APC pour exiger réseau d'assainissement et d'AEP, gaz, ramassage scolaire et collecte des déchets.

15 janvier, les élèves du CEM d'Aït Saïd (commune de Chabet El Aneur, wilaya de Boumerdes) font grève pour exiger des transports scolaires. Les parents dénoncent le délabrement de l'établissement où l'eau s'infiltré.

16 janvier, les représentants des comités de villages de Taourirt Moussa, Tagrara, Taguemout Azouz, Tizi N'Tlakt, Agouni Arous et Tizi Hibel (commune de Beni Douala, wilaya de Tizi-Ouzou) exigent de la direction des ressources en eau de Tizi-Ouzou la réfection du réseau de distribution

d'eau potable.

18 janvier, les parents d'élèves de l'école des Frères Moula de Tala Athmane (commune de Tizi-Ouzou) dénoncent en AG la présence d'amiante dans le toit de la cantine, le danger des sanitaires délabrés et l'absence d'évacuation des eaux pluviales. Ils décident de se constituer en association.

26 janvier, des habitants de Hjar Essoud (commune de Bekkouche Lakhdar, wilaya de Skikda) ferment la RN4 pour protester contre la pollution émanant de la cimenterie locale, où les jeunes ne trouvent pas d'emploi.

27 janvier :

- des habitants de la cité Les Lilas (commune de El Kerma, wilaya d'Oran) interpellent par lettre publique le wali d'Oran pour exiger des bacs à ordures, le réaménagement des espaces verts, le débouchage des regards d'évacuation des eaux, la réfection de la route, etc.
- des habitants de Babar (wilaya de Khenchela) ferment l'APC pour exiger des emplois et la collecte des déchets.

29 janvier :

- après une manifestation d'habitants du lotissement Ali Sadek (commune de Bordj El Kiffan, wilaya d'Alger) pour exiger la délocalisation d'une centrale de fourniture de bitume, qui entraîne des maladies respiratoires et une pollution sonore, de nuit et de jour, le DG de l'Epic Asrout explique que la centrale est conforme aux normes.
- des habitants d'Aït Amar Ouali (wilaya de Bejaïa) manifestent devant la mairie pour exiger eau potable, réfection des routes et raccordement au gaz de ville.

Février, après des protestations de vétérinaires et d'associations de la protection de l'environnement, les enseignants et les riverains de l'école Chbira Amor 2 du quartier El Merdja à Tébessa s'insurgent contre les tonnes d'ordures devant l'école, l'absence d'éclairage public, le manque d'eau potable dans le quartier.

5 février, des parents d'élèves de l'école primaire des frères Aboudou à Tala Hamza (wilaya de Bejaïa) ferment l'école qui n'a pas de sanitaires adaptés, des classes vétustes et réclament une cantine, etc.

6 février, des habitants d'Al Kara (commune de Ras Al Ayoun, wilaya de Tébessa) ferment avec des barricades et des pneus brûlés la route de la frontière tunisienne pour réclamer l'eau potable et de l'électricité.

20 février, des agriculteurs et des membres de l'association d'Ivelvaren (commune de Saharidj, wilaya de Bouira) manifestent devant la mairie contre le retard pris dans la réparation des chemins agricoles impraticables depuis les dernières intempéries. Ils sont reçus par le maire.

22 février :

- Des habitants d'Ath Mansour et Raffour (wilaya de Bouira) n'ayant pas reçu de réponse des autorités, ils reconstruisent une passerelle (l'ancienne avait été détruite par les intempéries) avec l'aide de l'association Taradha, pour accéder à leurs vergers des deux rives d'Assif N'Sahel et une digue.
- Des jeunes nettoient les rues d'Alger après les manifestations, font des collectes pour acheter des sacs poubelles, et ce tous les vendredis qui suivent

23 février, des agriculteurs de Matemar (wilaya de Relizane) font un tas d'arbres arrachés devant le siège de l'APC pour protester contre l'arrachage d'arbres fruitiers sur dix hectares de périmètres de

fermes anciennement autogérées ainsi que du bâti, destiné à un programme LPA, hôpital et autres équipements. 22 avril, des jeunes manifestent devant la mairie pour exiger une enquête sur le bradage de la forêt à un exploitant agricole qui a déboisé, vendu les arbres et dénoncent la complicité de la mairie, les services de la Conservation de la forêt, l'ex-maire et les actuels responsables. 6 mai, ils reboisent la forêt après avoir chassé l'oligarchie.

24 février, des citoyens de Bejaïa se mobilisent par pétition et réseaux sociaux contre le permis de construire d'une mosquée sur un emplacement exigü et déjà asphyxié de la cité Tobbal et réclament un jardin, une aire de jeux ou une structure sanitaire.

9 mars, des habitants d'El Milia (wilaya de Jijel) soumettent une requête au tribunal d'El Milia contre l'installation d'un relais de réception du téléphone mobile de l'opérateur Ooredoo sur la terrasse d'une bâtisse mitoyenne, en raison de la présence d'un lycée et d'une école à proximité, ainsi que d'une forte densité de population.

10 mars, à l'occasion de la grève générale, des habitants de la cité 90 logements de Draa El Mizan (wilaya de Tizi-Ouzou), qui ont construit un conteneur à déchets, aménagé des places, une fontaine et planté des arbres, réclament l'éclairage public, l'arrêt de l'infiltration des eaux pluviales dans les logements des derniers étages et réalisent deux jours de volontariat pour nettoyer la cité.

16 mars, à l'initiative de jeunes une action de volontariat est mise en place à Draa Ben Khedda (wilaya de Tizi-Ouzou), pour nettoyer les quartiers des immondices qui polluent et attirent les rongeurs.

17 mars, la coordination des comités de villages de la municipalité de Aït Shafa (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent notamment pour des réseaux d'assainissement notamment à Tazghort ou le ramassage des ordures.

20 mars, des étudiants de l'université de Bejaïa lancent une campagne de nettoyage des campus de Targa Ouzemmour et Aboudaou en parallèle des manifestations des mardis pour prouver aux gouvernants qu'ils sont conscients et décidés à rendre au pays sa dignité.

Mi mars, début d'une campagne de nettoyage des quartiers, cités, plages et rivages de Jijel et campagne de plantation et de protection des plantes dans la foulée du mouvement de contestation et relayée sur les réseaux sociaux.

22 mars :

- comme tous les vendredis à Alger, des manifestants nettoient les rues après les manifestations. Dans le quartier de Tilimli, avec des gilets oranges, ou avec des brassards verts ailleurs et pour devise : « Nous ne voulons d'ordures, ni dans les rues ni au pouvoir »
- des bénévoles ramassent les déchets de la cité Akid Lotfi à Oran.

23 mars :

- des jeunes volontaires de Larbaa Nath Irathen (wilaya de Tizi-Ouzou) nettoient les déchets plusieurs quartiers de la ville à partir d'un appel lancé sur les réseaux sociaux et se donnent rendez-vous pour la semaine suivante.
- des jeunes nettoient à titre volontaire la plage Kotama de Jijel à la suite d'un appel sur les réseaux sociaux, certains avaient déjà nettoyé l'université. Ils sont salués par des responsables de l'APC et de la daïra.

24 mars, les travailleurs de la carrière d'El Hamma (commune de Ben Azzouz, wilaya de Skikda) dépendant de la cimenterie de Hjar Essoud ferment la carrière et débraient pour réclamer des

tenues de protection contre les risques et les poussières, et leur titularisation.

26 mars :

- des habitants d'Achachaa (wilaya de Mostaganem) ferment la mairie, exigent le départ du maire pour incompétence et font un sit-in de deux jours pour exiger de l'eau dans les zones rurales, le bitumage des axes routiers, le gaz de ville...
- Des habitants de Mechta Boudmagh (commune de Grarem Gouga, wilaya de Mila) manifestent devant la wilaya. Pancartes : « Non aux fausses promesses », « 2019 et pas d'eau », « Quelle est notre place en Algérie ? », « C'est le peuple qui est souverain »

2 avril, d'après des témoignages d'habitants, le maire de Makedra (wilaya de Sidi Belabbes) aurait fait couper l'eau dans plusieurs quartiers de la ville après que des habitants aient manifesté pour réclamer son départ.

4 avril :

- des jeunes bénévoles d'Ath Mansour (wilaya de Bouira) lancent une opération de nettoyage et d'embellissement
- des habitants de Soumaa (wilaya de Blida) manifestent devant le siège de l'APC pour refuser un projet de CET à proximité de la nappe phréatique, d'habitations et d'un parc de loisirs.
- des jeunes de Djenene Teffeh et de Ahmed Loulou (commune et wilaya de Souk Ahras) sortent après leur travail pour nettoyer la ville.

5 avril :

- à Bordj Okhriss (wilaya de Bouira) un collectif associatif lance une opération de nettoyage du centre ville.
- à Haïzer (wilaya de Bouira), des habitants nettoient et plantent des arbres.

6 avril, des jeunes de Boufhimia (commune de Draa El Mizan, wilaya de Tizi-Ouzou) nettoient les déchets à titre volontaire, badigeonnent les ralentisseurs et les bordures de trottoirs. A la cité des 160 logements, les résidents plantent des centaines d'arbres

7 avril :

- des habitants de Ichekaven (commune de Feraoun, wilaya de Bejaïa) ferment le CW35 pour protester contre l'extraction de TVO par une entreprise privée, dont le contrat a expiré en juin 2018, en raison des dégâts causés aux voies d'accès aux champs, le risque d'affaissement de terrains en raison des trous creusés dans l'oued.
- de jeunes de Djidiouia (wilaya de Relizane), dont des chômeurs, manifestent pour dénoncer le bradage d'une oliveraie faisant vivre 500 familles au profit d'un promoteur immobilier.
- des habitants de Sguen (localité de Aït Mebarek, commune de Taskriout, wilaya de Bejaïa) exigent de la DTP une commission d'enquête sur les dégâts occasionnés par l'usage d'explosifs par l'entreprise turque Ozgun pour le forage du tunnel devant moderniser la route des gorges de Kherrata et des dédommagements pour les fissures dans le bâti.
- des habitants de Taguemount Azouz (commune d'Aït Mahmoud, wilaya de Tizi-Ouzou) ramassent à titre bénévole les déchets du village.
- des habitants de Heriouila (commune de Mih Ouansa, wilaya d'El Oued) ferment la route menant à la commune, empêchent le fonctionnement des transports scolaires pour exiger de l'eau potable.

8 avril, des habitants d'Akboub (commune de Bechloul, wilaya de Bouira) ferment la route reliant la station de traitement des eaux du barrage de Tilesdit à la RN5, pour réclamer la réhabilitation du réseau d'eau potable (coupée de puis un mois, et celle du CW98).

9 avril :

- Des jeunes du quartier Ecotec de Bouira lancent une opération bénévole de nettoyage du quartier. Les éboueurs de Bouira sont en grève dans le sillage du mouvement de contestation.
- Des habitants de Ksar Bellezma (wilaya de Batna) ferment la RN 86 au niveau du hameau de Mahres pour protester contre la pollution due au déversement des eaux usées qui stagnent au milieu des exploitations agricoles.

10 avril, des habitants de Amazoul (commune de Mekla, wilaya de Tizi-Ouzou) se rassemblent devant la mairie et ferment la daïra pour protester contre l'absence de réparation de la route suite aux intempéries.

12 avril, des habitants des Aghribs, d'Agraradj, Tamassit et Imekhlaf (wilaya de Tizi-Ouzou) nettoient bénévolement la forêt de Vouhalou après avoir lutté contre l'implantation d'un CET ayant entraîné des dépôts d'ordures sauvages.

13 avril :

- des habitants de l'ancienne ville de Bejaïa et le mouvement associatif manifestent boulevard Bouaouina contre un permis de construire accordé à un promoteur dans une zone protégée, qui abrite des vestiges archéologiques, qui défigurerait le quartier et nuirait à la tranquillité.
- des habitants de Bouteldja (wilaya d'El Tarf) bloquent toutes les entrées de la ville et la RN44 pour protester contre le passage de camions et la poussière qu'ils émettent et réclamer de l'eau potable, l'action se prolonge le lendemain.

16 avril, des jeunes bénévoles nettoient les plages de Tizirt (wilaya de Tizi-Ouzou) des détritiques.

23 avril :

- Des habitants d'Aït Ladjrou (commune de Toudja, wilaya de Bejaïa) mettent la mairie sous scellés pour exiger eau, assainissement, électricité, route.
- Des familles de la rue Boukhedmi Larbi à Mascara manifestent pour avoir de l'eau, des toilettes et veulent quitter leurs logements qui menacent ruine.

25 avril, à partir d'appels sur les réseaux sociaux, des jeunes appellent les manifestants du hirak à converger pour une opération de nettoyage des détritiques depuis le 22 février à l'ex« cité évolutive » au centre de Bouira et la rebaptisent « Place de la liberté ».

26 avril, des habitants de Kalous (commune d'Aomar, wilaya de Bouira) se mobilisent pour collecter les déchets.

27 avril, lors de la marche du Hirak à Tiaret, les manifestants arborent des banderoles : « Vous avez bradé la ville de Tiaret », « Il faut ouvrir les dossiers de la corruption à Tiaret et ceux de la concession du foncier ».

29 avril :

- des habitants de Hammamet (wilaya de Tebessa) vont voir le président de l'APC pour exiger de l'eau potable et dénoncent la pollution de l'eau et les nouvelles autorisations accordées pour l'exploitation de l'eau des sources. Ayant échoué à être entendus, ils manifestent devant l'usine d'eau minérale de Youkous, pour réclamer le droit à l'eau de source avant sa mise en bouteilles. Cette usine est à l'arrêt depuis dix jours car l'eau a été contaminée par les fosses septiques implantées sur le terrain de l'usine.

Le propriétaire de l'usine tire à balles réelles : 13 manifestants blessés dont 11 par balles. Les manifestants brûlent des pneus et un camion de vente d'eau. Le feu se propage dans l'usine. Intervention de la gendarmerie qui disperse les manifestants et interpellation de quatre tireurs dont le patron de l'usine. 150 employés sont mis au chômage.

Le 31 juillet, elle reprend de l'activité avec un tiers du personnel.

- des habitants d'Aïn Reggada (wilaya de Guelma) ferment le siège de l'APC pour exiger électricité, gaz et collecte des ordures.

30 avril, des jeunes de Bordj Rose (commune de Loutaya, wilaya de Biskra) bloquent la circulation avec des pneus en feu pour exiger des équipements culturels, sportifs, l'assainissement, des emplois, le ramassage des ordures.

1^{er} mai, des riverains s'opposent par pétitions à l'exploitation d'une salle de fêtes en face de la gare, à Tlemcen, source de nuisances (sonores et encombrements) et menacent de sit-in.

2 mai :

- des habitants de la cité des 500 logements à Aïn El Bey (wilaya de Constantine) s'opposent à la disparition de l'unique espace vert de leur cité, cédé à un particulier qui va construire et bloquer des issues.

- des habitants d'El Tarf bouclent les quatre accès de la ville pour réclamer de l'eau coupée depuis quatre jours, notamment dans les hôpitaux de la ville

- des habitants d'Ivahlal (commune d'Aghbalou, wilaya de Bouira) nettoient chaque week-end pour nettoyer, reboiser et embellir le village à titre bénévole.

4 mai, des habitants de Béjaïa manifestent pour dénoncer la mauvaise gestion de l'APC, de l'AW et de la daïra, de l'inondation des caves par les eaux usées, l'éclatement du réseau d'eau potable et de l'assainissement, le traitement des déchets.

8 mai, des habitants manifestent à Ouled Askeur (wilaya de Jijel) à l'occasion de la visite du wali, pour réclamer de l'eau potable et du gaz.

11 mai, des habitants de la daïra de Sour El Ghoulane (wilaya de Bouira) manifestent devant le siège de la daïra pour réclamer un château d'eau, la réouverture du bureau du logement, le raccordement au gaz naturel d'Ouled Gacem et Ouled Tajin et des emplois.

12 mai :

- des habitants de Messaad (wilaya de Djelfa) ferment la municipalité et la route avec des pneus brûlés pour réclamer de l'eau et le développement. 20 août, ils manifestent devant le siège de la municipalité et en bloquent l'entrée pour empêcher les élus de voter le budget, pour protester contre la soif et la prolifération des déchets

- des habitants de Bouhamza et Tamokra (wilaya de Bejaïa), expropriés lors de la construction du barrage de Tichy-Haf, s'entendent pour une demande d'indemnisation à 1000 DA le m² devant le wali.

15 mai :

- des habitants de Nador, Sidi Mousa et Tipaza (wilaya de Tipaza) bloquent l'accès des camions aux carrières de tuf du mont Chenoua pour dénoncer les explosions qui entraînent de fissures dans les logements, les maladies respiratoires, préserver la faune et la flore du mont et exiger la fermeture des carrières (le mont a le statut de réserve nationale). Le 30, ils rouvrent la route suite à l'émission par la wilaya d'un arrêté portant fermeture de trois carrières sur le Mont et décidant la fermeture d'une entreprise chinoise exploitant aussi sur le Mont, sous quatre mois. 13 juin, le hirak défend le mont contre les carrières.

- des parents d'élèves ferment l'école Enasr 19 mars 1962 d'Theddaden (wilaya de Bejaïa) au terme d'une AG qui exige l'éradication d'une décharge à la lisière de l'école et réclament des espaces verts et des sanitaires, le déplacement des disjoncteurs électriques. Le lendemain, la grève du cartable est suspendue après l'engagement du vice P/APC de Bejaïa.

16 mai, les parents d'élèves de l'école Khaira Ould Hocine de Bouira empêchent leurs enfants de se rendre à l'école pour protester contre l'implantation d'une chaufferie au milieu de la cour, évoquent les accidents et l'absence d'espace.

18-19 mai, l'association « Tafrara » d'Azazga (wilaya de Tizi-Ouzou) organise une opération de nettoyage et de plantation d'arbres à l'hôpital Maghnem Lounes.

20 mai, des habitants du quartier E'Rahma (cité Benchergui, commune de Constantine) manifestent devant le cabinet du wali pour exiger leur relogement, leur quartier étant menacé d'un glissement de terrain, qui a détruit quatre logements la semaine précédente.

23 mai, des habitants de Ramka (wilaya de Relizane) manifestent pour réclamer le départ de l'exécutif de la mairie, en raison de son inaction sur la question de l'eau, des logements ruraux, de l'état des routes.

26 mai, des habitants d'Oran manifestent à proximité de l'Université des Sciences et de la Technologie pour dénoncer les accidents à répétition sur les lignes de bus et l'insécurité suite à un énième accident qui a fait 22 blessés.

2 juin, des habitants d'Ouled Saïd (wilaya d'Adrar) ferment la municipalité pour réclamer l'eau, l'électricité, des égouts et la santé de proximité. Le 13, des habitants d'Ouled Saïd, Ksar Moulay al Arbi manifestent devant le siège de la municipalité pour l'eau potable.

5 juin, l'association El Menara de Collo (wilaya de Skikda) attire l'attention sur le danger de la décharge sauvage et appelle à la réalisation d'un CET budgétisé depuis 15 ans mais non réalisé, en raison de la pollution atmosphérique et marine.

6 juin, les locataires de la cité CNEP/APC (ou 80 logements) à Aïn El Hammam (wilaya de Tizi-Ouzou) organisent un volontariat pour nettoyer et préserver leur cadre de vie.

7 juin :

- des habitants du quartier Othmane à Khemisti (wilaya de Tipasa) manifestent pour l'eau potable.
- La solidarité au niveau national s'organise au niveau national avec les populations inondées de Djanet et d'Illizi (wilaya d'Illizi), notamment à partir du hirak. Les habitants réclament la réouverture de la frontière avec la Libye, où vivent une partie de leurs familles et lancent un appel pour venir en aide aux populations de Ghat (sud-ouest libyen).

8 juin :

- des citoyens de Douaouda, Fouka Marine et Douaouda Marine manifestent contre la pollution due au CET d'Alger Ouest, implanté à Zeralda (wilaya de Tipaza), qui traite des quantités supérieures à sa capacité, le non respect du tri par les camions, et contre le déversement de déchets dans l'oued Mazafran.
- des habitants du quartier Amezaourou (commune de Chorfa, wilaya de Bouira) ferment la RN15 avec des bacs à ordures pleins pour exiger le ramassage des ordures et le réaménagement des routes.

9 juin, des habitants de Taher (wilaya de Jijel) ferment le CET de Demina pour protester contre les rejets de lixiviat dans la nature et des odeurs nauséabondes. Il était toujours fermé en novembre.

12, 13 et 14 juin, des habitants de la cité EPLF 200 logements de Tadmaït (wilaya de Tizi-Ouzou) organisent trois jours de volontariat pour enlever les ordures, initiative suscitée par les représentants de la localité.

13 juin, des habitants du quartier Abane Ramdane de Bordj Badji Mokhtar (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant la délégation de wilaya, de la daïra et de l'APC pour exiger assainissement, eau potable, trottoirs, éclairage public, espaces verts et aires de jeux, centre de santé et extension de l'école primaire

- des habitants de Ksar Titaf (commune de Tamest, wilaya d'Adrar) manifestent contre la pollution de l'eau par les égouts.

- des habitants de M'guiden (commune de Ksar al Kasba, wilaya d'Adrar) coupent la route Timimoun/Tinerkout pour exiger de l'eau potable

14 juin, des habitants de Z'barboura (commune de Lakhdaria, wilaya de Bouira) empêchent avec le soutien de l'APC l'accès des camions de la voirie à la décharge intercommunale, à proximité de leurs habitations. 6 juillet, la décharge est rouverte à condition qu'il y soit procédé à des aménagements dans l'optique de sa fermeture définitive.

16 juin, des habitants du quartier Rezk-Allah à Tizi (wilaya de Bejaïa) manifestent devant le siège de la wilaya pour réclamer eau, gaz et électricité et dénoncer les promesses sans lendemain..

17 juin, des habitants de la cité Romane de Relizane manifestent en raison de la poussière suffocante qui envahit leurs domiciles et interpellent la waliya. 11 juillet, ils manifestent à nouveau. Juin, les habitants d'Ivehlal (commune d'Aghbalou, wilaya de Bouira) multiplient les actions de volontariat autogérées pour capter l'eau des sources de la montagnes et installer des conduites d'eau alimentant leurs logements.

17 juin, l'Union Générale Libre des Etudiants, section d'Annaba des 2000 lits de l'université Badji Moukhtar, organise une manifestation des étudiantes contre la prolifération des ordures, les moustiques, les fuites d'eau sale des toilettes, la nourriture douteuse.

18 juin, des habitants de Nassis (commune d'Aïn Turk, wilaya de Bouira) font un sit-in devant la direction des transports de la wilaya pour exiger la desserte de leur village.

22 juin, des habitants de Mezaïa (wilaya de Bejaïa) ferment la RN24 pour protester contre la prolifération de débits de boissons alcoolisées, la prostitution, pour la régularisation de leurs assiettes de terrain, l'eau et le gaz pour les villages, la fermeture de la décharge de Boulimat.

20 juin, des habitants d'Oued Moulay (commune de Debdeb, wilaya d'Ilizi) manifestent contre un projet d'exploitation de gaz de schiste en raison du risque environnemental, et érigent une tente à l'entrée de Debdeb. Le 21, les responsables des chantiers rencontrent les jeunes et parlent de gaz non conventionnel. Le sit-in est levé le 26 après que les autorités militaires et locales se soient portées garantes de stopper la fracturation hydraulique. La supervision des travaux reviendrait à Schlumberger pour le compte de Total. Le ministre de l'Énergie dément l'existence de forages d'exploitation du gaz de schiste sur le territoire de la wilaya.

23 juin :

- Des habitants d'Ighil Boulkadi (commune de Souk El Tenine, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'APC pour réclamer la réfection du réseau d'assainissement, la collecte des déchets, l'extension des réseaux d'électricité et de gaz... et le rouvrent suite à des promesses.

24 juin, des habitants de Lemhali (commune d'Amizour, wilaya d'El Tarf) bloquent le CW21 reliant la commune à El Tarf pour la deuxième journée d'affilée pour exiger un projet d'assainissement.

25 juin :

- Des habitants des chalets d'Ouled Ben Salah (commune d'Ammal, wilaya de Boumerdes)

manifestent devant le siège de la wilaya pour réclamer leur relogement suite à la dégradation des chalets qui les hébergent depuis le séisme de 2003.

- Des habitants d'Aïn Amar (commune de Sour El Ghozlane, wilaya de Bouira) ferment la route menant à Sour El Ghozlane pour exiger des ralentisseurs sur la route suite à plusieurs accidents mortels.

26 juin, des habitants de Ferdoua (wilaya de Mila) dénoncent l'opacité du projet de protection contre les crues, confié à une entreprise sans moyens de la wilaya de Tlemcen, et les travaux à l'arrêt, entraînant des route impraticables.

28 juin :

- Des jeunes de Tala Athmane (commune et wilaya de Tizi-Ouzou) se mobilisent pour collecter les déchets et nettoyer le village pour le 3^e week-end d'affilée

- Des habitants de Chetouane Belaïla (wilaya de Sidi Bel Abbès) bloquent les accès à six carrières d'agrégats pour protester contre les poussières et les tirs de mines. Le 3, les tentatives de médiation échouent.

29 juin, des habitants du quartier 5 juillet de Jelfa manifestent et bloquent le centre ville pour réclamer de l'eau potable.

1^{er} juillet, des habitants d'Aïn Charchar (wilaya de Skikda) bloquent l'entrée de la cimenterie de Hjar Essoud pour dénoncer les émanations polluantes de la cimenterie et y exiger des emplois.

- des habitants d'Haouch Kermana (bidonville de Khemis El Khechna, wilaya de Boumerdes) manifestent devant le siège de la daïra pour réclamer leur relogement, d'autant plus que leurs habitations sont menacées par un oued.

- des habitants de Tifra (wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour exiger la résolution de leurs problèmes. Fin août, des habitants ferment son antenne administrative d'Ikedjane pour réclamer gaz, école, route et eau. Pas de services communaux (collecte des déchets, écoles, transport scolaire, pas de salaires versés. L'APC reste fermée jusqu'en 2020.

2 juillet, des habitants de Djebli Ahmed (commune de Hamma Bouziane, wilaya de Constantine) ferment la RN27 au niveau d'El Kantouli pour protester contre les coupures d'eau potable.

- des habitants de la mechta Madaure ferment l'APC de Drea (wilaya de Souk Ahras) pendant deux jours pour exiger la rénovation des conduites d'eau, l'éradication de la décharge publique, le raccordement au gaz naturel.

3 juillet, les habitants d'Islane (commune d'El Adjiba, wilaya de Bouira) se mobilisent pour un chemin les reliant à Agouilal, de l'eau potable, de l'assainissement et un réseau électrique.

- des habitants d'Aïn Dheb (wilaya de Tiaret) marchent vers la daïra pour manifester leur colère contre leur route meurtrière et l'absence de structure de santé, les blessés décédant sur le trajet de leur évacuation à Sougueur.

5 juillet :

- des jeunes volontaires d'Alger, habillés de gilets oranges, distribuent de l'eau et arrosent les manifestants.

- des habitants de Rahouia (wilaya de Tiaret) obstruent la voie de contournement à la cité des 500 logements pour exiger de l'eau potable.

6 juillet, des habitants du quartier des Villas de Oued El Alleug (wilaya de Blida) manifestent pour l'eau potable et l'électricité

7 juillet :

- des occupants des caves et garages de la cité des 296 logements (wilaya de Mostaganem) ferment la route menant à Sidi El Mejdoub-plage pendant plusieurs jours pour exiger leur relogement et se plaignent de l'humidité, des rats, moustiques et odeurs nauséabondes dues aux eaux usées qui s'infiltrant.
- des habitants de Tadjdiout (commune de Maatkas, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le CW128 pour exiger de l'eau potable. Le 17, ils bloquent le CW28.
- des habitants d'Aït Azouane (commune de Bouzeguene, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la daïra pour exiger un réseau d'assainissement et la réfection de la route. 15 octobre, ils ferment à nouveau le siège de la daïra.
- des habitants de Corso (wilaya de Boumerdes) ferment la rue principale pour dénoncer les retards pris dans l'aménagement d'une source d'eau potable.
- des habitants d'Ighouanoughen (commune des Issers, wilaya de Boumerdes) exigent de l'eau potable.

9 juillet :

- des habitants de Lota (commune de Timezrit, wilaya de Bejaïa) refusent de céder leurs terres et demandent une indemnisation conséquente, bloquant l'avancement du projet de la pénétrante Bejaïa/Ahnif.
- des habitants de la mechta Dardoura (commune de Zaarouria, wilaya de Souk Ahras) ferment la RN16 et cadennassent la mairie pour exiger le raccordement à l'eau potable, à l'électricité et au gaz et le déplacement du wali.
- des habitants de Talamali (commune de Thenia, wilaya de Boumerdes) ferment un accès autoroutier pour exiger de l'eau potable.

10 juillet, des habitants de Tifaou et Hellil (commune d'Aït Yahia Moussa, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la daïra pour exiger de l'eau potable, du gaz et la réfection des routes. 12 août, ils ferment la station d'eau de la commune pour exiger de l'eau potable. Le 20, ils ferment la RN 25, pour exiger de l'eau, un réseau d'assainissement, l'extension de l'électrification, la réhabilitation de la route menant aux villages. Le 25, ils bloquent la RN 25, action reconduite le jours suivants. Le 28, ils assiègent l'APC et murent les entrées et débloquent la RN 25 en solidarité avec les automobilistes. Ils tiennent une AG au vu du silence des officiels. Octobre, la route est bitumée.

11 juillet :

- des habitants du quartier Tozouz de Ghardaïa manifestent devant le siège de la wilaya pour protester contre l'absence d'eau potable depuis deux mois.
- des habitants de Larbaa (commune de Chekfa, wilaya de Jijel) manifestent devant le siège de l'APC, après avoir bloqué la route menant aux stations de concassage et de bitumage pendant 10 jours, ayant entraîné l'arrestation de deux personnes condamnées à 4 et 2 mois d'emprisonnement, pour dénoncer les émanations de produits toxiques (hydrocarbures aromatiques polycycliques), le bruit, la poussière, ayant entraîné aussi la perte de 200 ruches et la mort de 20 chèvres. Ils exigent l'intervention des autorités pour mettre fin aux émanations du bitume, l'ouverture d'une enquête et la libération des personnes emprisonnées
- des habitants des quartiers Tahtayat et Sidi Ali (commune de Timimoun, wilaya de l'Adrar) manifestent contre les coupures d'eau potable
- des habitants de Trifia (commune de Zaafrane, wilaya de Djelfa) manifestent pour l'eau potable.

13 juillet :

- des habitants d'Aïn Oussara (wilaya de Djelfa) ferment la RN40 avec des barricades de pierres et des pneus pour exiger de l'eau potable, coupée depuis deux mois.
- des habitants de Benbadis (wilaya de Constantine) manifestent devant la mairie pour protester contre la décharge de Bugarb à 400 m de leurs logements et le lixiviat, répandu dans les terrains

agricoles, entraînant jaunisses, cancers, disparition de 70 espèces d'oiseaux.

- des jeunes de la cité des 64 logements de Draa El Mizan se mobilisent depuis une semaine pour ramasser les immondices, élaguer les arbres et envisagent de créer des espaces verts si les autorités les aident.

- des habitants de El Mouilh (commune de M'liliha, wilaya de Djelfa) bloquent la RN46 pour exiger de l'eau potable.

- l'association Nemla organise une caravane à Djerba (wilaya de Bejaïa) contre les déchets plastiques sur la côte.

14 et 15 juillet, des manifestants de la cité 24, chemin des Crêtes barricades les rues d'Amriou (wilaya de Bejaïa) pour réclamer l'assainissement, le revêtement des rues et l'amélioration de la fourniture d'électricité.

16 juillet,

- de jeunes bénévoles de la cité 250 logements de Lakhdaria (wilaya de Bouira) lancent une campagne de ramassage des ordures de leurs quartier et plantent des arbustes. L'opération sera hebdomadaire pendant l'été.

- des habitants d'Aït Boumahdi (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant le siège de l'ADE et de la daïra pour protester contre les coupures d'eau.

17 juillet :

- des habitants du nouveau quartier des 1300 logements « Adl » (zone d'El Hassi, commune d'Es Sénia, wilaya d'Oran) coupent la RN4 au niveau d'Es Sénia pour protester contre les coupures d'eau, l'absence de transports et d'éclairage, et interpellent le wali.

- des habitants d'Ouled Adouane et de Djemila (wilaya de Sétif) manifestent et ferment la RN9 pour exiger de l'eau potable. 13 août, des habitants de Ouled Adouane manifestent devant l'ADE d'Aïn Kebira et coupent la RN9 et le chemin 9B pour exiger de l'eau potable. Le 18, ils bloquent la RN9.

20 juillet :

- l'association Tachemlith organise une opération de nettoyage à Taourirt Moussa (commune de Aït Mahmoud, wilaya de Tizi-Ouzou)

- des habitants de Ouled Ali (wilaya d'Aïn Defla) bloquent l'accès à une trentaine de carrières d'agrégats pendant des mois.

24 juillet, des habitants de Krystel (wilaya d'Oran) bloquent la voie menant à la carrière de marbre depuis plusieurs jours pour protester contre les nuisances (fissures des maisons, poussières)

15 juillet, le personnel du CET de Sidi Ben Adda (wilaya d'Aïn Temouchent) entre en grève contre le licenciement du responsable syndical, pour des moyens de protection des travailleurs et pour la révision de la convention collective.

26 juillet, des habitants des quartiers Ben Khelil (commune de Boufarik), de Soumaa, des quartiers Belaouadi et Chaabi (commune de Larbaa) et Bouinane (wilaya de Blida) manifestent et coupent les routes pour réclamer eau et électricité .

27 juillet, des habitants de Sidi Ben Sassi (wilaya de Ouargla) bloquent la route menant à Aïn Beïda pour protester contre la remontée des eaux des égouts.

28 juillet :

- des habitants d'Imouthass (commune de Chabet El Ameer, wilaya de Boumerdes) manifestent devant l'APC pour exiger des égouts, des routes, l'eau potable, des classes dans l'école.

- des habitants d'Icherthithene (commune d'Ouled Rechache, wilaya de Khenchela) bloquent la RN83 pour exiger des réseaux d'assainissement et de gaz, des équipements de santé et de sport.

- des habitants de Khemis El Khechna (wilaya de Boumerdes) manifestent devant l'ADE pour réclamer de l'eau.
- des habitants d'Hassi Delaa (wilaya de Laghouat) ferment la municipalité pour protester contre la soif.

29 juillet, des habitants de Boukhelifa (wilaya de Bejaïa) bloquent pour le second jour le lieu-dit Bika 10 pour exiger de l'eau.

3 août :

- des travailleurs de l'ADE de la wilaya de Bejaïa manifestent devant leur siège de Oued Seghir pour réclamer de meilleures conditions de travail (ils travaillent dans des roulottes non isolées du froid et de la chaleur) et réclament un nouveau siège, et une augmentation de salaire.
- des employés communaux d'Azzaba (wilaya de Skikda) manifestent devant le parc communal et se déclarent en grève pour réclamer des tenues de travail, des gants et des souliers pour les éboueurs et les agents de la voirie, et le droit aux œuvres sociales de l'APC.
- des habitants d'Afir (commune de Aït Yahia Moussa, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'APC pour dénoncer les promesses non tenues de piste agricole désenclavant des champs d'oliviers et servant aux secours.
- des habitants du quartier 5 juillet de Sour El Ghozlane (wilaya de Bouira) bloquent la principale route de leur quartier pour dénoncer l'absence de réseau d'assainissement, de drainage des eaux pluviales et d'éclairage public.

5 août :

- des jeunes de Djemorah (wilaya de Biskra) manifestent devant l'APC pour réclamer eau, électricité, infrastructures culturelles et sportives.
- des habitants et des commerçants de la cité EPLF de Fréha (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'ADE pour dénoncer le manque d'eau.
- des habitants du lotissement 327 de Messaad (wilaya de Jelfa) manifestent et bloquent l'entrée ouest de la ville pour protester contre la soif, l'absence de gaz et d'électricité et de réseau d'assainissement.
- des habitants de Laazayeb (wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent la RN24 pour exiger une route desservant leur village. Le maire se défousse sur l'entreprise chargée des travaux.

7 août, des habitants de Taouzara (commune de Charef, wilaya de Djelfa) ferment la route puis la municipalité avec des briques et du ciment pour protester contre la soif.

6 août, des habitants de Amizour, Tala Ameer et Ihayounen (commune d'Amizour, wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable, le revêtement des routes, une unité de soins, le raccordement au gaz de ville.

8 août :

- des habitants de Issoumathene (commune d'Aghribs, wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent la route Azzefoun/Tizi-Ouzou pour exiger de l'eau potable
- des habitants d'El Beldj (commune de Tipaza) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

9 août, des habitants de Imaloussene (commune d'Azzefoun, wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent la RN 73 pour exiger de l'eau potable et la réfection du chemin.

11 août :

- des habitants de Aïn Kahla (commune de Haraoua), de Reghaïa et d'Aïn Taya (wilaya d'Alger) tentent de bloquer la circulation de la RN24 pour protester contre la coupure d'électricité. Certains se rendent au siège de SONELGAZ pour y jeter la viande de mouton putréfiée.

- des habitants d'Ouled Mohamed (wilaya de Chlef) manifestent pour l'eau potable, en vain.

11 et 12 août :

- des habitants de Sidi El Abdelli (wilaya de Tlemcen) manifestent contre la soif et bloquent les CW19 et 53.

- des habitants et des commerçants de Laghouat ferment les commerces de pain, de fruits et légumes (faute d'eau et d'électricité) et bloquent la RN1 pendant deux jours pour protester contre les coupures.

- des habitants de Zouaoui et Houaoura (commune de Sidi Moussa, wilaya d'Alger) manifestent pour l'eau potable.

12 août :

- des habitants d'El Jamila (wilaya de Sétif) manifestent devant le siège de la daïra pour protester contre les coupures d'électricité.

- des habitants de Ouled Atallah (commune de Souaghi, wilaya de Médéa) manifestent devant la municipalité pour l'eau potable et un réseau d'assainissement. Le maire leur fixe un rendez-vous pour une rencontre.

- des habitants d'El Maleh (commune de Zelmata, wilaya de Mascara) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Bel Abbes (wilaya de Sidi Bel Abbes) manifestent pour l'eau potable.

13 août :

- des habitants d'Ihadathen à Draa Sachem (commune de Draa El Mizan, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le CET et empêchent l'entrée des camions pour exiger de l'eau potable, la réfection du chemin, les délestages de courant. 14 au 22 octobre, ils ferment l'accès du CET.

- des habitants de Bouhamza (wilaya de Bejaïa) ferment la route d'Akbou pour dénoncer le manque d'eau potable.

- des habitants de Bordj Bou Arreridj prennent d'assaut le siège de l'ADE pour dénoncer la distribution de l'eau entre les différents quartiers.

- des habitants de Oued Rhiau (wilaya de Relizane) manifestent devant l'agence commerciale de l'ADE pour exiger de l'eau potable

- des habitants de Telagh (wilaya de Sidi Bel Abbes) manifestent pour l'eau potable.

- des habitants de Boumahra Ahmed (wilaya de Guelmim) manifestent devant l'ADE pour l'eau potable

- des habitants de Béchar sortent dans la rue et s'en prennent au matériel des ordures et incendient des pneus pour protester contre l'amoncellement des ordures ménagères dues à la grève des travailleurs de Saoura Net depuis dix jours. Les pouvoirs publics réquisitionnent des camions pour enlever quelques ordures.

- des habitants de Lakhdaria (wilaya de Bouira) bloquent la circulation sur l'autoroute Est-Ouest pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Sour El Ghoulane (wilaya de Bouira) manifestent devant le siège de l'ADE pour exiger de l'eau potable.

Le 29, ils manifestent devant le siège de la daïra avec une plate forme en dix-huit points dont la réhabilitation des réseaux d'AEP et d'assainissement, l'éclairage public, l'aménagement du jardin public, le raccordement au gaz de hameaux, l'éradication des décharges sauvages, à coté de l'ouverture d'une enquête sur les programmes devant fournir des emplois et qui n'ont pas vu le jour, etc... 2 septembre, ils manifestent devant le siège de la daïra.

- des habitants de Bir-Stal (commune d'El Harrouche, wilaya de Skikda) occupent les locaux de l'ADE et de Sonelgaz pour exiger de l'eau potable et dénoncer les délestages de courant.

- des habitants de Derrag (wilaya de Medea) ferment la RN 60 pour exiger eau, électricité et emplois.

- des habitants de Abizar (commune de Timizar, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le réservoir municipal pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Aïn M'lila (wilaya d'Oum El Bouaghi) bloquent une route pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Chouarbia (commune de Khemis El Khechna, wilaya de Boumerdes) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Hammam Dalaa (wilaya de M'sila) ferment la RN60 et érigent une tente géante pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité.
- des habitants d'Amroussa (wilaya de Blida) bloquent le transit de la RN29 avec la viande de l'Aïd pourrie pour protester contre les coupures d'électricité, le manque d'eau
- des habitants de Rasfa (wilaya de Sétif) manifestent devant la mairie pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Ouled Amar (wilaya de Batna) murent la mairie pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Ouled Derraji (commune de El Djezzar, wilaya de Batna) ferment les sièges de la municipalité et de la daïra et érigent une tente pour exiger de l'eau potable.
- des habitants d'Ouled Salem (wilaya de Batna) ferment le siège de la municipalité pour exiger de l'eau potable.

14 août :

- des habitants des villages de Maala (wilaya de Bouira) cadennassent la mairie pour exiger de l'eau potable, le raccordement au gaz, une couverture sanitaire, l'éclairage public et des bacs à ordures.
- des habitants de Timlouka (commune d'Aïn Arnat, wilaya de Sétif) bloquent la route menant à l'aéroport de Sétif pour réclamer de l'eau potable et des transports.
- des habitants de Ksar El Hirane (wilaya de Laghouat) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Setif bloquent la route d'El Eulma et manifestent devant l'ADE pour réclamer de l'eau potable.
- des habitants de Rihane et Shihati (wilaya de El Tarf) bloquent les RN 84 et 44 pour réclamer de l'eau potable.
- des habitants de Settara (wilaya de Jijel) manifestent pour l'eau potable devant les sièges de l'ADE, de la municipalité et de la daïra pour exiger de l'eau potable.
- des habitants du quartier Tarik Tazoult de Batna manifestent pour l'eau et l'électricité.
- des habitants de Mechtat Ziana et Mechtat Bouachaba (commune de Amira Arres, wilaya de Mila) ferment la mairie pour exiger de l'eau potable
- des habitants de Ksar Mlika (wilaya de Ghardaïa) manifestent devant le siège de la wilaya avec des seaux vides sur lesquels ils écrivent des slogans réclamant « une juste distribution » pour dénoncer les coupures d'eau.
- des habitants de Bougaa (wilaya de Setif) bloquent la RN74 pour exiger la collecte des déchets.
- des habitants de Ouled Khoudir (wilaya de Béchar) bloquent le RN6 pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité.
- des habitants de Aïn Ben Aïcha (commune de Ben Khelil, wilaya de Blida) manifestent contre la soif.

15 août :

- des habitants de Iheddaden Ouadda (wilaya de Bejaïa) manifestent devant la SDE pour protester contre les coupures de courant récurrentes qui les empêchent d'utiliser climatiseurs, ventilateurs et réfrigérateurs.
- des habitants de Bouskene (wilaya de Médéa) bloquent la RN18A au niveau des Fraïhia pour exiger la fermeture de la décharge, des transports scolaires, l'éclairage public et des structures de soins. Ils interpellent le wali.

16 août, des habitants de Ouled Khodeir (wilaya déléguée de Beni Abbès) bloquent la RN6 pour protester contre les délestages en journée.

17 août, des habitants de Aghbalou (wilaya de Bouira) entreprennent une campagne de nettoyage des sources d'eau.

18 août :

- des habitants du quartier Mekrez de Medea cadenassent la porte du siège de l'ADE pour protester contre la coupure d'eau depuis des jours, bloquent l'accès aux travailleurs jusqu'à l'arrivée des responsables de l'agence et de la commune qui s'engagent à rétablir l'eau contre l'ouverture de la porte.
- des habitants de Sidi Boumedienne (wilaya de Aïn Temouchent) manifestent pour la fermeture du CET, à l'origine de problèmes respiratoires et ferment le CET.
- des habitants de Hagui (commune d'El Adjiba, wilaya de Bouira) ferment le siège de l'APC pour réclamer eau potable, gaz, électricité, égouts et ramassage des ordures. L'APC reste fermée deux jours.
- des habitants de Siar (commune de Chechar, wilaya de Khenchela) manifestent et bloquent la route menant au village pour exiger de l'eau potable et d'irrigation pour mettre fin à l'exode.
- des habitants de El Hamra (commune de Mansoura, wilaya de Bordj Bou Arreridj) bloquent la voie ferrée pour protester contre les nuisances des carrières sur leur bétail, leurs cultures et leurs logements. Les promesses du chef de daïra et d'élus locaux mettent un terme au blocage. 28 décembre, l'ANAM rend un rapport rassurant : « Les normes sont respectées ».
- des habitants de Boutamina (commune de Sidi Mezguich, wilaya de Skikda) bloquent la RN85 pour exiger de l'eau potable et la réfection de la route.
- des habitants de Lahouach (commune de Hammadi (wilaya de Boumerdes) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable et de l'électricité et une collecte des déchets quotidienne. Action réitérée le jour suivant.

18 et 19 août, des habitants de Msila érigent des barricades pour protester contre la pénurie d'eau.

19 août :

- des habitants de Bereghli (commune de Hamma Bouziane, wilaya de Constantine) manifestent devant le cabinet du wali pour exiger la délocalisation de la décharge et la fin des incinérations anarchiques de déchets.
- des habitants du quartier Djenane Echouk de Drean (wilaya d'El Tarf) bloquent la RN16 pour exiger du wali la résolution de la question de l'eau potable.
- des habitants de Chaaba Hamra (commune de Djidiouia, wilaya de Relizane) bloquent la route entre le CET et la RN4, obligeant les camions à rebrousser chemin, pour protester contre la fumée toxique du CET qui les rend malades.

20 août, des habitants de Bouira manifestent jusqu'à minuit devant la SDC pour protester contre une panne de courant.

22 août :

- des habitants de Bougara (wilaya de Tiaret) cadenassent le siège de la mairie pour exiger eau, électrification, transport scolaire, habitat rural. Ils répètent leur action les jours suivants.

22 août, des habitants de Diar Zitoune à Azzaba (wilaya de Skikda) bloquent la voie ferrée Skikda/Annaba pour réclamer l'aménagement des routes de leur quartier, l'eau potable et l'éclairage public

24 août :

- des habitants de Ath Yaâla (wilaya de Bouira) manifestent devant la wilaya pour éviter un problème entre les villages de Slim et de Haizer concernant le raccordement à l'eau potable.
- des habitants du quartier Remaïche à Biskra bloquent la route du Sud pour protester contre les

coupures d'électricité.

- des habitants de la cité Aouin Zeriga à Bordj Bou Arréridj bloquent la route pour réclamer l'eau potable, l'électricité, le gaz, une école et la réfection des routes.
- des habitants d'El Mehiri (wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la route pour exiger eau, électricité et développement.
- des habitants de Bendaoud (wilaya de Bordj Bou Arréridj) manifestent pour l'emploi, l'eau le gaz, l'électricité et des routes.
- des jeunes de Biskra bloquent pendant plusieurs jours les artères avec des pneus enflammés pour réclamer, eau, gaz, électricité, collecte des déchets, emplois, réfection des routes.
- des habitants de Remila (wilaya de Khenchela) ferment le siège de la municipalité pour exiger des égouts, des logements ruraux, une centrale électrique

25 août :

- des habitants de Tiâassassine (municipalité d'El Esmam, wilaya de Bouira) manifestent devant la wilaya pour exiger la réparation de la conduite d'eau potable. Le 26, ils bloquent l'autoroute Est-Ouest près de leur commune.
- des habitants de Mellala (commune d'Oued Ghir, wilaya de Bejaïa) manifestent devant la wilaya pour exiger l'arrêt immédiat de la prolifération des projets immobiliers dans leur commune, vu le caractère rural de la localité, contre le passage de camions, et pour éviter les problèmes de stationnement, d'eau, d'électricité et de scolarité qui vont se poser.
- des habitants de Draa El Aâz (commune de Hammadi, wilaya de Boumerdes) bloquent l'accès à l'APC pour dénoncer les coupures d'eau, des habitants de la cité Babouri Mohamed exigent de l'eau potable et le traitement du problème de la pollution industrielle.
- des habitants de Sidi R'ghis (commune et wilaya d'Oum El Bouaghi) ferment la RN10 pour protester contre l'absence de plan contre le débordement de l'oued qui les a inondés.
- des habitants de Trafi (commune de Collo, wilaya de Skikda) dressent des barricades au niveau du pont de l'Oued Sial pour dénoncer la pollution de la rivière qui se jette dans la mer. Le chef de la daïra de Collo propose aux habitants une campagne de volontariat pour le nettoyer et les barricades sont levées.
- des habitants de Aït Yahya Moussa (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la RN25 pour le raccordement en eau potable, en électricité, la réfection d'une route.
- des habitants de Arkoub, Dramcha, Drablia et Ouled Chalabi (commune de Bouderbala, wilaya de Bouira) ferment la mairie pour exiger de l'eau potable.
- des habitants d'Aïn Nouk (commune de Bendaoud, wilaya de Bordj Bou Arréridj) murent le siège de la mairie pour exiger un réseau d'eau potable, des routes, un réseau d'assainissement.

26 août :

- des habitants de Tala N'Teghla (commune de Boudjima, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC pour exiger le remplacement d'un pont en voie d'effondrement et un réseau d'assainissement.
- des habitants et les transporteurs de Aït Aïssa Mimoun (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la mairie pour dénoncer l'état de la route reliant Ighil Bouchene, soutenus par le maire.
- des habitants de Drachmia (commune de Bouderbala, wilaya de Bouira) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable. Banderoles : « L'eau est un droit pour tous », Où est notre part d'eau potable ? »
- des habitants de la cité des 100 logements de Draâ El Gaïd (wilaya de Bejaïa) manifestent pour réclamer un réseau d'assainissement.
- des jeunes d'Aïn Beida (wilaya de Oum El Bouaghi) nettoient la route de Sedrata. L'association Talai El Kheir nettoie les alentours du lycée.
- des jeunes d'Aïn Kercha (wilaya de Oum El Bouaghi) de l'association « Ma ville propre » lancent des campagnes de collecte d'ordures, nettoient les alentours de l'hôpital et du cimetière.
- des familles de malades dialysés à Tiaret font un sit-in pour dénoncer la vétusté et l'insuffisance du service : l'ascenseur et la station d'épuration d'eau sont ne panne.

- des habitants d'El Hassania (wilaya de Chlef) bloquent la route principale pour exiger du wali la réfection de cette dernière. Le wali se déplace et leur fait des promesses.
- des habitants de Ouled Bellil (wilaya de Bouira) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger le raccordement de leurs foyers à l'électricité. Le 27, ils ferment la RN5 pour exiger la venue du wali. 3 septembre, en sit-in depuis une semaine, ils manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger le raccordement à l'eau et l'électricité.

27 août :

- des habitants de Bouakache (commune de Boumahni, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC pour exiger le bitumage de la route, la collecte des déchets. Le chef de la daïra de Tizi Gheniff promeut le dialogue.
- des habitants et des commerçants de Cheurfa (commune d'Azazga, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la RN12 à Warkik pour protester contre une station d'enrobage de goudron nuisible pour l'environnement et la santé.

31 août, des parents de l'école Beyoucef Ali de Djebahia (wilaya de Bouira) réhabilitent à titre bénévole les sanitaires et les salles de cours et la cour de l'établissement.

2 septembre,

- des habitants d'El Kitoune (commune d'Amizour, wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour exiger eau potable, assainissement, réfection des routes
- des habitants de El Matmar (wilaya de Relizane) bloquent le CN4 pour protester contre la rareté et le goût de l'eau.

3 septembre :

- des jeunes de la cité Laâlouia (wilaya de Souk Ahras) achèvent une semaine de réhabilitation de leur quartier à titre bénévole : ravalement, désherbage, collecte des déchets, réhabilitation des conduites d'eau, etc
- des jeunes du hirak manifestent devant l'hôtel de ville de Skikda et exigent le départ du P/APC en scandant « wilaya corrompue, vous l'avez vendue » et dénoncent l'insalubrité de la ville, l'état des routes, l'absence des élus lors des inondations.
- des habitants de Mellakou (wilaya de Tiaret) ferment le siège de l'APC pour réclamer des routes et de l'eau potable.

4 septembre :

- des agriculteurs du périmètre irrigué de Habra à Mohammadia (wilaya de Mascara) manifestent devant le siège de l'ONID puis bloquent la voie ferrée et la chaussée pour protester contre les restrictions hydriques.
- des habitants de la cité des 460 logements de Souk Ahras manifestent au siège de l'OGPI pour protester contre les infiltrations d'eau, l'effritement des murs, les défaillances dans les canalisations d'eaux usées, accentuées lors des dernières pluies.
- des habitants de Ksar Chellala (wilaya de Tiaret) bloquent la route d'Alger avec des détritiques pour exiger la collecte des déchets.
- des parents d'élèves de l'école Mekkaoui Maamoun à Ras El Aïn (wilaya d'Oran) manifestent devant l'école et menacent de ne pas envoyer leurs enfants à l'école en raison du débordement des égouts depuis des mois.

5 septembre :

- des habitants de Mnaïfi-Boudjmemâa (ou Khanaba) (commune d'Ibn Badis, wilaya de Constantine) manifestent devant l'APC pour dénoncer les nuisances du CET Bougherb et exiger sa délocalisation.
- des habitants de Bir El Ater (wilaya de Tebessa) protestent contre l'émanation de fumées toxiques en provenance de la raffinerie de phosphate.

6 septembre, des femmes de Tillilit (commune de Aïn El Hammam, wilaya de Tizi-Ouzou) nettoient à titre bénévole le village.

7 septembre, le collectif des parents d'élèves du CEM Malek Mohand Akli de Timizart (commune de Sidi Mansour, wilaya de Tizi-Ouzou) se réunissent et décident de fermer l'établissement le 15, le collège menaçant de s'effondrer, étant visité par des chiens errants, inondé lors des pluies, etc.

8 septembre :

- des habitants de Haouch Lahmer-Plateau (commune de Aïn Benian, wilaya d'Alger) ferment la RN11 pour exiger des ralentisseurs. Le P/APC se déplace et fait des promesses. Le barrage est levé.
- des parents d'élèves de l'école primaire Belhous-Ahcène de la cité Dar Amor à Collo (wilaya de Skikda) empêchent leurs enfants de se rendre à l'école et manifestent pour exiger des ralentisseurs et une signalisation routière, des travaux pour empêcher l'infiltration des eaux pluviales, des toilettes, une rénovation des équipements.
- des jeunes de Bab Messaoud (commune d'Aïn El Ibel, wilaya de Djelfa) manifestent contre une carrière de pierres de Bab Messaoud qui nuit à l'environnement : puits, poussière, explosions.

9 septembre :

- des habitants de la cité Baffa à Aïn El Assel (daïra d'El Tarf) ferment toutes les routes en direction des autres agglomérations pour protester contre la pénurie d'eau potable.
- des bénévoles de Aït Bouyahia (commune de Beni Douala, wilaya de Tizi-Ouzou) lancent une campagne contre l'insalubrité, collectent les déchets et créent des espaces verts et de loisirs
- des habitants de la cité Mziraa (commune d'Ouled Heddadj, wilaya de Boumerdes) manifestent devant le siège de la wilaya pour réclamer l'électricité, l'eau potable, des écoles et des structures pour la jeunesse.

10 septembre, des jeunes de Tidikelt (wilaya d'In Salah) manifestent devant le siège de la wilaya pour dénoncer les accidents mortels et exiger la réfection de la route entre In Salah et Tamanrasset.

11 et 12 septembre, des habitants d'El Malah (commune de Dirah, wilaya de Bouira) ferment l'APC pour exiger eau, éclairage public, structure de soins et transport scolaire. Le 15, ils ferment à nouveau la municipalité

12 septembre, le groupe des randonneurs d'Iwakuren à Raffour (commune de M'chadallah, wilaya de Bouira) lancent une action de reboisement des forêts incendiées en août dernier.

14 et 21 septembre, des habitants de Tamanrasset manifestent devant la maison de la culture pour exiger la réhabilitation de la RN1. Slogans : « Le terrorisme routier est voulu », « Si réellement un seul État nous relie, où est la route qui nous relie ? »

15 septembre :

- des habitants de Zahar (commune de Aïn Lahdjar, wilaya de Bouira) bloquent la RN8 pour exiger une solution au problème des eaux pluviales qui ont causé des dégâts dans les maisons et les rues.
- des habitants de Lekhrifa (commune de Tala Ifacène, wilaya de Sétif) bloquent la RN75 pour exiger l'évacuation des eaux pluviales et des réseaux d'assainissement

16 septembre :

- des habitants de l'ancien camp de regroupement Aït-Amar Ben Amer (commune d'Aïn Hadjar, wilaya de Bouira) bloquent la RN18 pour exiger leur relogement suite aux inondations et coulées de boue qui ont menacé leur quartier d'effondrement.
- des habitants de Souk El Khemis (wilaya de Bouira) ferment l'APC pour exiger électricité, gaz, réseau d'assainissement et réfection des routes.

18 et 19 septembre, des habitants de Chefia (wilaya d'El Tarf) ferment la municipalité pour réclamer l'eau potable.

19 et 20 septembre, des volontaires de Bouira, encadrés par « The twins adventurers » nettoient le site du chalet du Kef (wilaya de Bouira).

22 septembre, des habitants de la cité Ouled Abdallah d'El Hamamada (wilaya d'El Tarf) ferment la RN44 pour réclamer l'électricité absente depuis 2012.

23 septembre :

- des habitants de Mechraa Sfa (wilaya de Tiaret) bloquent l'entrée du village pour protester contre la dégradation du CW91, impraticable.
- des parents d'élèves de l'école primaire Ali Laamri de Hlassa (commune d'Ath Laqser, wilaya de Bouira) manifestent devant l'APC pour protester contre l'insalubrité de l'école et la transmission des MTH à cause du reflux des égouts dans les salles et de l'absence d'eau potable.
- des habitants de la cité Al Batina d'Ahmed Salem (commune de Kerkera, wilaya de Skikda) barricadent la RN85 pour exiger le revêtement de la voie publique.
- des habitants du quartier Boukhabiza d'Echatt (wilaya d'El Tarf) cadennassent la mairie pour protester contre les égouts qui se déversent dans leurs habitations.
- des habitants d'Asfour (wilaya d'El Tarf) ferment l'APC depuis six jours pour exiger eau potable, éclairage public, réfection des voies publiques.

24 septembre, des habitants de Faraa et Koudiat El Jerad (commune de Ksar Chellala, wilaya de Tiaret) bloquent la route menant à Hassi Fedoul pour exiger le raccordement au réseau électrique.

26 septembre, des parents d'élèves de l'école primaire Ahcène Laoufi d'Azzaba (wilaya de Skikda) empêchent leurs enfants de se rendre à l'école pour protester contre l'absence d'étanchéité des salles et les inondations.

27 septembre :

- des habitants de la cité des 44 logements de Souk El Had (commune de Yatafen, wilaya de Tizi-Ouzou) nettoient et défrichent leur quartier, à titre bénévole, et créent un comité de citoyens.
- des membres de l'association « Arrach El Khir » organisent un volontariat de collecte de déchets de la cité des 18 logements de Tadmaït (wilaya de Tizi-Ouzou) et de plantage d'arbres.

30 septembre, des habitants de Tala Mahriz (commune de Larbaa Nath Irathen, wilaya de Tizi-Ouzou) réparent à leur frais une conduite d'eau endommagée depuis des mois.

- des parents d'élèves de l'école Mohamed Lasmar d'Azzaba (wilaya de Skikda) manifestent pour exiger la démolition de l'école dont le toit s'est effondré pendant le week-end.
- des habitants du quartier Haouche El Ouasfane (commune de Sour El Ghozlane, wilaya de Bouira) bloquent le CW20 pour exiger de l'eau potable, absente depuis un mois.

1^{er} octobre :

- des habitants d'El Hachimia (wilaya de Bouira) ferment le CW127 pour exiger sa réhabilitation.
- des habitants de Voulghoughan et Tighilt Ichamlalen (commune d'Aghbalou, wilaya de Bouira) ferment le siège de l'APC quatre jours durant pour exiger de l'eau potable, des transports scolaires, un réseau d'assainissement etc.
- des parents d'élèves de l'école primaire Mohamed Cheklat d'El Had (commune de Tizi Gheniff, wilaya de Tizi-Ouzou) interdisent à leurs enfants de se rendre à l'école et une délégation est reçue par le chef de daïra auquel ils rappellent que les toitures ont été arrachées par les intempéries.

2 octobre, des marins-pêcheurs d'El Kala (wilaya d'El Tarf) bloquent l'entrée du nouveau port pour

empêcher un investisseur en aquaculture d'y accéder pour déposer ses équipements, en raison de la pollution engendrée par ces élevages, tuant la faune et la flore marines. Le président de la chambre du port fait rouvrir le port.

6 octobre :

- les parents d'élèves du lycée Colonel Mohand Oulhadj de Bouzeguene (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la daïra et le lycée pendant une semaine pour protester contre le risque d'effondrement de la cantine, fermée, l'absence de chauffage, de vitres aux fenêtres. La wilaya annonce des travaux de réfection et la ventilation des élèves ailleurs.
- des habitants de Souane (wilaya de Skikda) ferment le CW132 pendant deux jours afin d'exiger la présence du wali auquel ils veulent remettre une plate forme de revendications dont : réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement, transport scolaire et revêtement des routes, emploi pour les jeunes.
- des habitants de Kallous (commune d'Aomar, wilaya de Bouira) bloquent la RN5 pour exiger de l'eau, du gaz et des moyens de transport et des emplois.
- des habitants de Guerbouz (commune de Ouargla) brûlent des troncs et des pneus pour interpeller le maire sur la situation des routes en particulier les émanations de poussières nocives.

6 au 8 octobre, des habitants de Matoussa (commune de Chabet El Aneur, wilaya de Boumerdes) ferment la mairie pour exiger un réseau d'assainissement et la construction de deux classes.

- des habitants de Ras El Miiad (wilaya de Biskra) bloquent le siège de l'APC pour dénoncer un programme agricole le dépossédant de leurs terres ancestrales.

7 octobre :

- les travailleurs du secteur forestier manifestent devant leur direction à Biskra lors d'une grève nationale de trois jours, pour exiger d'avantage de moyens, notamment pour lutter contre les incendies et les atteintes au couvert végétal.
- 7 et 8 octobre, des habitants de Tala Hamza (wilaya de Bejaïa) bloquent la RN75 pour protester contre l'implantation d'une centrale à béton à 30 m de leurs logements.

8 octobre :

- des habitants de Gourra (commune d'El Hachimia, wilaya de Bouira) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger du gaz naturel, de l'eau, des moyens de transports. Le 15, ils bloquent la route.
- des habitants de Bouandes (wilaya de Setif) font une grève générale suite à l'effondrement d'un mur des sanitaires au CEM Ali Zermani, qui a coûté la vie à un lycéen de 12 ans et en a blessé sept et ils manifestent devant le siège de la daïra, pour exiger la présence du wali. Une semaine plus tard, ses camarades refusent toujours de réintégrer les classes.

9 octobre, des habitants de Boukhors (wilaya de Saida) manifestent devant le siège de la wilaya pour protester contre les conditions environnementales qui leur sont imposées (poussières l'été, borbier l'hiver)

10 octobre, des habitants des villages de Bouhani (commune de Ain Zaouia, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC pour exiger la collecte des déchets.

12 octobre, des habitants des Eucalyptus (wilaya d'Alger) bloquent la route avec des ordures pour protester contre l'absence de collecte depuis deux mois.

12 au 17 octobre, des habitants d'Aït Skher (commune de Beni Djellil, wilaya de Bejaïa) ferment l'APC pour exiger la réhabilitation du chemin communal, le transfert d'eau potable en provenance du barrage, le revêtement des routes.

13 octobre :

- des habitants d'El Guelta Zarga et Haouche Djafari (commune de Sour El Ghozlane, wilaya de Bouira) barricadent la RN8 pendant trois jours pour exiger eau potable, éclairage public, structure de soins, transport scolaire..
- des parents d'élèves de l'école des Frères Mamou d'Aïn Zaouia (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant l'école pour exiger des ralentisseurs devant l'établissement et devant le CEM Mohamed Saïd Haddadi. Le maire prend des engagements. Les parents envisagent un sit-in. Le 19, le maire promet des ralentisseurs et la rénovation des sanitaires.
- des activistes et chercheurs et des militants de la CNDDC manifestent à Ouargla contre l'avant projet de loi sur les hydrocarbures.
- des habitants d'Illoula Oumalou (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la municipalité pour exiger routes, égouts, la réfection des canalisations d'eau.

13 et 14 octobre, des habitants de Mamounia (wilaya de Mascara) manifestent devant l'APC pour exiger l'égalité des aides pour les projets d'eau, d'éclairage public, d'emploi et reprennent les slogans du hirak contre les édiles.

14 octobre :

- des habitants de El Maamoura (wilaya de Bouira) cadenassent l'APC jusqu'au 29 pour exiger eau potable, gaz, logements. La municipalité fait des promesses
- des parents d'élèves de l'école primaire Layadi Mokhtar de Messaad (wilaya de Djelfa) manifestent et ferment l'entrée de l'établissement pour exiger sa réfection, notamment de l'eau potable et des transports scolaires.
- des habitants de Beni Djellil (wilaya de Bejaïa) ferment le siège de l'APC pour la concrétisation de projets d'urgence tels que l'eau potable ou des routes.
- des habitants de Ighil N'Saïd, Tadrart, Tala N Bouhi, Zizeloune et Ighil Moyene (commune de Toudja, wilaya de Bejaïa) se rassemblent devant l'APC, fermée depuis trois semaines, pour réclamer routes, eau, électricité, gaz.

15 octobre :

- des habitants de Tizi N'Lvir (commune de Chabet El Aneur, wilaya de Boumerdes) manifestent devant le siège de l'APC pour exiger l'installation du transformateur électrique et des travaux d'aménagement pour éviter des effondrements de terrain.
- des étudiants de l'Université de Khenchela, résidant au quartier du 19 mai ferment la résidence et exigent une commission d'enquête sur l'absence d'eau et d'éclairage dans leur résidence.

16 octobre :

- des étudiants d'El Esnam (wilaya de Bouira) bloquent les bus de transport de l'université Akli Mohand Oulhadj pour dénoncer le manque de transport dans leur commune.
- des habitants d'Aïn Guesma (commune de Mellakou, wilaya de Tiaret) bloquent la RN90 pour protester contre l'absence de transports scolaires et de gaz de ville.

17 au 19 octobre, des habitants du quartier Djeloul Loucif (commune de Sour El Ghozlane, wilaya de Bouira) bloquent la RN8 pour exiger la réfection du réseau d'eau potable, l'installation de bacs à ordures, l'éclairage public

18 octobre, un concert de musique en plein air au Lac noir de la forêt de l'Akfadou (wilaya de Bejaïa) est annulé suite à une campagne de mobilisation sur les réseaux sociaux en défense du site.

19 octobre, des habitants des quartiers des Frères Abbad et « Gaz » de Chlef bloquent la RN19 pour dénoncer le retard de la réfection du réseau d'assainissement, des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, de l'éclairage public.

20 octobre, les enseignants et le personnel administratif du CEM Abdelatif Amrane d'El Eulma (wilaya de Setif) font grève pour protester contre les conditions de travail (les plafonds menacent de s'écrouler, pas d'eau dans les toilettes).

21 et 22 octobre, les habitants du quartier Sidi Slimane d'Aït Amrane (wilaya de Boumerdes) ferment la mairie pour exiger un réseau d'assainissement, l'électricité, l'eau potable.

23 octobre, les parents d'élèves de l'école Sissaoui Ahmed de Constantine empêchent leurs enfants d'aller à l'école qui est fissurée, inondée sans eau ni sanitaire, en voie d'éboulement.

25 octobre, « Les amis de la nature » ou les randonneurs d'Iwakuren (commune de M'chadallah, wilaya de Bouira) lancent une opération de reboisement des surfaces ravagées par les incendies de l'été 2019 : Tizimit, Timdouchine, Tikdaline et Taghzout.

27 octobre, des habitants de Traka (commune de Dirah, wilaya de Bouira) ferment la RN8 pour réclamer l'installation de ralentisseurs et d'un barrage sur la route. Suite à des engagements il rouvrent la route.

29 et 30 octobre, des habitants de Chetaïbi (wilaya d'Annaba) ferment l'APC et la daïra pour exiger l'électricité.

3 novembre, des habitants de Mnaïfi-Boudjemaa (commune d'Ibn Badis, wilaya de Constantine) manifestent devant l'APC pour dénoncer la création d'une unité supplémentaire au CET la délocalisation définitive de ce dernier, polluant.

7 novembre, la ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables annonce la création d'un permis d'exploitation pour pouvoir exploiter les carrières, une réponse aux mobilisations passées des habitants d'Ath Mansour et Oued El Bardi, mobilisés depuis des années contre les atteintes à l'environnement dues aux carrières d'agrégats.

10 novembre :

- des habitants de la cité des 180 logements de Tala Toulmouts (commune de Sidi Rached, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de Sonelgaz au terme de deux ans sans électricité. La police échoue à les disperser.

- l'association de femmes Tahihost d'Ihitoussen (commune de Bouzeguene, wilaya de Tizi-Ouzou) éradique avec les femmes du village les décharges depuis des mois et entreprend de mettre en place un centre de tri et de compostage.

- les lycéens du Lycée Ferhat Abbas d'Aïn Taya (wilaya d'Alger) font la grève des cours pour alerter sur le danger du à la vétusté de l'établissement.

- des habitants de Bouraoui-Belhadef (commune d'El Ancer, wilaya de Jijel) bloquent la RN43 pour dénoncer leur isolement depuis les dernières pluies qui ont emporté un pont.

11 novembre :

- les élèves du CEM Rabie Abbassi (commune de Chabet El Aneur, wilaya de Boumerdes) font grève pour dénoncer l'absence de transports scolaires, les infiltrations d'eau dans les classes.

- les riverains de la rue Seddik Bouridah à Jijel ferment cette voie pour protester contre l'égout à ciel ouvert qui se déverse en aval.

12 novembre, des représentants des quartiers du faubourg de Béchar-Djedid manifestent au siège de l'ADE contre les coupures d'eau depuis une semaine, occasionnées selon l'ADE par une panne électrique à la station de pompage.

13 novembre, des habitants de Sidi Yamine (wilaya d'Aïn Temouchent) ferment la décharge

polluante.

14 novembre, des habitants de Sidi Ziane (wilaya de Médéa) ferment l'APC et manifestent depuis deux semaines pour exiger le départ des élus, incapables de résoudre leurs conflits internes et de répondre à leurs demandes en matière de développement, d'emploi, et d'accès à l'eau, l'électricité et aux équipements de base.

17 novembre :

- des parents d'élèves de l'école primaire Hocine Terrad de Takerboust (commune d'Aghbalou, wilaya de Bouira) font un sit-in pour dénoncer les infiltrations d'eau et les inondations et l'absence de chauffage et le manque de sanitaires.
- des habitants du bidonville de Lazari à Sidi Bel Abbès bloquent pour le 4^e jour d'affilée la circulation pour exiger d'être relogés. Ils n'ont ni eau ni électricité.
- les enseignants et les travailleurs des corps communs du lycée Ibn Sina de Bejaïa font une grève générale pour protester contre la vétusté des infrastructures : infiltrations d'eau, réseaux d'eau potable, d'électricité et de gaz défectueux, plafonds fissurés.

18 novembre :

- des habitants d'Ouled Aïssa et Guelmama (commune de Guerrouma, wilaya de Bouira) ferment la mairie pour exiger une conduite d'eau desservant les villages, des égouts et une décharge.
- des habitants de Fritissa (commune de Serghine, wilaya de Tiaret) bloquent le CW pour protester contre la coupure d'eau, due au non paiement des factures par des populations dans le dénuement. Le mouvement gagne d'autres villages qui coupent la route de Djelfa et ferment la municipalité.

21 novembre :

- des habitants de Ben Abdallah (wilaya de Bouira) bloquent l'accès au CET pour exiger un réseau d'eau potable, d'électricité et la réfection des voies de communication.
- des habitants d'Allaoua Taghane ou Barrot (wilaya de Skikda) bloquent le CW12 après un accident meurtrier et pour dénoncer la dangerosité de la voie. Le 24, ils bloquent le CW12 et les élèves du CEM quittent les cours pour y participer.

24 novembre, des jeunes de Beraïjia (wilaya de Relizane) manifestent pour l'eau potable, l'éclairage public, l'achèvement du raccordement au réseau d'assainissement...

25 novembre, des habitants de M'sila manifestent contre l'implantation d'un nouvel hôpital à proximité d'un CET en raison du risque de maladies et des émanations nauséabondes.

28 novembre, des habitants des logements sociaux des cités Adriane, In Kouf, El Djezira et Matnalatat à Tamanrasset manifestent pour l'eau potable, absente plus de 7 mois après la remise des clés.

30 novembre, les étudiantes de la RU Mazouni Abdelaziz de Saïda quittent la résidence face à la pénurie d'eau, et les conditions d'hygiène déplorables.

1^{er} décembre, des habitants d'Aït Saci (commune d'Ighil Ali, wilaya de Bejaïa) ferment le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable, la collecte des ordures, la réfection du réseau d'assainissement.

3 décembre, des habitants de Thameur (commune de Bouira) manifestent contre l'insécurité, le refoulement des eaux usées dans leurs maisons et pour la réfection du chemin communal.

25 décembre, des habitants du bidonville « Fermate Brimou » (commune de Rebahia, wilaya de Saïda) manifestent devant la wilaya pour leur relogement en raison notamment de l'absence d'eau potable et des inondations hivernales.

28 décembre, des habitants d'Azzaba (wilaya de Skikda) manifestent et bloquent les travaux de réfection d'un tronçon routier au centre ville, jugé inutile et coûteux au regard d'autres besoins prioritaires.

29 décembre, des parents d'élèves de Souk El Djemaâ (commune de Toudja, wilaya de Bejaïa) mettent sous scellés le siège de l'APC pour réclamer des transports scolaires.

31 décembre, des habitants de Lebabda (commune de Tablat, wilaya de Médéa) manifestent pour l'eau potable, une école, une route desservant leur village.

ARABIE SAOUDITE 2018

12 mars, les habitants de Tereeb (province de l'Assir) exigent de la principauté la fin de la décharge située à 300 m des habitations et de l'hôpital.

30 septembre, des habitants de Samakh (province de l'Assir) lassés de voir leurs plaintes déposées en vain, alertent sur la pollution de l'eau qui leur est livrée par « Al Sakia » et son insuffisance.

ÉGYPTE 2018

5 janvier, les habitants de Bihwash (centre de Menouf, gouvernorat de Menoufia) exigent du Premier ministre, du ministre du Logement et du gouverneur la résolution du problème de l'eau souterraine haute résultant du niveau de drainage des eaux usées, et de l'absence de mise en œuvre du réseau des eaux usées qui menace les maisons d'effondrement et l'agriculture.

22 janvier, des habitants de Zahra à Al Ajmi (gouvernorat d'Alexandrie) exigent l'intervention de la municipalité d'Al Amiria contre les amoncellements d'ordures dus à des entrepreneurs

8 février, aux populations de Dessouk (gouvernorat de Kafr Al Cheikh) qui exigent une solution à la pollution de l'eau, le président de la société des eaux de Dessouk rétorque que la faute en incombe aux citoyens (aux agriculteurs et aux industriels et aux citoyens qui jettent n'importe où)

10 février :

- des pêcheurs de Rachid (gouvernorat de Kafr Al Cheikh) exigent du président du conseil de la ville de Dessouk des dédommagements pour les familles de plus de 1400 pêcheurs ne pouvant plus travailler en raison de la pollution venant du drain de Rihawi (gouvernorat de Gizeh)
- des habitants de Kafr Ghanem (centre de Sanbalawin, gouvernorat de Daqahliya) manifestent lors de la venue du gouverneur pour dénoncer la qualité de l'eau, polluée.

13 février, des élèves de l'École Tahrir à Assiout manifestent dans la rue devant leur école contre les ordures à proximité des écoles, qui menacent la santé des enfants. Pancartes : « Veillez à la propreté », « Veillez à la propreté des murs de notre école », « Azay vit avec les déchets ». le 17, manifestation des élèves contre les ordures.

18 février, des habitants de Mit Antar (centre de Talkha, gouvernorat de Daqahliya) manifestent devant la société d'engrais de Talkha pour protester contre l'effondrement d'un mur d'enceinte. 27 mai, des travailleurs de la société manifestent contre la décision du Premier ministre et du ministre de l'Environnement de fermer une unité de production, avec salaires versés le temps de la mettre en conformité avec les normes environnementales, pour stopper les émanations de gaz.

21 février, des habitants des centres de Rosette et Kafr Eddawar (gouvernorat de Buhaira) multiplient les plaintes en raison de la pollution de l'eau potable

27 février,

- Fathi Sherkaoui, député du gouvernorat de Kafr El Cheikh, fait un sit-in (après un premier sit-in en 2016) dans la cour du Parlement, pour dénoncer la pollution de l'eau potable, notamment à Fuwwah et Mtobes. Le gouverneur ferme trois stations d'eau à Fuwwah, Mtobes et Dessouk, après la découverte d'aluminium dans l'eau. Le 1^{er} mars, elles sont rouvertes. La députée de Kafr El Cheikh, Hala Abou Saad, dit que l'eau est propre à la consommation, tandis que le député Hani Nouasseri affirme que la crise perdure.

- La chanteuse Sherine est condamnée à six mois d'emprisonnement pour diffusion de fausses nouvelles (avoir dénigré la qualité de l'eau du Nil en public), une peine suspensive le temps de l'appel. 8 mai, elle est acquittée en appel. 6 janvier 2009, le procureur de la République défère en justice la plainte déposée par l'avocat Samir Sabri pour avoir porté atteinte à l'image de l'Égypte.

7 mars, des habitants de Kafr El Elow et de Arab Rached (gouvernorat d'Helwan) manifestent contre les cimenteries d'Helwan qui utilisent les déchets pour alimenter les fours du ciment, pour sauver leurs enfants et les habitants. Ils ont déjà demandé la délocalisation de la cimenterie qui a été privatisée par Heildeberg Cement (Allemagne). 31 mai, ils manifestent devant la cimenterie.

8 mars, des parents d'élèves de l'école expérimentale de Helmeayat Azzaytoun (gouvernorat du Caire) manifestent en raison du manque d'eau, d'hygiène, des cas de varicelle et d'infection de l'urètre chez les élèves. D'autres ont recours à des solutions personnelles (kits d'hygiène donnés aux enfants)

22 mars, du conseil des habitants de Dahroug et Al Naggarine (gouvernorat de Kafr Al Cheikh) manifestent dans le quartier nord du conseil de Dessouk, pour protester contre le déversement de tonnes de déchets quotidiennement au milieu d'une zone habitée, en raison des odeurs, des moustiques et des maladies.

18 avril, des habitants de Toukh Al Khayl (gouvernorat de Al Minyah) manifestent contre la pollution de l'eau depuis plus d'un an et exigent l'intervention du gouverneur.

22 avril, des habitants du « Quartier des pêcheurs » (zone d'habitat spontané de cabanes ou en dur construit par les habitants, sans eau, ni égouts à Al Jerbi (Ras Al Bar, gouvernorat de Damiette) manifestent devant le tribunal administratif du conseil d'État de Ras Al Bir, contre leur évacuation moyennant attribution de terres, dans le but de construire un complexe résidentiel de luxe.

23 avril, manifestation d'habitants et de pêcheurs d'Idku (gouvernorat de Buhaira) contre le projet polluant sur la plage d'une station d'épuration des eaux usées de sociétés pétrolières d'Idku et de Rachid. Le député de la circonscription fait valoir que la station n'est pas à la distance prévue des habitations (1,5 km au lieu des 6 km prévus). Un projet avait déjà été refusé mais la société revient sous le nom de Société du Sinaï de services pétroliers et miniers.

25 avril, manifestation des habitants de l'Ensemble 5 devant le bâtiment de la ville du Nouveau Caire après les inondations qui ont noyé les quartiers, et le centre commercial Cairo Festival City.

20 mai, des habitants de Alsab'a (centre de Belqas, gouvernorat de Daqahliya) manifestent à l'entrée de la ville contre la coupure d'eau potable depuis plus d'un mois, puis devant le siège de la société d'eau.

24 mai, des habitants du centre de Kafr Dawwar (gouvernorat de Buhaira) investissent les locaux de

la société des Eaux, s'affrontent avec le personnel et détruisent des équipements pour protester contre l'absence d'eau potable depuis 10 jours et l'absence de réponses à leurs plaintes. Cinq manifestants sont interpellés et 3 déférés en justice.

25 mai :

- des habitants des villages de Arab Mahjoub, Othman Ramzi, Awili, Malika Al Kabira, Ezbet 27, Malika Al Saghira, Alseri (centre de Sanbalawine, gouvernorat de Daqahliya) font un sit-in dans la mosquée d'Arab Mahjoub après la prière pour protester contre la coupure de l'eau courante depuis plus de 20 jours.

- le gouverneur de Daqahliya émet le décret N°308 ordonnant l'arrêt d'une unité de production de la société d'engrais du Delta, sans toucher aux salaires des travailleurs, pour que soient supprimées les fumées d'aluminium qui dépassent les normes. Les travailleurs manifestent contre le décret.

26 mai, des habitants de Azb Shimi, Saada, Alset et Hiba (centre de Fayoum) manifestent devant le siège du gouvernorat de Fayoum pour protester contre les coupures d'eau depuis un mois et demi.

29 mai, des femmes de Seriwa (centre de Biyala, gouvernorat de Kafr Al Cheikh) manifestent pour l'eau potable, qui est coupée mais qu'elles payent.

1^{er} juin, des habitants de Al Kanaïs (centre de Kafr Al Dawwar, gouvernorat de Buhaira) manifestent sur la route principale du village à cause de la coupure d'eau depuis deux semaines. Slogans contre les responsables de la société des eaux, dont ils exigent le départ du directeur et de la gouverneure d'Al Buhaira. 17 février 2019, ils manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau potable. Pancartes : « Al Kanaïs crie au secours », « Une goutte d'eau c'est la vie ». 7 mai, ils manifestent devant le gouvernorat. Pancartes « Nous mourons de soif », « Pour une goutte d'eau ». Le gouverneur les reçoit et leur promet de résoudre le problème.

4 juin, le Premier ministre publie un décret de création d'une société sur l'île de Warak, à vocation agricole, cédant au pouvoir toutes les parcelles de terre (particuliers, entreprises, associations) dans un mois et ce, après l'échec des forces de l'ordre d'investir la ZAD de Warak le 16 juillet 2017 (faisant un mort et pas d'enquête ouverte). Le projet comprend des compensations financières ou des relogements pour les habitants originaires de l'île ou la vente de leurs terres.

18 décembre, la police bloque le passage entre Waraq et Shira. Les habitants s'affrontent à la police pour empêcher l'évacuation du lieu au profit d'une caserne.

Des renforts arrivent de la sécurité centrale et des forces spéciales le 19. A l'intérieur de l'île, le conseil des familles de l'île appellent à assister à l'audience qui jugera le 22 de leur demande d'annulation du décret. Le conseil d'État ressemble à un bunker et l'audience est renvoyée au 26 janvier 2019.

Le 26, des habitants manifestent devant le CE et dans l'île. Le CE décide de renvoyer le pourvoi au 23 mars.

Le 9 mars, audience au tribunal du nord de Gizeh dans l'affaire des 22 accusés d'avoir incité à manifester sans autorisation. 11 mai, le tribunal ajourne l'audience des 22 au 15 juin.

20 juin, 35 personnes (trois arrêtées en février) sont déférées pour sédition et résistance au forces de l'ordre.

17 juillet, les forces de sécurité débarquent sur l'île pour accaparer des terres ; les habitants manifestent pour la libération des emprisonnés.

19 août, la population manifeste contre l'arrestation du Cheikh Nasser Abou El Aïnin, membre du Collectif des familles de Warak, dans le cadre du procès.

Le 12 septembre, le parquet de Guizeh nord le maintient en prison. Oussama Shahine, de Waraq, est arrêté devant le tribunal.

Le 27, les forces envahissent avec des chars l'île. 18 jeunes sont interpellés, d'autres sont blessés.

9 décembre, le tribunal du Caire renvoie le procès des 35 accusés au lendemain.

11 juillet, face à la sécheresse des canaux d'irrigation, des habitants d'El Hamam (Beni Souif) manifestent devant le conseil local.

12 juillet, des habitants de Nagaa Al Araq (Asshaikh Barakah, centre d'Al Balyana, gouvernorat de Sohag) manifestent pour l'eau potable.

2 août :

- les autorités du gouvernorat nient l'existence de crocodiles dans les égouts du centre de Fagous (gouvernorat de Sherkia) après les plaintes de riverains.
- des habitants de Rahman (gouvernorat de Guizeh) protestent contre la pénurie d'eau potable auprès du gouverneur.

18 août, des habitants de Ezbet El Liwa (centre de Kafr Al Dawwar, gouvernorat de Buhaira) manifestent pour obtenir le raccordement de leur village à l'eau potable.

21 août, suite à la mort d'un enfant percuté à Abiouqa (centre de Dessouk, gouvernorat de Kafr El Cheikh) des habitants manifestent et se heurtent aux forces de l'ordre. Le village est encerclé ; huit personnes de 22 à 49 ans sont arrêtées et déférées en comparution immédiate devant le procureur de Dessouk.

Le 22, 11 autres, de 21 ans à 67 ans, sont déférées devant le procureur. Le 23, ces 19 personnes sont condamnées à 15 jours d'emprisonnement. Les chauffeurs des deux voitures ont été arrêtés.

28 août, des habitants sans eau potable du gouvernorat de Guizeh lancent un avertissement au gouverneur sur les réseaux sociaux (hashtag « le gouvernorat de la soif » et « Guizeh sans eau »).

5 septembre, des habitants de villages du centre de Dichna (gouvernorat de Qena) se rendent au gouvernorat pour protester contre le manque d'eau potable. Les forces de l'ordre les empêchent de pénétrer dans le bâtiment.

13 septembre, à l'issue d'une inspection le gouverneur de Gharbiya évince le maire de Mahalla Al Koubra en raison de la propagation des immondices et de la non isolation des fils électriques et le mute à un poste au gouvernorat.

5 octobre, des habitants du quartier d'Ataqa (gouvernorat de Suez) manifestent contre des pylônes à haute tension proches des immeubles.

8 octobre, des habitants de Kafr Abu Jundi (centre de Qutur, gouvernorat de Gharbiya) manifestent devant le siège du gouvernorat pour réclamer des égouts prévus depuis trois ans.

21 octobre, des habitants de Kafr Abyan à Abou Zaabal (gouvernorat de Qalioubiya) manifestent contre le projet d'un réseau de téléphonie mobile sur la terrasse d'un immeuble sans autorisation.

24 octobre, des habitants du quartier des Émirats à Port Saïd manifestent contre les émanations toxiques provenant du complexe chimique TCI Senmar, dite « usine de la mort », suite à l'hospitalisation de quatre enfants intoxiqués la veille et après les promesses non tenues de plantation d'un mur d'arbres destinés à protéger le quartier.

Le 25, le parquet de Port Saïd remet en liberté huit jeunes arrêtés pour avoir manifesté.

25 octobre, des habitants de Minya Al Murshed (centre de Mtobes, gouvernorat de Kafr Al Cheikh) manifestent devant la station d'épuration en raison de la chute mortelle de quatre personnes dans l'égout.

19 novembre, des habitants de Alwalaja (centre de Minya El Qamh, gouvernorat de Sharkiya) manifestent et brûlent des pneus pour faire interdire la construction d'une tour d'un réseau téléphonique portable sur une terre agricole sans avoir reçu l'accord du conseil municipal et par crainte de répercussions sur la santé.

EGYPTE 2019

6 février, des habitants de Esbet Al Zenati (centre de Minya Al Qamh, gouvernorat de Sharkiya) manifestent devant le poste de police de Sharkiya pour dénoncer l'appropriation par un particulier d'un terrain préalablement vendu pour en faire une station d'épuration.

10 février, des centaines de familles de Kafr Ghannam (centre de Sanbalawin, gouvernorat de Daqahliya) manifestent lors de l'inauguration d'une école par le gouverneur, pour exiger de l'eau potable non polluée par les eaux des égouts.

7 avril :

- la Cour de Sûreté de l'État d'Assouan innocente 7 des 32 accusés dans l'affaire dite de Dafouf et condamne à une amende de 50000 livres 25 autres accusés. 32 nubiens avaient été arrêtés en septembre 2017 lors d'une marche dans le gouvernorat d'Assouan pour exiger le respect de l'article de la Constitution reconnaissant l'établissement des Nubiens sur les rives du lac où le barrage a inondé les villages. Un nubien de nationalité française, était décédé en prison des suites d'une grève de la faim.

- des habitants de Binufer (centre de Kfar Ziyat, gouvernorat de Gharbiya) manifestent devant l'école où un élève s'est noyé dans la station d'épuration de l'école. Le directeur est condamné à deux ans d'emprisonnement, le professeur d'éducation physique à six ans. 15 mai, procès en appel à la cour de Kfar Ziyat.

13 avril, des étudiants de l'école britannique d'Alexandrie et une équipe de sauvetage de tortues d'Alexandrie organisent une campagne de nettoyage de plages sous le patronage du gouvernorat.

10 mai, des habitants de Oum Bdaria, et Al Shahidi (gouvernorat de Gharbiya) manifestent pour l'eau potable. Le gouverneur de Kafr El Cheikh donne l'ordre de raccorder les visages à l'eau et d'arrêter la manifestation.

29 mai, reprise de l'évacuation des habitants de Abou Asba pour le tracé de la route de Kabbach à Louqsor.

31 mai, des habitants d'Es Salam (gouvernorat de Suez) manifestent à la suite du congrès des avocats pour exiger de l'eau potable et portent plainte (déposée par 84 citoyens) contre le président de la société des eaux.

12 juin, des habitants de Dar Misr (Shourouq, Le Caire) manifestent après trois ans d'attente que leurs quartier soit terminé : manque d'éclairage, de ramassage d'ordures, arbres non plantés, pas d'éclairage, chiens errants et moustiques.

9 août, des habitants de Shoarra (centre de Damiette) manifestent à l'entrée du village contre la prolifération des vendeurs de drogue dans le village et pour sauver la santé des enfants.

2 novembre, après des années de luttes des populations d'Abou Zaabal, Izbet Murad, Izbet Shukra (gouvernorat de Qaloubia) contre la pollution émise par l'usine d'engrais, Hassan Omar, député, proteste contre le projet d'extension de la société. Le 9, la ministre de l'Environnement fait une visite d'inspection.

4 décembre, des parents de lycéennes scolarisées à l'école technique secondaire de Cherbine (gouvernorat de Daqahliya) manifestent devant l'hôpital central de Cherbine pour s'assurer de l'évolution de l'état de 86 d'entre elles, empoisonnées par un insecticides diffusé dans un local du lycée.

29 décembre, des habitants de Kfour (centre de Matay, gouvernorat de Minia) manifestent et coupent la route agricole pour exiger un dos d'âne à la suite d'accidents. 23 manifestants sont interpellés.

GAZA 2018

22 janvier, grève du secteur privé contre le manque d'électricité, d'eau et le blocus qui paralyse son activité.

1^{er} février, manifestation à Rafah, à l'appel d'associations humanitaires, contre le blocus, la faim, la soif, la pauvreté, les maladies non soignées faute de médicaments et la pollution.

4 février, des organisations humanitaires organisent une manifestation des enfants pour dénoncer le blocus et ses conséquences : pas d'électricité, pas d'eau, pas de soins, des accidents domestiques dus aux bougies, etc.

10 février, des habitants initient une campagne de nettoyage des hôpitaux suite à la grève de 832 employés, affectant 13 hôpitaux, 51 centres de santé et 22 établissements du ministère, non payés depuis six mois. L'absence d'hygiène a entraîné la fermeture de services. La campagne est solidaire des revendications des travailleurs.

Le 12, des médecins du centre Chifa manifestent pour exiger une solution pour les travailleurs et pour leurs arriérés de salaires, qui a entraîné la suspension des interventions chirurgicales. Le 15, le syndicat de la santé manifeste pour exiger une solution.

5 avril, lors de la marche du retour, débat entre partisans du brûlage de pneus dont la fumée est destinée à gêner les snipers israéliens et les partisans de l'ozone qui veulent d'autres méthodes de luttes pour préserver l'environnement.

6 septembre, des habitants du camp de Jabaliya protestent contre l'amoncellement d'ordures menaçant leur santé.

GAZA 2019

20 avril, des habitants de Maghazi manifestent pour l'installation de feux de signalisation à l'entrée de leur camp.

16 septembre, la direction de l'enseignement et de l'éducation du Nord de Gaza organise une manifestation pour exiger la fermeture de la décharge de Beit Lahia située devant l'école secondaire de garçons Ahmad Chakiri en présence d'habitants des quartiers Al Awda et Nada. 14 octobre, des habitants de Beit Lahia manifestent devant la municipalité pour dénoncer le maintien du transport des ordures à l'est de la ville et la pollution qui s'en suit.

IRAK 2018

4 janvier, des habitants du projet d'habitat de Najaf manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger eau, assainissement et électricité, ce n'est pas la première manifestation.

25 janvier, la population d'Al Nachoua (district de Chott Al Arab, gouvernorat de Basra) manifeste pour l'emploi dans le champ pétrolifère de Majnoon et pour des traitements des pathologies dues à la pollution causée par l'entreprise.

11 février, des habitants d'Al Majar Al Kabir (gouvernorat de Maysan) manifestent contre l'arrêt du débit du Tigre décidé par la Turquie.

17 février, des citoyens d'Al Qurna (province de Basra) manifestent à la confluence du Tigre et de l'Euphrate pour protester contre l'assèchement des fleuves. Banderoles : « La population d'Al Qurna exige du gouvernement fédéral, du conseil de gouvernement de Basra et des organisations internationales une solution à l'assèchement des fleuves du Tigre et de l'Euphrate », « Bientôt, la Mésopotamie ne sera plus la Mésopotamie », « Sauvez le bon Tigre, car nous allons mourir de soif ». Ils exigent un barrage à Basra, des pressions du MAE sur les pays en amont (Turquie, Iran et Syrie), et le partage des eaux avec les autres gouvernorats.

4 juin, des habitants manifestent devant l'ambassade de Turquie à Bagdad contre la rétention des eaux par le barrage d'Ilisu en Turquie qui a asséché le Tigre. Banderoles : « Vous ne tuerez pas le Tigre et l'Euphrate, le pays immortel des deux fleuves », « Erdogan, ouvre les vannes de tes barrages ». Sur les réseaux sociaux, des militants menacent de boycotter les produits turcs ou iraniens. Certains veulent chasser les sociétés de ces pays présentes sur le sol irakien, ainsi que de fermer les postes frontières aux camions de marchandises turques ou iraniennes. Des habitants d'Aldhoulouiya (gouvernorat de Salaheddine) manifestent de nuit contre le barrage d'Ilisu en Turquie. Banderole : « Aldhoulouiya est la première étincelle », « Les masses de Aldhoulouiya dénoncent le gouvernement turc ».

8 mars, des habitants de Jisr Diyala (district de Karrada, gouvernorat de Bagdad) manifestent pour l'emploi, des équipements, un réseau d'égouts.

12 mars :

- des habitants du district de Zoubeir (gouvernorat de Basra) manifestent pour l'emploi dans le champ pétrolifère d'Al Barjessia et l'arrêt de la pollution émise par le champ.
- des habitants de Sidi Dakhil (commune de Nassiria, gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour l'eau potable et l'eau d'irrigation devant le siège du gouvernorat.

18 mars,

- des habitants de la zone d'Al Maamel à Bagdad font un sit-in illimité pour protester contre la pollution et les maladies. Une délégation du Premier ministre les rencontre, mais le 22, ce dernier les accuse de politisation.
- des habitants de Basra déversent des ordures sur la voie publique pour protester contre l'absence de ramassage d'ordures entraînant maladies et moustiques.

4 avril, des habitants et des agriculteurs d'Al Badir (gouvernorat d'Alqadisiya) manifestent contre la pénurie d'eau.

9 avril, des habitants d'Al Fadhila, à l'est de Bagdad, manifestent depuis une semaine pour des équipements, et l'eau potable. Ils ferment des institutions étatiques.

9 mai, des agriculteurs du sud de Al Hilla (gouvernorat de Babil) manifestent contre la fermeture de

l'arrivée d'eau d'irrigation et d'eau potable depuis deux semaines.

22 juin, des habitants d'Abu Al Khassib (gouvernorat de Basra) manifestent contre l'augmentation de la teneur en sel du Chott al Arab et réclament une station de désalinisation de l'eau.

1^{er} juillet, des habitants de Al Ouraka (gouvernorat de Muthanna) manifestent pour l'eau potable. Pancartes : « Nous manifesterons jusqu'à la satisfaction de nos revendications, les tribus Bani Hajim se soulèvent, car la patience a ses limites, aujourd'hui pacifiquement, et demain ? »

8 juillet, des habitants des quartiers d'Al Bahla et de Al Mudayyana (gouvernorat de Basra) manifestent pour l'eau potable et l'électricité. Les affrontements avec les forces de l'ordre font un mort et plusieurs blessés chez les manifestants. Le ministre de l'Intérieur ordonne une commission d'enquête. Des manifestants coupent la route menant aux champs pétroliers de l'Imam Sadik au nord du gouvernorat, pour exiger de l'emploi, des services, dont l'eau potable et l'électricité et un hôpital pour les maladies cancéreuses. Banderole : « La marginalisation de Basra est une ligne rouge », « A compter d'aujourd'hui, nous nous battons pour nos droits ».

11 juillet, des habitants de Kerbala manifestent au centre du gouvernorat pour l'eau et l'électricité. Des jeunes font un sit-in sous une tente à Al Midayna (gouvernorat de Basra) pour exiger emploi dans les sociétés pétrolières, eau potable, électricité et hôpital.

12 juillet, des habitants de Zubeir manifestent pour l'eau, l'électricité et des emplois et contre la pollution due à l'industrie pétrolière. Des habitants de Basra coupent la route devant le bâtiment du gouvernorat et celle menant au champ pétrolier de Romila pour protester contre l'absence de services et le taux de sel dans l'eau. Le 13, le premier Ministre se rend à Basra, mais les représentants des manifestants refusent de le rencontrer tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites. Les manifestations se propagent à Maysan, Nasseriya, Kerbala. Les manifestants plantent des tentes pour bloquer la route menant en Iran vers Chalamaja. D'autres bloquent les voies menant aux champs pétrolifères, refusent l'entrée aux travailleurs étrangers et exigent l'embauche d'Irakiens. Soutien du haut référent religieux aux revendications. Des manifestations éclatent lors des enterrements de manifestants de Najaf et Maysan. Le 23, des militants de Basra lancent le hashtag « Sauvez Basra »... Le 31, pour le troisième jour d'affilée manifestations des habitants de Muthanna font un sit-in. A Basra, les manifestants exhibent des pancartes en persan. Ils exigent une station d'électricité et un barrage. A Najaf, les manifestants investissent les partis sympathisants du régime iranien et brûlent les portraits du guide.

9 août, des habitants de Houdh Essour (Muthanna) manifestent pour l'eau potable. Le 17, des habitants de Kerbala manifestent pour des équipements de base et exigent un nouveau gouvernement. Le 20, des habitants de Basra manifestent devant la direction de la santé contre la pollution de l'eau. Le 27, des habitants de Basra manifestent devant le bâtiment de la santé pour exiger la destitution de son directeur à la suite des cas de contamination par l'eau (choléra) puis des habitants de Azzeddine Salim manifestent à leur tour et des habitants de Basra font un sit in avec tente place Tayran. Des notables et des cheikhs demandent une intervention internationale. Le 28, des journalistes manifestent à Basra contre la pollution de l'eau et se solidarisent de la population et appellent l'ONU à jouer son rôle.

2 septembre, des manifestants d'Abi Al Khassib au sud de Basra bloquent la route menant aux champs gaziers et empêchent les camions de passer. Des tentes sont montées à Karmat Ali (nord de Basra) et les routes sont coupées. Des manifestants brûlent des pneus sur un pont reliant Basra à Missan. A Al Haritha, ils revendiquent un barrage sur le Chott Al Arab, l'alimentation en eau potable, l'emploi pour les jeunes de la région.

Le 6, des manifestants s'en prennent à des groupes et milices armées proches de l'Iran à Basra, bloquent le port d'Oum Kasr, incendient des bâtiments publics et les sièges de partis politiques (Badr, Al Dawa, Al Assaib).

Le 7, ils incendient le Consulat d'Iran à Basra. Le couvre-feu est instauré. Des tentes sont montées par des militants place Tayaran au centre du gouvernorat. On fait état de 9 morts et 93 blessés et 18 blessés au sein des forces de l'ordre pour la première semaine de septembre.

Le 11, manifestations à Basra contre la venue d'Abadi. Le 14, les forces d'intervention rapide arrêtent 25 manifestants qui manifestaient pacifiquement place du Zaïm, après avoir commencé à manifester avec des roses et des bougies place de l'Arousa, à un kilomètre de là. 25 septembre, des habitants de Basra manifestent pour des réformes politiques, le développement, des emplois, de l'eau potable et dénoncent l'assassinat de la militante des droits humains Souad Ali.

7 octobre, des habitants du quartier Fida (district de Zoubeir, gouvernorat de Basra) manifestent devant les services de l'eau pour exiger de l'eau. Le 16, la commission gouvernementale d'enquête conclue que des snipers ont tué des manifestants et des forces de l'ordre.

4 novembre, manifestation à Basra bloquant l'accès à un champ de pétrole, pour des emplois et l'eau potable, face au constat que les promesses gouvernementales n'ont pas été tenues. Ils choisissent de ne pas privilégier l'insoumission civique, mais le blocage de l'économie. Le 8, manifestations d'habitants d'Al Karma Basra pour l'emploi et des services. Les manifestants bloquent la route Al Karma/Bagdad.

12 décembre, appel à manifester devant les sociétés pétrolières. Le 13, appel à manifester le lendemain à Basra pour évincer le gouverneur, exiger la construction du barrage d'Abou Flous, créer des stations de désalinisation et donner des emplois aux nationaux.

3 décembre, les élèves et les parents de l'école de base de Dhiban manifestent contre la présence de serpents dans les douches, l'absence de toilettes utilisables qui contribuent à polluer l'environnement immédiat de l'école.

28 décembre, des dizaines d'employés du quartier des professeurs d'Al Nasiriya (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent au centre du quartier pour exiger l'eau courante.

3 janvier 2019, Les professeurs de l'Université de Dhi Qar manifestent devant le complexe immobilier de Nasiriya, pour exiger la distribution d'eau au complexe.

IRAK 2019

13 janvier, des habitants d'Al Medina (gouvernorat de Basra) manifestent et bloquent la route entre Basra/Maysan pour l'emploi, contre la pollution. Les forces anti émeutes dispersent les manifestants. Certains sont blessés, d'autres arrêtés.

20 janvier, des militants du gouvernorat de Basra manifestent devant l'hôtel Sheraton, où séjourne le Premier ministre en tournée, pour exiger de l'eau et des équipements.

26 janvier, des habitants de Zubaidiya (gouvernorat de Wasit) manifestent rejoints par d'autres venant d'Azizia, Dabouni et Ashaimiya, à Zubaidiya, pour exiger emploi, solutions à la pollution due au générateur électrique, la création d'un hôpital pour soigner les malades affectés par ce dernier, leur indemnisation et de l'eau d'irrigation.

5 février, des habitants de différents quartiers Al Mada'in, Jorf Al Nadaf, Bismayah de Bagdad manifestent pour exiger de l'eau potable, coupée en raison de la pollution de la rivière Diali.

14 février, des habitants du quartier Alghadir à Kerbala menacent de manifester si une solution n'est pas trouvée au problèmes de leurs robinets desquels s'écoule du pétrole et non de l'eau potable.

23 février, des habitants de Filka (district de Al Mada'in, gouvernorat de Diyala) manifestent pour l'eau potable.

7 mars, les forces de sécurité arrêtent cinq personnes du gouvernorat de Basra lors d'une manifestation pour l'emploi et les services, contre la pollution et la corruption.

14 avril des habitants d'Al Saada d'Al Karama (région d'Al Maamel à l'est de Bagdad) font un sit-in devant le dépôt de pétrole d'Ar Rassafa pour exiger eau, routes, réfection des écoles. Le 18, il est levé à la suite de la visite du gouverneur.

20 juin, des habitants de Basra manifestent pour les mêmes revendications que l'année passée.

29 juin, des habitants de Koufa manifestent contre la pollution des eaux.

5 juillet, Haidar Al Hamdani, journaliste à NRT TV, reçoit des menaces de mort sur sa porte « On veut du sang », à Muthanna et doit déménager. Il avait couvert de la question des déchets et du manque d'électricité dans sa ville.

6 juillet, des habitants de Mossoul (gouvernorat de Ninive) manifestent pour la collecte des déchets, l'eau, l'électricité, la santé.

9 juillet, des habitants de l'ensemble Al Chomoukh, au sud de Al Nasiriya (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour l'eau potable.

2 août, des habitants d'Ahl Abdallah (district d'Afak, gouvernorat de Diwaniya) manifestent pour exiger des gouvernements locaux et centraux la fin de la pollution et de l'environnement qui a causé 45 cas de cancers entraînant la mort et des dizaines de malades dues aux pylônes de communications près d'un projet d'évacuation d'eau.

6 août, des habitants du district d'Al Hilal (gouvernorat de Muthanna) manifestent contre la pollution due à une briqueterie, qui entraînent des cancers dans la population.

14 août, des habitants manifestent à Basra pour l'eau, l'électricité, des emplois sous le slogan « Sauvez le Chott El Arab ». Le 15, autre manifestation pour l'emploi et l'eau potable.

27 août, des habitants de Babylone manifestent devant le gouvernorat pour faire annuler la décision du gouverneur de transformer les zones vertes en lotissements résidentiels, afin de préserver l'environnement.

21 septembre, des habitants de Zaafrania (Bagdad) manifestent contre la pollution due à l'incinération des déchets et exigent l'ouverture d'un axe pour sortir de la ville le matin.

23 septembre, une députée exige l'inscription d'un paragraphe relatif aux dédommagements des victimes de pollution à Bassora en 2018 dans le budget général.

26 septembre, des habitants de Taourah et Ahl Dabbis (gouvernorat de Muthanna) manifestent pour les services (eau, électricité).

1^{er} octobre et mois suivants, à Bagdad et dans le sud du pays, la population sort pour réclamer eau, électricité, emplois et fin de la corruption. Dizaines de morts et centaines de blessés. Des centaines de cancéreux (dont beaucoup dus à la pollution de l'air, de l'eau ou des constructions) manifestent dans les villes pour exiger des traitements appropriés.

JORDANIE 2018

25 février, manifestation d'habitants de Mujib (gouvernorat de Madaba) près du barrage pour protester contre leur non recrutement dans un projet germano-danois de reboisement, le recrutement d'éléments étrangers à la région et exiger son report, car le projet visait à employer des chômeurs. Le projet est arrêté et une réunion entre les financiers et le gouverneur de Karak est prévu le lendemain.

4 mars, des habitants de Chafa Badran, Tab Kraa et Abou Nseir (grand Amman) s'adressent au secrétaire du grand Amman pour qu'il intervienne au niveau de la population affectée par les commerces de sables, ciment et gravier, les ateliers de mécanique et les garages à proximité de l'université de sciences appliquées et des maladies engendrées.

11 mars, la population du camp du Martyr Azmy Al Mufti (district de Bani Obid, gouvernorat d'Irbid) manifeste contre l'amoncellement des ordures et le danger sanitaire suite à la réduction par l'UNRWA du nombre des éboueurs. Ils mettent en place une campagne de volontariat.

12 mars, des agriculteurs de Jarina (gouvernorat de Madaba) manifestent pour l'eau d'irrigation.

17 mars, le Comité d'action nationale organise avec des volontaires de l'UNRWA et des réfugiés au camp d'Irbid une manifestation contre la décision de retirer 15 travailleurs du nettoyage.

19 mars, des habitants du quartier Um Nawara à Amman exigent des autorités qu'elles résolvent le problème de la pollution de l'eau potable.

18 avril, constat d'échec de la campagne de mobilisation des habitants du camp de Jerash, qui avaient procédé au ramassage des ordures sur la base du volontariat y compris financier (femmes, enfants, jeunes) après le passage du nombre des éboueurs de 25 à 14 (dont 7 sont payés) décidée par l'UNRWA.

20 mai, des agriculteurs du district d'Al Aghouar Alchamalia (gouvernorat d'Irbid) manifestent devant les Pompes de la Vallée du Jourdain pour protester contre le manque d'eau d'irrigation.

21 mai, la société Lafarge de Fuheis (gouvernorat de Balka) adresse au ministère des Affaires municipales sa répartition des lotissements en vue du projet immobilier « Les collines de Fuheis ». Le maire de Fuheis dit que le ministre a dépassé ses prérogatives. Le comité populaire de Fuheis publie le 28 un communiqué dénonçant la position du ministre. 4 novembre, une plainte est déposée contre l'illégalité de l'acquisition par Lafarge des terres. Le 16, des habitants de Fuheis et Mahas manifestent devant le tribunal pour exiger des compensations de la pollution subie pendant 65 ans à cause de Lafarge et de ses conséquences maladies, morts, handicaps, etc.

11 avril 2019, la municipalité lance un dialogue « sociétal » sur l'avenir de Fuheis. Octobre, la polémique reprend entre le comité populaire de Fuheis et le directeur administratif de Lafarge Fuheis.

25 mai, des habitants de Al Haschemya (gouvernorat de Zarqa) manifestent de nuit pour protester contre la pollution environnementale due à l'augmentation du nombre d'entreprises (odeurs, fumées, insectes, maladies de peau).

26 juin, des habitants de la région d'Abou Louqs (district de Bani Kananah, gouvernorat d'Irbid) manifestent devant le puits de la Société des Eaux du Yarmouk pour réclamer de l'eau potable, coupée depuis plusieurs semaines.

8 juillet, des habitants de Kfar Jayiz (gouvernorat d'Irbid) arrachent leurs compteurs d'eau pour les rendre à la société, pour protester contre l'absence d'eau potable.

26 août, les habitants et les agriculteurs de Al Karama (district de Alshunna Aljanubia, gouvernorat de Balqa) exigent de la municipalité et du ministère des Travaux publics et de l'Habitat la mise aux normes des entrées des carrières qui constituent, à proximité des habitations, une menace environnementale (poussière, asthme) sanitaire et routière.

28 août, le tribunal d'Aïn Bacha condamne l'ex-maire de la ville et neuf membres de la municipalité à un mois d'emprisonnement pour avoir autorisé l'ouverture d'une carrière à proximité des zones habitées à Abou Zaaroura, Om Al Dananir (gouvernorat de Balqa), en contravention des règlements. Depuis 2014, la population s'est mobilisée et la municipalité actuelle a refusé le permis aux carrières.

29 août, des femmes manifestent à Deir Alla (gouvernorat de Balqa) pour sauver leurs enfants des trafiquants de drogue et exigent des autorités qu'elles prennent leurs responsabilités en matière de santé et d'éducation.

7 octobre, des agriculteurs de la vallée du Jourdain manifestent devant le district de Al Shouna Al Janoubia (gouvernorat de Balqa) pour protester contre la non prise en compte des agriculteurs locaux et l'importation de bananes. Le sit-in est levé après que le ministère de l'Agriculture ait pris la décision de cesser les importations jusqu'en décembre.

12 octobre, des comités de la jeunesse populaire organisent une campagne de nettoyage à titre volontaire dans le district des vallées du sud (gouvernorat de Karak).

JORDANIE 2019

Mars, camp de tourisme environnemental sur les bord de la mer morte pour faire prendre conscience au monde du problème de la perte d'eau de la mer morte, organisé par l'association des Amis de la Mer Morte.

26 avril, des habitants d'Irbid manifestent de nuit contre la répétition d'accidents mortels et l'inaction des autorités.

7 mai, des habitants de Wadi Moussa (gouvernorat de Maan) manifestent devant le siège de la direction des eaux du district de Petra pour exiger de l'eau potable, qui arrive un jour sur sept.

15 mai, des agriculteurs du district de la Vallée du nord (gouvernorat d'Irbid) manifestent devant le district pour exiger une juste répartition de l'eau d'irrigation.

1^{er} juin, des habitants de Mahis (gouvernorat de Balka) manifestent de nuit contre le projet d'une station service dans leur ville, pour leur environnement et leur santé.

7 juin, des habitants de Al Ghour (gouvernorat de Karak) ferment la station de pompage des eaux qui approvisionne le gouvernorat de Karak pour protester contre l'absence d'eau potable.

10 juin, des commerçants du marché Hilal de Madaba manifestent pour dénoncer les conditions dans lesquelles ils exercent : entre la station d'épuration et la décharge : odeurs, moustiques, chiens errants.

11 juin, des habitants d'Al Hawiyah (gouvernorat de Karak) bloquent la route avec des pneus pour

exiger de l'eau potable.

28 juin, des habitants ferment la route au niveau d'Al Bariha (gouvernorat d'Irbid) pour réclamer de l'eau potable.

18 juillet, des habitants d'Irbid bloquent la route au nord de la ville avec des pierres et pneus enflammés pour protester contre la coupure d'eau depuis des semaines.

26 juillet, des habitants de Shouna-Sud (gouvernorat de Balqa) brûlent des pneus sur la route d'Amman pour protester contre la coupure d'électricité due au court-circuit dans le transformateur alimentant la ville.

30 juillet, des habitants de Nejda et Al Housseinat (commune d'Al Maarad, gouvernorat de Jerach) manifestent devant la direction des eaux de Jerash pour exiger de l'eau potable.

10 novembre, des habitants d'Aqaba manifestent devant la compagnie des eaux pour protester contre l'installation des nouveaux compteurs qui ont multiplié les factures d'eau par cinq et exiger leur retrait.

19 novembre, des habitants de Aïn Quwaylibah (Hartha, district de Beni Kenana, gouvernorat d'Irbid) manifestent contre la pollution de la source rendant l'eau impropre aux cultures d'agrumes, de grenadiers et d'oliviers, une pollution qui coïncide avec la mise en activité des pressoirs à olives dans la zone.

7 décembre, la municipalité de Russeifa (gouvernorat de Zarqa) annonce la fermeture de la décharge du quartier Hussein au centre ville suite aux multiples manifestations et initiatives des habitants touchés par les maladies.

KHOUZESTAN 2018

1^{er} février, des paysans et des citoyens manifestent à Al Fellahia (nom arabe de Shadegan) contre la coupure de l'eau potable et de l'eau d'irrigation. Les manifestants veulent investir le bâtiment de la sous préfecture, une manifestation dans le sillage des manifestations populaires à Ahwaz, en solidarité avec la population de Aldeija Al Jaliz, dans la région d'Aïlam (nom arabe de Ilam) dont les terres ont été confisquées par le pouvoir, pour exiger la fin de la discrimination, de la pollution, de la pauvreté et du chômage, ainsi que la libération des prisonniers politiques. Appels par pancarte à l'ONU ou la ligue arabe. 100 personnes ont été interpellées. Les manifestations ont commencé devant le siège de l'IRIB à Ahwaz, puis elles se sont étendues à Abadan, Muhammerah, Ma'ashour, Falahiya, Khawain, Koura, Shaiban, Al Ain, Qalaat Kanaan, Kut Abdullah. Les manifestants en tenue arabe sont ciblés par la répression.

24 février, diffusion d'une vidéo réalisée par des militants écologistes pour protester contre le braconnage industriel (création de lacs pour attirer les oiseaux, notamment migrateurs) dans la région de Shadegan. Le 25, la direction de l'environnement dit avoir envoyé des effectifs dans la zone... tout en affirmant que la vidéo a été tournée en Irak.

29 mars, troisième jour de manifestation à Ahwaz contre la sécheresse, la pollution et le racisme officiel anti arabe. Slogan : « Par mon âme, par mon sang, je mourrai pour toi, Ahwaz ». Les forces de l'ordre répriment les manifestants. Parmi les 12 personnes arrêtées : Mahmud Bit Siah, Khaled Mahavi et trois femmes, dont Khadija et Aïcha Nissi (19 ans). Le même jour, manifestation à Mashur. 1^{er} avril, les forces anti émeutes dispersent les manifestations à Ahwaz.

29 avril, des familles d'hommes et de femmes arrêté.e.s lors des récentes manifestations à Ahwaz, se rassemblent devant le tribunal de la ville. Plus de 400 manifestant.e.s, sont actuellement détenu.e.s. Les participant.e.s à cette manifestation, exigent la détermination du statut de leurs enfants. Seuls cinq sont temporairement libérés dans l'attente de leur procès.

12 mai, des agriculteurs d'Ahwaz manifestent devant le siège du gouverneur militaire à Ahwaz pour dénoncer la coupure de l'eau d'irrigation.

20 juin, manifestation à Abadan et dans d'autres villes du Khouzestan pour l'eau potable.

29 juin, les habitants manifestent à Khorramshahr devant la mosquée et la prière notamment des femmes avec des bidons vides. Slogans : « Khorramshahr n'a plus d'eau » « Nous ne voulons pas d'un gouverneur incompetent » Les manifestations reprennent le 30 juin et il y a des affrontements avec les unités anti-émeutes. « Mort à Khomeini », « Mort à Rouhani », « Mort à la république islamique », « Les mollahs doivent partir ». Les réseaux sociaux font état d'un mort et de blessés. Le ministère de l'Intérieur nie. Les manifestations continuent la nuit.

1^{er} juillet, les familles des personnes arrêtées manifestent devant le poste des Forces de Sécurité d'État. Sept personnes sont relâchées mais d'autres sont détenues. Les mêmes manifestations ont lieu à Ahwaz, Abadan, Mahshar, Karoun et Khor Moussa.

18 députés de la circonscription d'Ispahan démissionnent pour protester contre l'arrêt du projet du détournement du fleuve Karoun vers leur région, avec la mise à l'arrêt du projet de barrage de Kouhrang 3 qui est un barrage-voûte en construction sur la rivière Kouhrang (affluent du Karoun) dans les provinces de Chaharmahal et de Bakhtiari, en Iran. Il est situé à environ 12 km au nord-ouest de Dashtak. Le barrage a pour objet l'approvisionnement en eau et la régulation des cours d'eau. En amont du barrage, l'entrée du tunnel de Kouhrang 3, d'une longueur de 23 km, transférera l'eau au nord-est de la rivière Zayandeh pour une utilisation dans les grandes villes comme Ispahan. Le contrat a été attribué à Sabir Co. en février 2011 et les travaux de construction ont commencé la même année.

KHOUZESTAN 2019

7 avril, neuf volontaires arabes qui tentaient d'organiser la solidarité avec les victimes des inondations à Gurieh, auraient été arrêtés par l'IRGC lors de leur arrivée en provenance de Mahshar.

KOWEIT 2018

1^{er} avril, des enseignants manifestent devant l'école secondaire Jaber Al Ahmad (région de Jaberia) en solidarité avec leur directeur et le vice-directeur dans le différend qui les oppose à la police de l'environnement. Ils menacent de déposer quatre plaintes contre les méthodes de la police (coups, humiliations). Le directeur est accusé d'avoir laissé des étudiants fumer. Le directeur avait exigé de la police un mandat l'autorisant à entrer dans l'établissement.

15 juillet, le syndicat des travailleurs de l'aviation civile commencent un sit-in partiel de dix jours pour leurs revendications (relève des équipes, égalité avec les travailleurs des douanes et du ministère de l'Intérieur, des compensations dues à la pollution sonore et à la pollution. Le directeur de l'aviation civile exige la levée du sit-in comme préalable aux négociations. Ils reçoivent le soutien du syndicat des travailleurs du pétrole et annoncent une grève totale s'ils n'obtiennent pas

satisfaction.

KOWEIT 2019

23 mars, des habitants de l'ensemble Sabah Salem manifestent devant le ministère de l'Électricité et de l'Eau pour protester contre la pénurie d'eau depuis 2014.

23 avril, à l'appel de l'Association des ingénieurs koweïtiens, des ingénieurs et techniciens du ministère des Travaux Publics font un sit-in pour la seconde fois pour exiger des indemnités d'éloignement de site, de danger, de nuisances sonores et de pollution. Le syndicat dénonce un sit-in auquel il n'a pas appelé.

15 juin, des activistes lancent une campagne dénonçant l'empoisonnement des chiens errants par les instances en charge de l'agriculture et de la richesse halieutique.

14 septembre, des habitants de Sabah Ahmad et des militants associatifs manifestent pour dénoncer la pollution de leur ville, exiger un réseau d'assainissement, une station de traitement des eaux pluviales, la réfection de la route 306.

12 novembre, des employés de l'aéroport international de Koweït font grève une heure pour une amélioration de leurs conditions de travail et des primes de pollution et de bruit.

KURDISTAN D'IRAK 2018

3 juin, des habitants de Silemanî manifestent contre la rétention par l'Iran des eaux du petit Zab, entraînant une baisse du niveau du fleuve et du nombre de poissons et l'arrêt du projet aquatique de Khas dans la zone de Qaladize.

4 juillet, des habitants de la zone 92 Zango d'Irbil manifestent pour l'eau potable et ferment la route 18 février.

KURDISTAN D'IRAK 2019

1^{er} au 8 avril, le 1^{er} Forum de l'eau mésopotamien se tient à Silemanî. Les groupes HYG, MEM et Hasankeyf Matters et une douzaine d'autres organisations civiles discutent et élaborent des principes pour une nouvelle politique démocratique et écologique de l'eau en Mésopotamie.

LIBAN 2018

6 janvier, l'association « Environnement du jasmin » et le parti de l'unification arabe manifestent à l'entrée de Chouf (gouvernorat du Mont Liban) contre les tas de déchets.

24 janvier, « Recycle Lebanon » organise le nettoyage d'une plage au sud de Beyrouth après la rupture d'une digue de protection qui a libéré les déchets de la mer. Dani Khouri Constructing qui jette les déchets dans la mer à Borj Hammoud n'a pas construit de brise lame pour limiter la pollution de la mer.

24 mai, les pêcheurs manifestent sous le slogan « La mer se meurt » devant la décharge et

dénoncent l'immobilité de la justice face à leurs plaintes.

27 janvier, les agents de nettoyage de Al-Fakeha-Al-Jadida (nord de la Bekaa) suspendent leur grève pour les salaires pendant trois jours pour enlever les déchets à leurs frais.

1^{er} février, des jeunes de l'Organisation nasserienne du peuple manifestent de nuit devant l'entrée de l'usine de traitement des déchets de Saïda, pour empêcher les opérations de déversement dans la mer.

29 juin, des habitants manifestent contre la pollution. Échauffourées avec les travailleurs de la déchetterie. Ils parviennent à entrer dans le centre et constatent l'érection d'une nouvelle montagne d'ordures.

2 juillet, manifestation devant la municipalité de Saïda, appelée par le comité de crise de l'eau et de l'électricité, sous cordon policier, mais sans incident.

10 et 11 février, à l'appel de la Coalition pour la gestion des déchets (Green Peace, Recycle Lebanon et Cedar Environmental), 200 personnes se réunissent place Ryad El Sohl à Beyrouth contre la mauvaise gestion de la crise des déchets (accumulation et incinération). Elles ont déposé un recours en annulation devant le Conseil d'État pour suspendre la décision de construire un incinérateur à Beyrouth, les déchets en majorité organiques ne convenant pas à ce mode de traitement.

29 août, manifestation contre le recours à l'incinération à l'appel d'une coalition.

24 septembre, des citoyens manifestent au cris de « Une législation est nécessaire » dans la rue menant au Parlement, empêchés par des barrières de s'approcher, pour une série de revendications, dont le droit à la santé et le refus de voter le projet de loi sur les déchets, en raison du projet d'incinération.

17 novembre, avec le slogan « La santé de nos enfants est une ligne rouge », des mères manifestent avec leurs enfants de la Place des Martyrs à la place Ryadh El Solh pour protester contre la politique environnementale et sanitaire des autorités, exigent la réforme des réseaux d'eau et d'électricité, l'arrêt du projet d'incinérateur et des poursuites contre les corrompus.

24 décembre, des centaines de personnes manifestent à l'appel des réseaux sociaux en écho aux gilets jaunes place des martyrs contre la corruption, pour un nouveau gouvernement, brûlent des dépôts d'ordures pour protester contre la crise des déchets.

15 juin 2019, rassemblement d'habitants portant des masques contre le projet d'incinérateur et les décharges qui entourent la ville.

4 juillet, les opposants à l'incinérateur manifestent alors que se tient le conseil municipal relatif à ce projet.

3 septembre, la coalition de l'administration des déchets et des alliances environnementales manifestent devant le ministère de l'Environnement pour protester contre le projet d'incinérateur.

6 Octobre, manifestation Place des martyrs contre la politique économique, sociale et environnementale du gouvernement.

15 février, le comité pour l'environnement de Kfar Hazir publie un communiqué exigeant la fermeture de la cimenterie de Chaka et son transfert.

15 avril, le Comité manifeste sur l'autoroute Kfarhazir/Chaka contre les cas de cancer, de maladies cardiaques et pulmonaires dues aux usines de ciment, causées par la combustion du pétrococque brûlant entre les maisons d'habitation. 11 août, le comité organise un rassemblement sur la route entre Mjaydel/Kfar Hazir. Le 16, des habitants des habitants de la cité Hajji et Zouhaira et de Sahl à Chakka et Al Harri manifestent près de l'usine Holsim pour exiger le respect des critères environnementaux et protester contre les camions et la poussière. 24 septembre, le comité manifeste sur l'autoroute Kfar Hazir/Chaka au carrefour de Mjaydel et bloque l'entrée des camions. 7 octobre, le comité et les habitants de Kfar Hazir et Koura manifestent dans le quartier de Mjaydel en présence de partis politiques pour exiger la fermeture immédiate des carrières.

4 février 2019, des habitants de Koura manifestent à l'appel des jeunes à l'occasion de la journée mondiale du cancer, précisant que leur action n'est pas dirigée contre les travailleurs des carrières mais contre la pollution. 2 mars, le comité environnemental de Kfar Hazir remercie le ministère de l'Intérieur qui a ordonné la fermeture des carrières de fabrication de ciment. Le 14, des employés de la Société Nationale-Sabeh Cement manifestent contre la décision de fermeture au rond point de Chekka et des ouvriers et employés de Holcim manifestent devant l'entrée de l'entreprise contre la fermeture des carrières et le respect de mesures respectueuses de l'environnement en présence de dirigeants de la CGTL. Le comité de Kfar Hazir déclare que les travailleurs sont une ligne rouge et que les répercussions sur l'emploi sont de la responsabilité des employeurs qui ont exploité des carrières de façon illégale. Le 24, des habitants de Koura manifestent pour protester contre les décisions gouvernementales sous le slogan « Abrogation de la décision, ou démission du gouvernement » qui donnent un délai supplémentaire aux carrières de Chekka et Al Herri. 15 juin, des habitants de Koura manifestent contre les carrières et bloquent la route Chaka/Al Arz. 14 décembre, le comité environnemental de Kfar Hazir manifeste devant les cimenteries à Chaka nord et réclame leur fermeture.

15 mars, pendant toute la semaine, les élèves de l'École des Sœurs Maronites de la Sainte Famille, leurs enseignants et la population de Iaat (district de Baalbek) manifestent contre la pollution due à la station d'assainissement et les égouts à ciel ouvert financés par la BM qui les empêchent notamment de se rendre au stade à l'entrée de Dir Al Ahmar et engendrent des maladies. La mobilisation des villages de Dir Al Ahmar, Iaat et Shalika et Al Kanisa, dont les terres agricoles sont polluées, dure depuis dix ans.

28 novembre, la commune de Dir Al Ahmar ferme le déversement des eaux de la station d'épuration à d'Iaat avec des digues de terre en direction d'une école pour les dévier vers Shalika.

24 mars 2019, des habitants de Dir Al Ahmar et des villages avoisinants manifestent devant l'École, contre la pollution engendrée par la station de dépuración de Iaat.

19 avril, le comité d'urgence de Tripoli des gardiens de la ville » manifestent devant le centre de tri des déchets, fermé, pour protester contre les odeurs pestilentielles.

21 juin, des habitants manifestent contre la montagne d'ordures de 42 m qui devait être fermée il y a huit ans, dont le mur d'enceinte s'écroule et dont les fuites atteignent le rivage.

27 mai, des habitants de Qaa (gouvernorat de la Bekaa) manifestent à l'appel de la municipalité en présence de religieux et de politiques contre les coupures d'eau potable.

14 juin, des habitants de Tannourine (district de Batroune, gouvernorat du Nord Liban) manifestent contre le permis délivré par la municipalité à la société Moawwad-Eddé, d'exploiter une carrière de pierres à proximité de leur ville promue comme « écologique », pour extraire les pierres destinées à la construction d'un barrage.

17 juin :

- des habitants de Mayrouba (gouvernorat du Mont Liban) manifestent contre les carrières qui sont à l'origine des dégâts causés lors des dernières pluies sur les routes de Aïn Alsouan et Aïn Tannour et de l'assèchement des sources.

- des habitants de Qaa Al Rim (district de Zahlé, gouvernorat de la Beqaa) manifestent devant l'usine des eaux de Al Rim, proche des zones habitées, pour protester contre le bruit des générateurs électriques et leur pollution. 12 novembre, des habitants manifestent à nouveau.

19 et 20 juin, des habitants de Arab Salim et Habbouche (district de Nabatieh, gouvernorat du Sud Liban) manifestent pour empêcher le déversement de déchets dans une décharge à proximité de la rivière, puis se rassemblent devant la décharge prévue par la municipalité de Habbouche. Le 23, des habitants manifestent devant le dépotoir de Habbouche et empêchent les camions d'y décharger.

30 juin, des habitants de Bar Elias (gouvernorat de la Bekaa) manifestent contre les coupures continues d'eau potable.

10 juillet, des habitants de Kfar Jouz, Kfar Rommann et Shoukine (district de Nabatieh, gouvernorat du Sud Liban) se plaignent de l'amoncellement de débris et exigent l'ouverture d'un centre de tri à Kfour, fermé depuis deux ans, ce que refusent les habitants de Kfour. Le 10, des habitants de Mayfadoune font un sit-in dans la zone de la décharge et coupent la route Mayfadoune/Nabatieh contre la décision du juge des référés de Nabatieh du 10 juillet de rouvrir la décharge pour une semaine uniquement et il interdit l'incinération des déchets. Le 18, des habitants de Maifadoune manifestent dans le triangle Maifadoune/Shoukine/Nabatieh. Le 22, des citoyens mettent le feu aux débris à Kfar Jouz. Le 26, les riverains de l'hôpital de Nabatieh et l'Union du Travail appellent à collecter les déchets accumulés devant l'hôpital en raison de la fermeture du centre de Kfour, par crainte d'une crise sanitaire, pour les patients et eux-mêmes.

17 juillet, le juge des référés de Alay, Roula Shimon, décrète le gel des travaux d'agrandissement de la déchetterie de Costa Brava (Beyrouth).

22 juillet :

- des habitants et des pêcheurs de Saint Simon manifestent contre la pénurie d'eau potable et la pollution de la mer.
- l'association Safe Side manifeste au lac de Bayadha, asséché, et exige de l'entreprise des eaux de la Bekaa l'arrêt du pompage de l'eau des puits situés sur le cours de la source de Bayadha et qui alimente en eau la rivière de Ras Al Aïn, vitale pour les parcs de Baalbeck.

25 juillet, des habitants de Temnine El Tahta (district de Baalbeck, gouvernorat de la Bekaa) manifestent sur l'autoroute en raison du contingentement de l'électricité qui entraîne des coupures d'eau.

6 août, les chauffeurs de l'UNRWA manifestent sur le parking de l'agence à Saida (gouvernorat du Sud Liban) pour protester contre l'incapacité du directeur de l'UNRWA, à suivre les procédures de sortie du camp d'Ein el-Helweh et après avoir été menacés par certaines personnes du camp à cause de l'accumulation de déchets et des odeurs.

27 et 28 août, manifestations à Bawaba Alfoka à Saïda (gouvernorat du Sud Liban) pour l'eau potable et l'électricité.

31 août, sit-in à Nemla, pour protester contre la pollution de la rivière Aïn Qamar, qui prend sa source à Fneideq (Akkar), en passant dans les villes de Mechmech, Qurna et Beit Ayoub jusqu'au barrage de Bared. La rivière est un marécage d'eaux usées, de déchets, une source d'épidémies et de maladies. Le maire de Fneideq appelle à la construction d'un barrage dans la localité du barrage de Fneideq à Aïn Al-Fotouh et à la source d'Aïn Al-Khoukh.

11 septembre, des habitants de Aïn Dhab, vont manifester devant le bâtiment de Halba (gouvernorat de Akkar) dans les prochaines 48 heures, pour protester contre l'indifférence des fonctionnaires concernés à la lutte contre l'épidémie de jaunisse, qui se propage rapidement en raison de la contamination des sources.

15 septembre, des habitants de Haouch El Saiyed Ali, Al Boudah, Haouch Ismaïl et Dhar Al Beit Hira (district de Hermel, gouvernorat de la Bekaa) coupent la route sur le pont de l'Oronte (Al Assi), l'entrée principale de la ville puis manifestent contre la création d'une station d'épuration à 200 m du fleuve Assi.

4 mai 2019, le comité de protection du fleuve Al Assi manifeste avec des lycéens et des habitants

devant une déchetterie de Alfakiha Al Jadida qui va polluer la source du fleuve.

11 avril, des habitants de Al Bouaida, Houch Ismaïl et Houch Al Saïd Ali manifestent en face du projet de station d'épuration qui va contaminer le sous-sol déjà abîmé par la station d'Iaat.

19 septembre, des propriétaires de camions citernes manifestent devant les puits artésiens de Jisr Al Dajaj à Amshit (district de Jbeyl, gouvernorat du Mont Liban) contre la décision du ministère des Ressources halieutiques d'augmenter le prix du mètre cube d'eau, les habitants ne pourront pas payer l'augmentation.

28 septembre :

- des habitants de Blat (district de Jbeil, gouvernorat du Mont Liban) manifestent devant la municipalité pour s'opposer à la création d'une déchetterie où seraient acheminées les ordures de Beyrouth et de Kesrouan. En présence du maire et du conseil municipal, qui est favorable à une déchetterie à condition qu'elle ne reçoive que les ordures de Blatt.

- manifestation à Bar Elias (district de Zahlé, gouvernorat de la Bekaa) contre le retard pris par la lutte contre la pollution du Litani et les cas de cancer. Ils se rendent au bord du fleuve Ghazil, devenu un égout après la mise en marche de la station d'épuration de Zahle. Ils réclament une station d'épuration à Anjar et Majdal Anjar.

18 octobre, le procureur général financier se rend au bassin du Litani pour effectuer des constats. Le DG de l'office recense 650 violations. Des propriétaires d'usines sont arrêtés. Le 18 et le 20, ils manifestent à nouveau contre la pollution du fleuve et les cancers.

17 mars 2019, des habitants de Matariyet El Choumar (district de Saïda) manifestent contre le déversement des égouts depuis les villages de Al Kharaiïb et Arzaï, dans la ville, qui polluent les eaux des sources utilisées par les habitants et se déversent ensuite dans le fleuve Litani. Des enfants ont été hospitalisés.

9 juillet, un juge de Zahle prononce un jugement contre une société nationale « Vision mondiale » pour pollution du Litani dans la Bekaa centre suite aux plaintes déposées par l'« Intérêt national du fleuve Litani » contre trois entreprises qui ont prolongé leurs égouts vers les camps de réfugiés syriens en bordure du Litani, Le 26, suite à la décision ministérielle de fermer des usines polluant le Litani, des habitants de Ksar Naba et des agriculteurs de la Bekaa et des propriétaires d'usines manifestent et bloquent la route Ksar Naba/Baalbeck.

2 août, des habitants de Joub Jenin (district de la Bekaa occidentale) manifestent sur le pont du Litani contre la pollution du fleuve.

5 septembre, le tribunal de Zahle condamne la société CH.M.L. à une amende et à une présentation régulière des analyses d'eau, suite à une plainte déposée par l'« Intérêt du Litani ». Le 11, des habitants de Bar Elias manifestent à l'appel du « Cri de Bar Elias » quatre ans après une première manifestation dans ce lieu sans que les taux de pollution et de cancer n'aient été modifiés.

7 novembre, des habitants et lycéens de Bar Elias manifestent avec le hirak contre la pollution du Litani, et en font porter la responsabilité au pouvoir corrompu.

29 décembre, le rassemblement des agriculteurs du Sud exige la construction de barrages pour retenir les eaux de pluies qui finissent en mer, à Kfar Sir (district de Nabatieh) et dénonce la pollution du Litani. 30 décembre, des habitants de Beit Shama manifestent et bloquent la route pour protester contre la pollution du Litani due aux élevages bovins qui prolifèrent illégalement.

30 septembre, la société civile d'Ehden (commune de Zgharta, gouvernorat du Nord) manifeste contre un projet de parking devant l'église Saint Georges et dit qu'il serait plus utile de procéder à la réhabilitation des murs.

7 octobre, manifestation devant le gouvernorat de Nabatiyeh organisée sur les réseaux sociaux pour dénoncer les problèmes d'environnement, de déchets, de l'eau et de la corruption.

8 octobre, des habitants de tout le pays marchent de Mazraat El Chouf jusqu'à la municipalité de

Bisri (district de Jezzine, gouvernorat du Sud Liban) pour dire non à la construction du barrage de Bisri. Banderole : « Sauvez la vallée de Bisri » en présence du maire de Mazraat El Chouf et du président du MEL afin de préserver l'écosystème et le patrimoine archéologique. Le projet est financé par la BM.

29 décembre, la campagne nationale pour la préservation de Marj Bisri propose des solutions pour la préservation de la nappe phréatique et de l'environnement.

23 février 2019, des habitants de Marj Bisri et des villages voisins manifestent avec le slogan « Sauvez Marj Bisri » pour exiger l'arrêt des bulldozers qui menacent l'environnement et la nature. 4 mars, ils manifestent devant la rivière et l'entrée de la tour à l'appel de l'association « Notre terre » et d'autres. Le même jour, une manifestation a lieu à Beyrouth devant la BM. Le 24, les forces de l'ordre empêchent des militants d'entrer à Marj Bisri ; comme à la fin de chaque semaine, une manifestation a eu lieu contre le barrage.

8 avril, des habitants, des militants écologistes et des partis politiques manifestent sur le pont de Bisri. Pancartes : « Les eaux souterraines sont propres et suffisantes ». Ils affirment qu'il y a d'autres solutions pour approvisionner en eau Beyrouth et le mont Liban.

11 mai, le comité de préservation de Marj Bisri fait un sit-in et une chaîne humaine sur le pont. Le 27, nouvelle manifestation « Sauvez Marj Bisri », « Beyrouth ne veut pas d'eaux cancérigènes ». 1

5 septembre, manifestation de la Campagne nationale pour Marj Bisri sur le pont de Bisri. Le 19, la Campagne pour Marj Bisri et le MEL manifestent à Beyrouth contre l'abattage de 10 000 arbres à Bisri, avant l'édification du barrage. 22 novembre, manifestation de 20 km entre Marj Bisri et le sud ouest de Beyrouth. Ces manifestations se poursuivent depuis le début du hirak.

12 octobre, à l'initiative du Groupe de Akkar pour le changement, plusieurs associations, des Membres du conseil municipal et des habitants manifestent à Hala (gouvernorat de Akkar) pour dénoncer la pollution et le danger du cancer.

18 octobre :

- une décision du juge des référés de Nabatieh ordonne la fermeture de l'incinérateur de Kfar Tabnit.

- des habitants de Minieh (district de Minieh/Denieh gouvernorat du Nord Liban) bloquent la route menant au centre de tri des déchets pour dénoncer la puanteur.

12 juillet 2019, des habitants de Minieh manifestent contre l'amoncellement des ordures suite à la fermeture du dépôt d'Aadoueh.

6 août, la solution envisagée est une décharge à Terbol pour les déchets des districts de Minieh-Denieh, Zgorta, Becharré et Koura. Le 7, les habitants de Jabal Terbol dressent une tente permanente sur le lieu prévu et des manifestants font un sit-in devant la mosquée Aamoud. Le 19, des habitants d'Al Fawar (district de Zghorta) manifestent et bloquent la route devant mener au futur dépôt. Ils plantent des tentes et réclament des emplois. 12 août, manifestation à Zghorta. Le 14, des manifestants bloquent l'autoroute Minieh/Al Abdeh, certains font un sit-in à Ehden, d'autres à Zghorta avec le slogan « Notre santé contre vos marchés ». Le 22, les ministres s'entendent sur un site à Al Hawakir (district de Dinieh). Le 27, des habitants des zones voisines d'Al Hawakir font un sit-in devant le site de la décharge destinée à être celle des quatre districts du nord.

- des protestataires de Jiyeh (gouvernorat du Mont Liban) dénoncent le transfert des déchets à Zarout par la municipalité.

24 octobre, les scouts de l'environnement tiennent une AG extraordinaire dans leur local de Al Mina-Tripoli pour dénoncer le massacre environnemental dans la zone de Alqila, sur les hauteurs du jourd de Harar qui surplombe Akkar, Hermel et Al Danniyeh, où sont abattus des épicéas et des cèdres centenaires.

29 octobre, des habitants de Deir Ammar (nord Liban) manifestent sur l'autoroute contre la pollution de l'air et de la mer due à la centrale électrique lors de la visite de l'ambassadrice US Au Liban,

annonçant la restructuration de l'activité de la centrale. 16 août 2019, des habitants manifestent pour exiger du courant et dénoncer la pollution émise. Ils érigent une tente devant l'entrée. Grande présence de l'armée. Les 27 et 28, ils bloquent la route Tripoli/Akkar pour protester contre les coupures de courant.

1^{er} novembre, des jeunes du camp de Borj El Chamali (Tyr, gouvernorat du Sud Liban) mettent un point final à un volontariat de six mois pour nettoyer le camp des ordures, le nettoyer et le repeindre grâce à un financement de la GIZ.

10 novembre, des habitants de Souissa (gouvernorat de Akkar) ferment la route principale de la ville pour protester contre les odeurs d'égouts, les menaces pour leur santé et l'absence de réaction de la municipalité.

14 novembre, des habitants de Al Mankoubin (district de Tripoli, gouvernorat du Nord Liban) coupent la route pour protester contre l'intervention d'une patrouille des Forces de Sécurité Intérieure, les empêchant de forer un puits.

30 novembre, la société civile manifeste à Tripoli, place En Nour pour protester contre la corruption et la pollution.

14 décembre, des employés de l'entreprise Mimosa et des habitants de Qaa El Rim bloquent la circulation devant le palais de justice de Zahlé pour protester contre l'arrestation du maire de Qaa El Rim, propriétaire de l'usine Mimosa-Saliba, Tannouri, qui fabrique du papier hygiénique, dont les composants chimiques ont été jetés dans la rivière Al Bardouni. Il est remis en liberté dans la nuit, sous caution, pendant le temps de l'enquête. 800 familles vivent de l'activité de l'usine.

11 janvier 2019, le premier juge d'instruction de la Bekaa fait rouvrir l'usine sous la supervision d'experts pour qu'elle soit en conformité avec les normes environnementales. Le 20, la commission de sauvegarde du Litani manifeste devant le palais de justice de Zahle lors de l'audience du propriétaire de l'usine Mimosa et de quatre autres propriétaires de produits laitiers de Marj, tous ont été arrêtés après une inspection technique du cours du fleuve.

23 décembre :

- des habitants de Labweh (district de Baalbeck, gouvernorat de la Bekaa) manifestent et coupent la route pour exiger des compensations suite aux inondations. La manifestations est dispersée par l'armée.

- le Mouvement de la jeunesse du Sud manifeste dans le triangle Nabatieh/Kfar Roman/Habbouche contre la corruption, la situation économique, exige de l'eau et de l'électricité.

30 décembre, la société civile de Tripoli manifeste place Ennour contre la corruption, les déchets, la pollution et l'abandon scolaire.

LIBAN 2019

5 janvier, des habitants de Rwaysat (district d'Aley, gouvernorat du Mont Liban) manifestent contre les camions qui viennent déposer des ordures toxiques à proximité des habitations. Puis les jeunes brûlent des pneus, l'armée intervient.

10 janvier, le MEL conteste la politique des barrages promues par le ministre Siraz Abi Khalil.

13 janvier, des habitants de la Bekaa nord manifestent devant la compagnie d'électricité de Laweh (district de Baalbeck) à l'appel du PCL, du Parti de l'Avant garde, de l'UJDL, d'organisations

populaires et syndicales, pour exiger l'eau, l'électricité, des poursuites contre les corrompus et la chute du régime. A Saïda, manifestations pour plusieurs revendications, dont les détritits et les égouts. Rassemblement de la région de Khorub contre la pollution à Mazboud.

4 février :

- des habitants de Jahlieh (district de Chouf, gouvernorat du Mont Liban) manifestent devant le bâtiment du camp des entreprises de Nourin pour dénoncer la pollution du cours d'eau en raison des piscines chlorées dont l'eau est déversée n'importe où et le fait qu'il s'agit d'une construction illégale. La pollution de la rivière entraînera l'arrêt de l'irrigation à Gharifa, Dariya, Sarjbal, Aldaya, Shamaarin et Damour. Pancartes : « Nos enfants n'auront pas soif », « L'eau est une ligne rouge ».

- des habitants d'Anfeh (gouvernorat du Nord Liban) manifestent avec le slogan Stop Pollution et des masques, contre la pollution d'usines et de carrières d'extraction de terre à l'occasion de la journée contre le cancer, en augmentation dans la localité.

10 mars, des pêcheurs d'Abdeh (district de Bebnine, gouvernorat d'Akkar) manifestent pour exiger le nettoyage du port, endommagé par les tempêtes Myriam et Norma.

13 mars, des habitants de Harouf Sud (gouvernorat de Nabatieh) bloquent la route qui traverse la localité pour protester contre le non ramassage des ordures.

14 mars, des habitants d'Aïn Dara (caza d'Aley, gouvernorat du Mont-Liban) et des villages environnants manifestent devant le ministère de l'Industrie, à l'appel de la municipalité et des habitants, pour exiger la suppression de la licence accordée à une cimenterie depuis vingt cinq ans dont les carrières sur 2000 m² ont détruit l'environnement. 1^{er} avril, le ministre de l'Industrie décide de fermer la cimenterie.

15 mars, des étudiants et des lycéens manifestent des FFF, à Beyrouth, et des élèves de seconde de l'école des frères maristes de Jbeil manifestent dans la rue contre le réchauffement climatique.

26 mars,

- Des habitants de Tall Al Abiadh manifestent à l'entrée de Baalbeck Nord pour protester contre la décharge entrée en service il y a deux ans et bloquent la route pour dénoncer les risques sur la santé.

- La municipalité de Wazzani (district de Hasbaya, gouvernorat de Nabatieh) porte plainte devant le procureur général contre les prédateurs du fleuve et des rives du fleuve Wazzani, soit les entreprises.

30 mars, « Akkar ensemble pour le changement » organise une manifestation devant le siège du gouvernorat d'Akkar, en présence de diverses associations, dénoncent la pollution des fleuves, les égouts qui se déversent dans les logements, l'utilisation de pesticides interdits au niveau international.

7 avril, des habitants de Mansouriyeh, Aïn Saadeh, Aïn Nejm, Beit Mery, Aylout, Daychouniyeh (district de Metn, gouvernorat du Mont Liban) manifestent au carrefour de l'église Sainte Thérèse, près du pylône n°11, en présence du député Elias Hankach pour s'opposer à la prolongation des lignes à haute tension.

11 avril, des habitants d'Al Boudha, Houch Ismaïl et Houch Seyyid Ali (district d'Hermel, gouvernorat de la Bekaa) manifestent contre un projet de station d'épuration à proximité des villages. 17 avril, des propriétaires de carrières d'Ersal (district de Baalbeck, gouvernorat de la Bekaa) bloquent la route menant à Labweh avec des camions et érigent des tentes pour protester contre l'interdiction qui leur est faite de transporter leur marchandise suite à une décision du

ministère de l'intérieur et des municipalités du 17 mars, en application de la loi sur les carrières et les sablières. 8 juillet, ils manifestent et bloquent la route au niveau de Drous à l'entrée de Baalbeck.

1^{er} mai, des activistes de la société civile manifestent devant le conseil des ministres contre la décision du conseil d'accorder une prolongation de trois mois à l'activité des carrières un mois après la décision du ministre de l'Environnement qui avait considéré toutes les licences octroyées illégales.

4 mai, le comité de protection du fleuve Assi manifeste devant le dépôt de déchets d'Al Fakiha Al Jadida. 9 juin, le président des maires et la société civile manifestent devant le dépôt d'ordures de Ras Baalbeck (Bekaa nord) pour exiger le transfert des décharges de Ras Baalbeck et Al Fakiha qui menacent la source de l'Assi et la nappe phréatique.

10 mai, des habitants d'Aïn Al Mraïseh manifestent place Jamal Abdelnasser contre le projet d'extension de la corniche de la municipalité de Beyrouth, pour la préservation de la plage et la mise de ces moyens au service des eaux usées.

11 mai, des habitants bloquent l'entrée de Saraine Altahta (gouvernorat de la Bekaa) pour protester contre les coupures d'eau dans les villages de Sariine Altahta, Saraine Alfawqa et Beni Chiit.

12 mai, la société civile de Tripoli et des membres du conseil municipal manifestent contre le projet de dépôt d'ordures de Bkeftine (région de Koura, gouvernorat du Nord Liban).

13 mai, des jeunes de Harouf (gouvernorat de Nabatieh) manifestent contre l'amoncellement de déchets dans les rues.

13 juillet :

- des jeunes de Toul (gouvernorat de Nabatieh) manifestent contre la pollution émise par le brûlage de pneus de nuit par le propriétaire d'un générateur et l'amoncellement des déchets. Ils réclament une station de drainage des eaux pluviales et un conseil municipal à Toul.

- des habitants de Tayr Debbah (district de Tyr, gouvernorat du Sud Liban) bloquent l'entrée de la décharge pour dénoncer la pollution, masqués et avec des pancartes : « Stop au massacre environnemental à Tayr Debbah ».

24 juillet, des conducteurs de camions publics bloquent la route à Mahmra (district d'Akkar, gouvernorat du Nord) dans les deux sens pour protester contre la décision du ministre de l'Intérieur et de l'Environnement d'arrêter le transport des pierres et du sable en provenance des carrières d'Hermel et du Nord.

16 août, des habitants de Deir Ammar (gouvernorat du Nord Liban) manifestent devant l'usine thermique pour exiger du courant et dénoncer la pollution. Ils érigent une tente à l'entrée de l'usine. Grande présence de l'armée. Les 27 et 28, ils bloquent la route Tripoli/Akkar pour protester contre les coupures de courant.

29 septembre :

- des habitants d'Ansar Sud et de Sinai (district de Nabatieh, gouvernorat du Sud Liban) manifestent sur la route Ansar/Douir contre une décision ministérielle de rouvrir la décharge de Safour fermée à cause des oppositions.

- des habitants manifestent au rond point d'Abdeh, à l'entrée du gouvernorat d'Akkar, pour l'emploi et contre la réouverture de l'aéroport de Qlayaat.

6 octobre, des habitants de la région de Khorub manifestent à l'entrée de la carrière de Jiyeh à Asir-Dahr El Meghara, destinée à devenir une décharge, à l'appel de la commission de coordination des habitants de la région, en présence de partis politiques. Pancartes : « La santé de nos enfants

d'abord », « Le poison des usines nous suffit ».

9 octobre, des habitants et des militants manifestent au centre de Nabatieh (gouvernorat du Sud Liban) bloquent la rue avec les ordures non ramassées pour exiger leur collecte.

11 octobre, des habitants du quartier Sakran et de Jebshit (gouvernorat du Sud Liban) manifestent contre la réouverture de la décharge de Sakran à Harouf à 200 m d'une école et 100 m d'une source.

18 octobre, des habitants de Minieh (gouvernorat du Nord Liban) manifestent devant le siège de la municipalité contre la corruption, la pollution, les impôts.

19 octobre, poursuite du mouvement de contestation du pouvoir et des politiques au Liban, avec comme moteur les questions des ordures, de l'électricité et de l'eau. Les manifestants organisent des groupes chargés du nettoyage des rues après les manifestations dans les villes.

7 novembre, des habitants de Zouk Mikael (district de Kesrouan, gouvernorat du Mont Liban) et les étudiants manifestent contre la pollution dégagée par la centrale électrique entraînant des cancers, et les coupures d'électricité. Le 17, les étudiants manifestent à nouveau.

- des étudiants des écoles de Jounieh manifestent devant la centrale de Zouk Mosbeh (district de Kesrouan), décriée pour sa pollution.

10 novembre, des étudiants de Akkar et des villages riverains de la décharge de Srar manifestent à Halba contre les nuisances de cette dernière, exigent des emplois, le droit pour les femmes à transmettre leur nationalité à leurs enfants.

11 novembre, cortège sur la mer de barques de pêches à Saïda (gouvernorat du Sud Liban) pour exiger la sécurité sociale pour les pêcheurs, la préservation des richesses halieutiques et les revendications du hirak libanais.

17 novembre, le mouvement révolutionnaire manifeste devant la centrale électrique de Jiyeh (district du Chouf) pour dénoncer la corruption et la pollution.

18 novembre, des habitants de Tripoli manifestent devant l'union des municipalités de Fiha pour protester contre la montagne d'ordures de Tripoli.

2 décembre, des militants du Rassemblement National d'Akkar et de « On ne veut pas de ces ordures » manifeste à la cascade de Ayoun Samak pour protester contre l'arrêt de la pose d'un grille devant retenir les déchets du fleuve pour les empêcher de se déverser dans le lac, alors qu'ils venaient de nettoyer la zone.

7 décembre, des habitants de la zone manifestent devant la cimenterie de Siblino (région de Khorub, gouvernorat du Mont Liban) pour dénoncer les cancers dus à la pollution.

21 décembre, des militants de Tyr et Saïda manifestent devant l'Électricité du Liban pour exiger l'alimentation en électricité.

LIBYE 2018

19 février, le mouvement du « 19 février contre la corruption » manifeste devant le siège du conseil de Tripoli, contre la corruption et la dignité des citoyens.

3 mars, nouvelle manifestation au même endroit. les manifestants arborent des drapeaux blancs (pacifistes), des bouteilles vides pour protester contre leur marginalisation, et d'autres des bouteilles

en plastique venues des centres de recyclage, pour montrer de quoi ils vivent. Ils dénoncent les détenteurs de sièges et exigent l'intervention du délégué général.

18 juillet, des habitants de Tripoli bloquent les routes, brûlent des pneus pour protester contre l'absence d'électricité, les amoncellements d'ordures, l'absence de services et de liquidités et l'insécurité. Le conseil municipal leur conseille de manifester pacifiquement et en appelle à Ghassan Salamé, l'émissaire de l'ONU pour la Libye par communiqué.

4 mars, Hassan Mohamed Al Hadi, un propriétaire de 6 ha de terres, ferme une soupape du pipeline du champ pétrolifère Al Sharara (Zintan) qui passe sur ses terres et les pollue. Il l'avait déjà fermé l'année passée mais la pollution a continué. Le champ est à l'arrêt.

1^{er} avril, les employés de la société des eaux et de l'assainissement de Tobrouk entrent en grève pour les salaires en retard de quatre mois, l'absence de sécurité et d'hygiène qui les expose à des dangers, dénoncent l'incapacité du pouvoir à empêcher les citoyens de se brancher de façon illégale sur le réseau d'eau pour la revendre illégalement, ce qui les empêche de travailler et l'absence de syndicat à même de les défendre.

9 avril, le mouvement Le Cri du Sud manifeste avec les habitants de la région sud, des représentants de la société civile, des directeurs d'administrations et l'Union féminine du Sud place de la Qalaa à Sebha, pour exiger du parlement de Tobruk l'état d'urgence et la résolution des problèmes de survie et de sécurité dans la région et il menace de couper l'eau, le gaz et le pétrole qui viennent de leur région et sont acheminés vers les autres régions.

17 avril :

- Des habitants de Mahdia, à Sebha, manifestent contre l'état désastreux du système d'égouts, l'absence d'eau potable, la prolifération de déchets dans les rues et la dégradation de la situation sécuritaire. Ils exigent la résolution de ces problèmes par la chambre des députés du sud et le conseil de la présidence.
- Des habitants du quartier Chaabia à Toukrah nettoient les rues envahies par les déversements des égouts, suite à l'échec des autorités à résoudre le problème, et aux maladies de peau qui affectent les enfants.

20 mai :

- des habitants de Darna manifestent contre le blocus qui les prive d'électricité, le manque de carburants, le manque d'eau et les déchets qui s'amoncellent et les mettent en danger.
- des jeunes de Mrada (400 km au sud ouest de Benghazi) ferment l'accès aux champs pétrolifères pour protester contre la fermeture de la station de dessalement de l'eau, la marginalisation de la ville, l'absence de médecin.

Août, le comité d'urgence de Zouara, des pêcheurs et des volontaires de l'association Bado nettoient l'île de Farwa et éliminent avec une excavatrice la digue reliant l'île au continent, construite sous Kadhafi, pour protéger le milieu marin et la faune sauvage.

2 août, des habitants d'Azizia (Jeffara) manifestent pour des services, de l'eau, contre le manque de liquidités et la cherté des prix.

3 août, plusieurs jours de manifestations à Tripoli, dans les quartiers d'Al Azizia, Tajoura, Ghout Al Shaal et Dridi, pour dénoncer les coupures d'eau récurrentes dans ces quartiers et exiger la chute du régime. Slogan : « Nos terres et nos poches sont à sec, ni eau, ni santé ni sécurité, dégage ! »

6 août, des femmes d'Oum Al Hammam (Ouadi Ataba, Fezzan) manifestent pour l'eau potable.

Pancartes : « L'eau est coupée, l'essence est coupée, l'électricité est coupée, le gaz est coupé, pas de

vie sans eau ».

10 septembre, des femmes du quartier Al Andalus à Tripoli manifestent avec des pancartes : « Nous avons besoin d'eau, d'air pur, d'électricité, d'un environnement propre et d'un État avec de la sécurité » « Laissez la Libye vivre en paix ».

28 octobre des chefs de tribus du Fezzan manifestent au niveau du champ pétrolifère d'El Sharrara, pour exiger de l'eau potable et des équipements.

LIBYE 2019

9 mars, des habitants du quartier Alorouba à Ghat (Fezzan) manifestent pour des égouts et pour l'eau potable.

20 mars, enseignants et étudiants de l'Institut des professions électromécaniques de Gharyan (Al Jabal Al Gharbi) font la grève des cours, ferment l'institut et manifestent contre les ordures qui encerclent l'institut et dont les odeurs pestilentielles pénètrent les salles.

29 mars, des habitants d'Al Baza (Zliten, Murqub) manifestent et coupent la route menant à la station des eaux pluviales pour dénoncer le débordement des égouts et exiger des solutions.

16 juillet, des journalistes et travailleurs des médias manifestent à Tripoli contre la coupure d'électricité de trois jours et disent que coupures d'eau et d'électricité sont voulues pour dénoncer l'inaction du gouvernement de Tripoli.

7 août, des jeunes de Laouinat (entre Oubari et Ghat) manifestent pour l'eau et l'électricité avec des pancartes : « Population du Sud... Sommes nous Libyens ? » puisque c'est de leur région que vient l'eau, le gaz et le pétrole. Des jeunes de Ghat manifestent devant la société d'eau et d'assainissement pour exiger de l'eau et exigent le départ du directeur. Le 15, ils manifestent à nouveau.

28 septembre, hommes et garçons de Tripoli manifestent contre la prolifération de déchets à proximité d'un cours d'eau. Pancartes : « Les habitants craignent la propagation des maladies ».

MAROC 2018

30 décembre 2017, des citoyens et la coordination locale de défense de la dignité, de lutte anti corruption et de soutien au hirak de Fqih Ben Salah (région de Beni Mellal Khenifra) manifestent contre la cherté de l'eau et de l'électricité.

25 avril 2019, ils manifestent devant l'agence de distribution de l'eau et de l'électricité à cause du changement du goût de l'eau et les coupures. Pancartes : « La pollution de l'eau est un crime ».

1^{er} janvier :

- Les autorités de la province de Tinghir menacent de déloger le sit-in des riverains de Tamtatoucht du barrage de Toudgha. Le 10, les autorités expulsent hommes femmes et enfants au bout de deux mois de sit-in. Il y a onze arrestations, dont une femme, pour refus d'obtempérer. Le 11, le secrétaire général du syndicat paysan, Zayd Takrayout est arrêté.

5 février, le TPI de Ouarzazate condamne Zayd Takrayout à un an d'emprisonnement, six manifestants à 6 mois, les cinq autres à cinq mois avec sursis et tous à une amende de 2000 dirhams. 7 mars, la CA de Ouarzazate confirme les jugements avec quelques réductions de peines.

- Le comité de soutien aux familles des détenus de la révolte de la soif à Zagora manifeste contre la condamnation à deux ans d'emprisonnement ferme d'Oussama Laghlid, lycéen, par la CA de Ouarzazate alors qu'il avait été condamné à trois mois par le TPI.

3 novembre, la chambre criminelle de la CA de Ouarzazate condamne Radouane Touil à cinq années d'emprisonnement ferme, à la suite de sa participation aux émeutes de la soif de Zagora de 2017. Il est accusé d'entrave à la circulation, d'incendie volontaire, d'avoir déposé une charge explosive sur la voie publique et de participation à des manifestations non autorisées, d'atteinte aux forces dépositaires de l'ordre public et d'avoir porté atteinte aux biens d'autrui. Sa sœur affirme qu'il n'était pas présent le 8 octobre, le jour de l'incendie.

2 janvier, des habitants de Zaouiyat Bahloul, Shams, Larouine, Ashouirou (commune de Mzoudia, province de Chichawa) manifestent de Taounate contre la pollution et les préjudices (bruit, poussière, pertes d'oliviers et de vignes) occasionnés par les carrières de sable de Ciments du Maroc au niveau de l'oued Boulkras. Le 24, nouvelle manifestation à la manière d'une marche verte : convoi de voitures avec drapeaux du Maroc.

3 février ils manifestent devant le TPI d'Imintanoute qui condamne les opposants à la carrière à de lourdes amendes en raison des préjudices occasionnés quotidiennement du fait du non fonctionnement de la carrière. Ils informent le président de la région de Chichawa qu'ils manifesteront devant le TPI d'Imintanoute le 26 février.

4 janvier, des habitants de Zerarda (banlieue de Taza) manifestent contre la soif, car l'eau est salée, alors que le village n'est pas loin du barrage de Bab Alwata et pour des équipements de santé, présence d'enfants, drapeau amazigh.

5 janvier, la population de Jerada a élaboré un cahier de revendications en termes d'environnement, pour les femmes, les enfants, la culture, le logement, infrastructures, l'emploi, la santé, l'enseignement, l'agriculture. Le 19, grève générale pour exiger des mesures concrètes. Le 24, mise en vente de maisons pour montrer qu'elles ne valent rien. Le 25, manifestation au quartier F1. Le 26, manifestation vers le cimetière avec 43 cercueils en mémoire des 43 personnes mortes dans les « descenderies » depuis 2000. Le 27, débats par quartiers. 2 mars, après le refus par les habitants des propositions gouvernementales, le mouvement reprend : manifestation devant la municipalité. Ils exigent notamment une baisse immédiate des montants des factures d'eau et d'électricité.

Le 11, marche en direction d'Al Ayoun à 50 km de Jerada, trois arrestations et une manifestation devant le poste de police de la ville. Le 12, grève générale à Jerada. Arrestation de 5 militants. Le 14, intervention des forces de l'ordre contre la manifestation interdite. Après deux mois de résistance à Jerada où les habitants luttent pour des équipements allant de l'eau potable aux hôpitaux, des emplois et une alternative économique les mettant à l'abri des travaux dangereux, les forces de répression pourchassent les manifestants et assiègent la ville. Arrestation de plus de quarante militants. Le mouvement est soutenu par la section locale de l'AMDH. Le PJD, l'Istilqlal, le PPS, l'USFP et le PAM se félicitent du dialogue et des propositions gouvernementales.

12 juin, le ministère de l'Énergie, des Mines et du Développement durable délivre des licences d'exploitation du charbon à cinq sociétés et une coopérative.

9 novembre, le TPI d'Oujda condamne neuf personnes à cinq ans et à trois ans. Le 16, la CA d'Oujda condamne 16 personnes à des peines d'emprisonnement allant de deux mois à cinq ans.

13 Janvier 2019, manifestation de la société civile d'Oujda et de l'Oriental devant la prison locale d'Oujda pour exiger la libération immédiate des prisonniers du hirak de Jerada, ces derniers n'ayant pu suivre leurs études et ont fait des grèves de la faim. Le 17, le TPI de Oujda condamne 18 manifestants à des peines de 2 à 4 ans et un seul avec sursis. Le 18, la CA d'Oujda condamne en première instance dix sept autres personnes à des peines de deux à quatre ans d'emprisonnement.

24 août 2019, les prisonniers sont graciés à l'occasion de l'Aïd El Fitr. Ils créent la coordination des détenus de Jerada, qui combat pour le développement ; ils appellent à la libération des prisonniers

d'opinion, dont ceux du hirak du Rif. 22 septembre, rencontre entre les ex-détenus et la population.

5 janvier, caravane « Tilili » (Liberté) organisée pendant trois jours par le comité de soutien au Hirak à Casablanca et le MSV 96 d'Imider, de Casablanca, slogan : « Ensemble pour les prisonniers de la dignité » pour célébrer la libération des trois derniers prisonniers politiques d'Imider en décembre et pour aborder la question des prisonniers politiques.

11 janvier :

- Manifestation à Tendirara (Figuig, région de l'Oriental) de jeunes suite au décès d'un élève percuté par un camion, pour protester contre le retard des secours. Affrontements avec les forces de l'ordre et interpellation de sept manifestants de 18 à 29 ans. Le 15, ils sont présentés au parquet. La localité est en grève (commerces, taxis). Malgré une tentative de conciliation des autorités, les familles des manifestants envisagent un sit-in pour le 16. Le 18, 7 manifestants sont condamnés à six mois d'emprisonnement ferme et un à trois mois par le TPI de Bouarfa. Entre temps, deux autres manifestants sont arrêtés. Le 19, une manifestation est prévue après la prière.

- A Outat El Haj (province de Boulemane) plusieurs jours de manifestations suite à un décès du à une collision entre la charrette du vendeur ambulancier et des blocs laissés par un chantier de travaux publics.

13 janvier, des habitants de Ouled Nifaoui (commune de Dar Oulad Zidouh, province de Fqih Ben Salah) et des habitants d'Ouled Kichou font un sit-in illimité en raison des odeurs pestilentielles et les maladies dues à un cours d'eau où se déversent les rejets non traités d'une entreprise de Oulad Ayad, à 11 km d'Ouled Nifaoui. Ils bouchent la rivière avec des sacs. Au bout de neuf jours, les autorités n'étaient pas parvenues à faire lever le sit-in.

14 janvier, des habitants de Tinzouline (Zagora, région de Draa-Tafilalet) manifestent contre l'épidémie de leishmaniose dans leur ville et à Bouzeroual, exigent un hôpital militaire provisoire et le départ du gouvernement Othmani.

21 janvier, des habitants d'Oulmes (province de Khemisset) manifestent pour l'eau potable, rare parce que captée par la Société des Eaux Minérales d'Oulmes, dont la DG est Miriem Ben Salah, présidente de la CGEM. Ils exigent aussi d'être employés dans la société qui ne recruterait que 20 % de locaux.

20 avril, campagne de boycott de trois produits de consommation, dont l'eau minérale « Sidi Ali » (70 % du marché des eaux minérales marocaines), captée à Tarmilat (centre d'Oulmes). L'eau minérale et l'eau gazeuse Oulmes sont détenues par la holding Oulmarkom de la famille Ben Salah, propriétaire de la société d'assurances Atlanta, d'une compagnie d'avions à bas coûts et autres sociétés (industrie, foncier, équipements ménagers). La population de Tarmilat souffre de soif, coupures d'eau potable, qui dépend de l'ONEP, sans intermédiaire, tandis que 150 camions d'eau quittent tous les jours la région. Les sources d'Oulmes sont inaccessibles et celles de Sidi Ali entourées par les grillages de la société. L'eau d'Oulmes est acheminée par tubes. La compagnie Sidi Ali a acheté les terres environnantes pour forer des puits, puiser l'eau et les relier à l'usine, d'autres puits sont loués à la population.

9 mai, la société Sidi Ali dit qu'elle paye des impôts à la commune d'Oulmes et produit les chiffres, qu'elle est pourvoyeuse d'emplois (2010 employés et 7900 emplois indirects).

27 janvier : 600 habitants de Ouled Yahya Lgraire (province de Zagora) signent un cahier de revendications dont l'eau potable, l'éclairage, un marché hebdomadaire, des aides pour les veuf(ve)s, des transports scolaires, etc., 19 février, les autorités de Zagora interdisent la marche des habitants (46 km). Le 21, procès de Khaled Abazek, considéré comme meneur du mouvement, devant le TPI de Zagora, repoussé au 7 mars.

30 janvier, des habitants de Aït Hmad (région de Tiznit) manifestent devant le siège de la municipalité contre la marginalisation. Ils revendiquent l'eau potable. Banderoles avec effigie du roi et drapeau national : « La population de Aït Hmad revendique une réponse urgente à nos revendications économiques sociales et de développement », « La population de Tiznit revendique son droit à la caisse de développement rural », « Alimentation en eau potable », « Un pont sur l'oued Oulga », « Un chemin régional entre Aït Hmad et Sebt Aït Milk ».

10 février, des habitants de Aït Hami, Aït Ali ou Aïssa, Aït Jaber, Aharirn, Aït Ichou (commune d'Aghbalat Naït Sakhman, province de Beni Melal) marchent vers la mairie de Khenifra pour exiger la rupture de l'isolement du aux chutes de neige, routes impraticables, écoles fermées, pas d'accès au marché hebdomadaire, ni au centre de santé.

17 février, des habitants du quartier Nasr de Larache (province de Tanger/Tétouan/Hoceïma) bloquent les camions de la société Euro Logistique, spécialisée dans la liquéfaction de l'asphalte pour protester contre les nuisances environnementales. La veille, les manifestants ont été empêchés de s'approcher de l'entreprise.

22 février, en dépit des manifestations des habitants d'Hay Riad à Rabat, soutenus par des conseillers de la FGD au conseil municipal, Rabat Aménagement dont le Conseil municipal de Rabat détient 30% du capital reprend l'abattage des arbres restants de la zone.

26 février, des habitants de Ksar Ghazouane (commune de Talsint, province de Figuig) manifestent à l'appel de la Coordination locale de défense de l'eau potable des tribus de Ghazouane à Talsint pendant une semaine contre le forage réalisé par l'ONEP sur leur sol d'un puits destiné à alimenter en eau Talsint et qui aura pour effet de les assoiffer.

14 mars, dispersion par la force du sit-in à Ouled Si Belghit (commune de Ouled Bourahmoune, province de Fqih Ben Salah). Les manifestants protestent depuis un an devant une unité de production de dindes et ont érigé des barricades. Des personnes ont été interpellées pour s'être opposées à l'exécution de la décision de justice. Le 15, remise en liberté de douze manifestants. 5 sont gardés à vue pour être présentés au tribunal de Beni Mellal le 16. Soutien de l' AMDH.

20 mars, des habitants de Ksar Amgan (commune d'Alnif, province de Tinghir) manifestent pour l'eau potable absente depuis six ans et exigent des forages. Le maire dit qu'il ne peut rien mais qu'ils seront approvisionnés par camions citernes. Les habitants doivent faire 30 km pour accéder à l'eau.

21 mars, des habitants de Jbabra (banlieue de Ba Mohamad, province de Taounate) manifestent en se dirigeant vers la municipalité pour l'eau potable, une école, des institutions de santé et la fin de l'isolement devant le siège de la mairie.

23 mars, manifestation organisée par la coordination de Khenifra contre la hogra, à Aguelmous, contre la pollution, la marginalisation, la hogra, le chômage.

24 mars : des habitants de Ghafsai (province de Taounate) manifestent pour le troisième jour d'affilée devant l'ONEP pour exiger de l'eau potable. Soutien de l'AMDH.

28 mars, des habitants de Kaddour et Oulad Ahmad (Ahdil, commune de Chichaoua, région de Marrakech Safi) manifestent devant le siège de la commune pour exiger de l'eau potable.

8 avril, des habitants de FaIdja (commune de Tarnana) font une marche vers Rabat, pour protester contre le canal d'eau potable à partir de trois puits, réalisé par l'ONEP pour alimenter Zagora en eau, ce qui aura une incidence sur leur rendement de pastèques. La gendarmerie royale dans la région de Fata Zakait, dans la banlieue de Tata, entrave leur progression ; le chef de Zagora

demande un dialogue et souligne que le projet sera accompli par la force.

13 avril, des habitants de Zaouit Darb et Amardoul (commune de Tinzouline, banlieue de Zagora) choisissent de ne plus payer les factures d'eau, celle-ci n'étant plus potable et contestent la légitimité de l'association qui les ravitaille en eau.

30 avril, des habitants d'Ahdil (province de Chichaoua) marchent en direction de Marrakech pour protester contre les carrières de pierres dans leur région et manifestent devant le siège du gouvernorat.

4 mai, manifestation d'habitants de Tiddas (province de Khemissat) contre leur exclusion de l'emploi dans les travaux du barrage et la privation de leurs terres.

7 mai, manifestation de femmes de Tazghart, qui commencent une marche à pied de 26 km en direction de Boudnib (province d'Errachidia) pour rappeler que les autorités n'ont pas répondu à leurs demandes de compensation de leurs terres saisies pour construire un barrage. Les forces de l'ordre interviennent pour les empêcher de continuer la marche et une escalade, et leur promettent une négociation le 8 mai.

8 mai, Yahya Ettouby, technicien supérieur au ministère de l'Environnement en France, originaire de Khalfala, reçoit une réponse du CNDH après qu'il eut déposé une première plainte en 2017 à la préfecture de Taounate contre la pollution engendrée par les activités illégales de l'huilerie Al Baraka depuis 2011 et dont les rejets polluent la terre et la nappe phréatique. L'huilerie appartient à Mohamed El Bouzaidi El Idrissi et est gérée par ses fils Rachid et Abdallah, lequel est député PPS de la circonscription Taounate-Tissa et membre de la commission de justice, de législation et des droits de l'homme. La société a fait l'objet d'un ordre de fermeture le 23 décembre 2011.

9 mai, des habitants de Tidsi Nissendalene (province de Taroudant) manifestent devant le TPI de Taroudant pour protester contre l'arrestation de quatre personnes accusées d'avoir empêché l'activité d'une société. Les habitants d'Imouslik avaient manifesté contre une usine de ciment Lafarge qui avait spolié des terres pour assurer le passage entre la carrière et la cimenterie. Soutien de la section locale de l'AMDH. l'audience est reportée au 16 mai.

14 mai, marche contre l'exploitation de la carrière de sable de Beddouza (province de Safi). 12 juin, ils font un sit-in. Les forces de l'ordre dispersent violemment le sit-in et revendiquent 13 blessés dans leurs rangs.

20 mai, à Awled Zekri, Awled Mbarek, Alghorban (communes d'Elgourani et de Labkhati, province de Safi) affrontements violents entre éleveurs nomades et les résidents. La confrontation est intervenue suite à une manifestation contre ce qu'ils appellent un « balayage » des pasteurs en provenance des provinces du sud des zones cultivées et l'intrusion dans les propriétés citoyens. Les pasteurs auraient détruit les cultures et mis le feu avec l'utilisation de véhicules, d'armes blanches et des matraques.

5 et 6 juin, intervention des forces de l'ordre pour déloger les habitants du camp de Douar Ouled Dlim à Rabat, qui ont construit des habitations de fortune à côté de leurs terres expulsées en 2014, des terres collectives. Les ministères de l'Intérieur et de l'Habitat ont signé en 2003 un protocole d'accord pour le rachat de ces terres dans le but d'y construire, ce qui est impossible tant que les familles y vivent, d'où les accrochages permanents. Deux femmes conduites aux urgences, des hommes interpellés puis relâchés sans charge.

11 juin, des habitants de l'avenue de l'hôpital Hassani à Nadhor manifestent contre les taxis clandestins qui se garent n'importe où, polluent et importunent les passants.

23 juin, des habitants (hommes femmes et enfants) de Alqouasma et Al Moussaouia (Sidi Moussa Al Majdoub, Sidi Moussa Ben Ali et Beni Yakhlef, commune de Mohammedia) manifestent sur la route Mohammedia/Fedalat puis se dirigent vers Mohammedia à pied avec des bouteilles vides.

19 août, des habitants de Al Gouasmia et d'Al Moussawiya marchent à pied pour exiger de l'eau potable. 20 mars 2019, l'association La Vie et l'Environnement porte en justice le détournement à son profit d'eau potable par un entrepreneur qui faisait augmenter les factures d'eau de façon exorbitante aux habitants d'Al Hajala. Le 24, les habitants manifestent en présence de la section de Mohammedia de l'AMDH et des associations de Sidi Moussa Al Mejdoub, Mohammedia, Beni Yekhlef, pour faire appliquer la loi.

27 juin, des composantes de la société civile d'Alnif (province de Tinghir) dénoncent les coupures d'eau potables à Alnif et dans les villages voisins.

2 juillet, des habitants de Tamlalt (province de Kalaa des Sgharna) manifestent contre la pollution due à une huilerie au centre ville, émettant des fumées ayant entraîné allergies et maladies cutanées. 17 février 2019, ils manifestent devant l'huilerie. « Tamlalt est en danger », « Travailleur, responsable, ce n'est pas raisonnable », « Nos enfants tombent malades ». Soutien de l'AMDH.

4 juillet, des militants de défense du patrimoine et l'AMDH manifestent devant le siège de la régie autonome de distribution de l'eau et de l'électricité de Taza contre la construction d'un réservoir d'eau sur un site historique.

6 juillet, des habitants d'Aïn Chkef (province de Moulay Yaacoub) envahissent la mairie pour réclamer de l'eau potable.

11 juillet, des habitants de Talsint (province de Figuig) manifestent pour l'eau potable et dénoncent l'inertie de la municipalité. Le 27, ils manifestent pour l'eau potable sur la place centrale encerclés par les forces de l'ordre. 10 août, hommes, femmes et enfants font la grève générale en brandissant des bouteilles vides. Les commerces ferment. Le 12, des manifestants sont convoqués à la gendarmerie de Bouarfa, ce qui déclenche un nouveau mouvement de protestation.

18 juillet, des habitants de Ouaouizeght (province d'Azilal) manifestent contre les coupures d'eau et d'électricité dans les rues de la ville jusqu'au siège de l'ONEE.

19 juillet, des habitants de Akharchich et Menata (municipalité de Zoumi, province de Ouezzane) marchent sur Ouezzane pour protester contre l'agression de deux jeunes par les forces de sécurité, qui avaient manifesté contre l'accaparement de l'eau par les producteurs de cannabis.

25 juillet, des habitants de Douar Anfeg (commune d'Fourar, province d'Azilal) manifestent pour exiger de l'eau potable.

3 août, ils manifestent pour l'eau potable, la résolution de la question des déchets, la construction de deux classes et coupent la route menant au dépôt d'ordures d'Azilal. Le 8, ils manifestent avec du bétail pour l'eau potable Le 24, ils manifestent à nouveau.

Mars 2019, ils manifestent à dos d'âne. 13 mai, hommes, femmes et enfants marchent en direction de la daïra pour protester contre les coupures d'eau.

29 juillet, des habitants du quartier Laayoun à Tan Tan manifestent plusieurs jours pour l'eau potable.

31 juillet, des habitants d'Anza à Agadir manifestent contre la pollution industrielle (conserveries de poissons) de l'air en présence de composantes de la société civile. Hommes femmes enfants, porteurs de masques de protection.

11 août, les partis de l'Istiqlal, l'Union Socialiste, Justice et développement, Progrès et Socialisme, Rassemblement National des Libres, exigent que la population d'Anza soit protégés de la pollution industrielle.

2 août :

- Des habitants de Sidi Laaroussi (province d'Assaouira) annoncent qu'ils manifesteront le 6 août à Talmest pour l'eau potable.
- Des habitants de Ouled Boureyyes, Labrarcha, Ouled Legnaoui (village de Mikkes, province de Moulay Sidi Yaakoub) vont à dos d'âne avec bouteilles vides, drapeaux nationaux et portraits royaux vers la municipalité pour exiger de l'eau.

8 août, des habitants de Tamlalt (province de Kalaa des Sgharna) manifestent pour l'eau potable. 7 septembre, ils manifestent à nouveau.

14 août, des femmes et des enfants de Talazat (commune de Bine El Ouidane, province d'Azilal) font une marche de plus de 30 km pour rallier Azilal pour exiger de l'eau potable.

17 août, dix-sept associations de quartier à Martil (préfecture de Mdiq-Fnidek, province de Tetouan) portent plainte auprès du procureur général de la CA de Tétouan contre la société Amendis chargée de la gestion de l'assainissement des eaux usées contre la pollution de l'Oued Martil dans le quartier Dizra. Le parquet ouvre une enquête sur la pollution du lac nommé Oued Martil.

22 août, des habitants de Ksar El Kebir (province de Larache) manifestent devant le siège de la RADEEL, suspendent des peaux de moutons de l'Aïd sur les murs et exigent le départ de la Radeel, qu'ils accusent de malversations. La mairie se solidarise des protestataires et impute toute la responsabilité à la RADEEL.

28 août :

- des assemblées de Sidi Abdellah El Bouchouari (province de Chtouka-Aït Baha) manifestent pour l'eau devant le siège de la commune, ainsi que pour des structures de santé, des routes, l'absence de transparence sur les attributions de fonds publics et exigent des poursuites contre les responsables.
- des habitants de Lahri (commune de Tassegdelt, province de Chtouka Ait Baha) manifestent pour l'eau potable coupée depuis sept ans.

31 août, des habitants du quartier Hamria à Guercif (région de l'Oriental) manifestent devant le siège de la région avec des tracteurs pleins de jerricans pour protester contre la fermeture des puits, décidée par les autorités en raison de leur pollution. 2 septembre ils manifestent encore. Le 5, ils marchent en direction de la municipalité pour exiger de l'eau potable. Une commission de concertation est créée. 22 décembre, ils manifestent devant la mairie. 1

5 juillet 2019, ils manifestent avec des bidons vides. Les 8 robinets publics ne suffisant pas pour les 35 000 habitants.

4 septembre, des habitants de Tagiout (commune de Tanant, province d'Azilal) manifestent devant la mairie pour réclamer de l'eau et des routes.

8 septembre, environ 250 habitants de Dkhissa (préfecture de Fes) hommes, femmes, enfants, marchent en direction de Fès pour exiger l'eau et l'électricité, des routes bitumées. La marche est interrompue au niveau de Aïn Atrous (banlieue de Meknès) par l'intervention du SG de la mairie de Meknès qui leur promet que leurs revendications seront satisfaites dans les six mois.

18 septembre, des jeunes de Timoulilte (province d'Azilal) marchent en direction du gouvernorat de la région pour exiger de l'eau, de l'électricité, des stades.

22 septembre, des employés des stations d'eau, des barrages du ministère de l'Équipement, manifestent devant la direction régionale d'Azilal, pour leur salaires et la reconnaissance de leur travail lors des sécheresses ou inondations.

25 septembre, des habitants du quartier de Al Batha à Maarif (Casablanca) manifestent contre le président de l'arrondissement, en raison de l'abattage des seuls arbres du quartier. Ils exigent d'être associés aux décisions.

27 septembre, des habitants de Ben Taieb (province de Driouche) manifestent devant la mairie contre les coupures d'eau depuis des mois.

5 octobre, des habitants d'Assilah (préfecture de Tanger Assilah) manifestent comme tous les vendredis depuis un mois contre la pollution due à l'incinération des déchets à proximité des habitations.

11 octobre, des habitants de Had Soualem (province de Berrechid) manifestent contre la pollution due à une usine de goudron. Hommes, femmes et enfants dénoncent devant la municipalité le non-respect du cahier des charges.

10 novembre, ils menacent de revenir à la charge puisque l'usine travaille toujours, selon la coordination locale de la société civile.

25 décembre, face au mutisme des autorités, ils marchent de Had Soualem à Berrechid avec des slogans exigeant la fermeture de l'usine, soutenus par la société civile. Ils font porter la responsabilité au maire de Berrechid. 16 mars 2019, manifestation des habitants devant la municipalité pour exiger la fermeture de l'entreprise. Le 29, Les associations de la société civile écrivent au roi.

18 octobre :

- des habitants des villages de Aït Imour (commune de Souihla, préfecture de Marrakech) manifestent contre une autorisation accordée à une entreprise d'extraction de matériaux de bâtiments dans une zone proche de l'Oued N'fiss, qui va menacer l'irrigation des terres agricoles.
- Des habitants et la société civile manifestent à Casablanca avec des masques devant la bouche pour protester contre le dépôt d'ordures de Mediouna (montagne de 45 m de déchets calcinés). Des citoyens investissent la réunion du conseil de la ville pour interpeller le maire et les élus.

23 octobre, des habitants de Si Abbas (commune de Safi) manifestent pour dénoncer la situation du réseau d'égouts après qu'un enfant tombé dans un égout ait décédé à l'hôpital Mohammed 6 de Marrakech la semaine dernière. Cette situation est dénoncée par la section de l'AMDH de Safi.

29 octobre, des habitants de Alwirat, Ouled Rahou, Lmaatla, Bounaka, Souihat Bouhadade, Al Rubaa et Radouani (province d'Al Rahmania) adressent une pétition à la région de Marrakech Safi pour dénoncer un projet privé d'unité de production d'œufs, porté par un député du PAM, en raison des dommages environnementaux pour leurs villages.

10 novembre, lors des funérailles d'une élève percutée par une voiture, des habitants de Challalat (commune de Mohammadia) manifestent contre la route de la mort et exigent sa réfection.

12 novembre, une manifestation est appelée à Agadir par la société civile, devant le siège de la région de Souss/Massa, pour protester contre le silence officiel face aux crimes environnementaux sur la côte (forages, trous).

23 novembre, l'association Dar B'Na et le GOMAC organisent un rassemblement pour faire connaître la Daya de Dar Bouazza (Casablanca), dernière zone humide de la région, alimentée par des sources d'eau douce, aujourd'hui asséchée et saccagée, et menacée d'achat par un privé.

25 novembre, des habitants de Tanger exigent l'intervention des autorités pour faire la vérité sur la qualité de l'eau après que des rumeurs aient circulé sur le mélange de l'eau potable avec celle du fleuve. Amendis dément. Le maire (PJD) se range du côté d'Amendis. 28 septembre 2019, des habitants coupent l'électricité pendant deux heures pour protester contre les montants des factures d'Amendis, la société de distribution d'eau et d'électricité.

19 décembre, des centaines d'élèves de l'école Bni Mrin du quartier Qods de Taza et leurs parents manifestent contre les gaz toxiques qui intoxiquent des élèves et pointent du doigt une entreprise d'embouteillage de gaz dans le quartier.

MAROC 2019

10 janvier, des habitants de Aït Hadi (province de Chichaoua) marchent sur la RN8 pour exiger l'arrêt de la culture de la pastèque qui les prive d'eau, notamment de la source d'Aïn Abaynou. La manifestation est dispersée par la gendarmerie.

18 janvier, des habitants du lotissement Iqama Alzerka à Harhoura (commune de Temara, province de Skhirate) manifestent contre l'autorisation donnée à un investisseur immobilier de déverser l'eau non traitée directement dans la mer au niveau de la plage du Val d'or.

30 janvier, des habitants d'Aït Lahcen (commune d'Imi N'Oulaoune, région de Ouarzazate) manifestent devant la mairie pour exiger de l'eau potable.

6 février, des habitants des quartiers Al Amal, Al Farah, Al Hosni et Al Chukrin et plusieurs associations manifestent devant la mairie de Chichaoua puis marchent devant le siège de la province pour exiger que le projet d'une unité de traitement de déchets ne soit pas réalisé à proximité de la ville. Le 21, le conseil municipal refuse le projet.

9 février, des habitants d'Ifri Oushar à Bouizarzaren (ville de Nadhor), manifestent pour exiger des égouts et le ramassage des ordures. Hommes et garçons portent des pancartes : « Stop à la marginalisation », « Les promesses, jusqu'à quand ? », « Des années de souffrance, jusqu'à quand cette négligence ? »

14 février, des habitants du quartier Bir Alsghir (arrondissement de Bani Makada à Tanger) manifestent pour exiger l'évacuation des eaux de pluie qui pénètrent dans les logements.

17 février :

- les victimes des animaux sauvages (sangliers...) et du surpâturage manifestent à Rabat, contre le maghzen et les discriminations envers les peuples indigènes. 2 mars, la société civile de la commune d'Aït Abdallah (circonscription de Igram, province de Taroudant) contre le surpâturage et le sanglier sauvage.

- Des sections de l'Association Nationale de Défense des Droits de l'homme de la région de Sgharna manifestent devant le siège de la direction de Bani Ameer pour protester contre la non application de la loi en ce qui concerne la fermeture ordonnée d'un pressoir d'olives dont le propriétaire a refusé de se soumettre.

21 février, à l'appel du Syndicat Démocratique des Phosphatiers, section de Hattane (banlieue de Khourigba, province de Beni Mellal), membre de la FDT, les employés de l'OCP manifestent pour exiger un médecin du travail fixe, des infirmiers, des urgences à Hattane, une ambulance 24 sur 24, des douches et une formation.

25 février, des habitants de Douar Abda (banlieue de Marrakech) manifestent contre les gaz toxiques émis par une usine de teinture utilisant des produits chimiques. 19 Mars, l'AMDH, section Menara Marrakech s'adresse au wali de Marrakech-Safi.

27 février, des habitants du quartier Allouha de Tétouan manifestent contre la pollution occasionnée par le brûlage des déchets à la décharge publique et bloquent le passage des camions poubelles.

11 mars, des habitants et des commerçants de Kassita (province de Driouch) manifestent et font une grève de deux heures pour exiger des égouts et des canalisations pour les eaux pluviales.

15 mars, des élèves du lycée Liautey à Casablanca font la grève et un sit-in dans l'enceinte du lycée contre le réchauffement climatique dans le cadre des FFF.

31 mars, des habitants du quartier Al Fath de Khouribga accrochent des panneaux « A vendre » sur leurs logements après la décision des autorités locales de transférer des locaux de ventes de poulets,- et de vendre les lieux à des promoteurs,- dans leur quartier et manifestent pour leur environnement et leur santé.

2 avril, les travailleurs du nettoyage de Casablanca manifestent devant la mairie pour exiger des hausses de salaire et des protections contre des conditions de travail mettant en péril leur santé. Ils sont organisés au sein du syndicat national des communes.

6 avril, des habitants de Ras El Oued (province de Taounate) manifestent près du pont sur l'Oued Leban qui relie Ras El Oued à Tissa pour connaître la raison de l'écroulement du pont et dénoncer leur enclavement.

7 avril, des habitants du quartier Nahda à Chichaoua protestent contre l'incurie des autorités depuis des années après la crue de l'Oued Boumia dans lequel se déversent les égouts. Les eaux infestées ont envahi la ville et menacent leur santé.

11 avril, des habitants du quartier Chaala de Nadhor manifestent pour la deuxième fois de la semaine pour exiger de l'eau potable.

14 avril, des habitants de la zone de Sidi Ouassel à Safi manifestent devant la mosquée Bel Fatmi pour dénoncer l'éclatement des tubes des égouts qui font se déverser les eaux usées dans la mosquée depuis plus d'un mois.

19 avril, des habitants d'Ouled Abbas, Ouled Laïd et Ouled Boulemane (commune de Ras Al Aïn, province d'Al Youssoufia) avertissent du danger d'écroulement du barrage d'Ouled Abbas, fissuré, inauguré en 2000 par M6. Après plusieurs inondations, ils avaient fait un sit-in et la commune avait promis des dédommagements aux personnes lésées.

5 mai, des habitants de M'hamid El Ghizlan (province de Zagora) manifestent pour l'eau potable, l'eau d'irrigation pour les fermes de l'oasis d'Aoulad Idriss.

10 mai, les riverains et la société civile exigent l'annulation de l'autorisation donnée à l'installation d'une antenne dans le quartier de Kemouche à Sefrou (région de Fes Meknès) de peur des ondes magnétiques et du bruit.

13 mai :

- des habitants de Douar Louta (commune de Bir Jdid, région de Casablanca/Settat) manifestent devant la mairie pour exiger de l'eau potable.
- des habitants et leur enfants, du quartier Fadhel de Casablanca, manifestent pour l'eau potable

devant l'arrondissement Moulay Rachid. Banderole : « Ô Prince des croyants, nos enfants ont soif ».

15 mai, des habitants de Kradeha (commune de Benmansour, province de Kénitra) coupent la route pour protester contre l'absence d'eau et d'électricité depuis deux semaines.

16 mai, des habitants de Ouled Boubker, Baabacha, Zyout et Dhar Al Harch (commune de Souk Larbaa du Gharb, province de Kénitra) manifestent devant l'ONEE pour exiger de l'électricité, les coupures depuis plus d'une semaine ayant entraîné une pénurie d'eau potable. L'intervention de la police et la résistance des habitants entraînent des blessés, évacués à l'hôpital de la ville.

17 mai, des habitants de villages de la commune d'Aguerd (province de Essaouira) et des militants de la société civile manifestent devant le siège de l'ONEP pour exiger de l'eau et l'amélioration des services de base. Slogan « Assez de soif, assez de hogra ».

19 mai, des habitants d'Assa Zag (région de Guelmim/Oued Noun) manifestent pour l'eau et d'électricité, coupées en pleine canicule.

25 mai, des habitants de Hadawa, Aït Mansour, Aït Bila Ouali, Aït Cheikh Ali et Igoudare (commune d'Aït Ourir, province d'Al Haouz) font un sit-in illimité contre les dépôts d'ordures spontanés. Les associations d'Aït Ourir refusent que Aït Ourir soit une décharge régionale et accusent la municipalité.

3 juin, des habitants de Tamalalt (région de Sous-Massa-Draa) et des associations manifestent devant le bureau national de l'eau potable et la commune pour exiger de l'eau.

8 juin, des habitants de la résidence Al Saada Wal Ihya, près de Deroua (province de Berrechid) manifestent pour exiger la suppression d'un dépôt d'ordures sauvage près des habitations.

12 juin, des habitants de Shanti et Taghilast (commune de Tancherfi, province de Taourirt) marchent à pied jusqu'à El Aïoun, avec du bétail, le drapeau et des photos du roi, pour exiger de l'eau potable.

19 juin, des habitants de Ouled Hassoun (commune de Khalifa, province de Fqih Ben Salah) marchent 15 km pour se rendre à la mairie de Fqih Ben Salah pour réclamer de l'eau potable, des équipements pour les jeunes, la remise à niveau des institutions scolaires, culturelles et de santé.

22 juin, des habitants de Si Abbas, à proximité de l'OCP au sud de Safi, manifestent de nuit contre la hogra et les promesses de la municipalité de Safi, contre le manque d'égouts, pour les transports et l'hygiène.

1^{er} juillet, des habitants de Dhar Tazemourt (Beni Abdellah, province de Hoceïma) manifestent devant le siège de la mairie avec leurs ânes et des bidons vides.

5 juillet, des habitants de Reggada manifestent à Ouled Jarrar (province de Tiznit) pour dénoncer le projet d'un dépôt de pesticides qui devrait polluer la terre, l'air et contaminer les animaux. 7 août, des habitants et la société civile manifestent devant la région de Tiznit.

10 juillet, six jours de sit-in des nomades de Tifirt Naït Hamza (province d'Azilal) pour l'accès à l'eau pour eux et leur bétail, pour la scolarisation de leurs enfants, sans aucune réponse à leurs revendications.

12 juillet, des habitants de Tanger manifestent contre les nuisances de l'antenne relais.

16 juillet, des habitants d'Anjil (province de Boulemane) manifestent jusqu'à la municipalité pour

protester contre le goût douteux de l'eau potable.

19 juillet, des habitants de Toundout (province de Ouarzazate) marchent vers la siège de la région de Ouarzazate pour réclamer de l'eau potable, après l'arrêt d'un projet devant les raccorder en 2011.

30 juillet, la société civile de Taghijjt (province de Guelmim) se mobilise contre le projet de traitement des eaux usées donnant sur une oasis vitale pour l'écosystème local.

1^{er} août, le mouvement sur la voie 96 d'Imider (province de Tinghir) initie les festivités du huitième anniversaire de l'occupation du mont Albban. 11 septembre, le mouvement annonce la levée de l'occupation du mont Albban dans les jours à venir.

6 août, des habitants de la nouvelle ville de Nadhor manifestent contre la pollution due à la décharge de leur quartier.

13 août, la section de Menara (Marrakech) de l'AMDH proteste contre la coupure d'eau à Sidi Zouine.

14 août : des habitants de Ouled Khellouf (daïra de Sahrij, province de Sagharna) manifestent devant le siège du conseil municipal pour réclamer de l'eau potable absente depuis cinq ans et décident de marcher vers Azilal.

15 août :

- des habitants de Sidi Mokhtar (province de Chichaoua) manifestent avec bouteilles vides et drapeaux nationaux pour réclamer des élus et de l'ONEE de l'eau.
- des habitants de Tassegdelt (province de Chtouka-Aït Baha) manifestent pour l'eau potable.

17 août :

- manifestation à Agadir contre les pasteurs nomades et le sanglier sauvage sous le slogan « La terre, la sécurité et le partage des terres », organisée par la coordination d'Adrar Souss, slogans en tamazight regroupant des manifestants venus de différentes régions du Maroc.

8 décembre, suite aux affrontements avec des pasteurs nomades à Tiznit, Essaouira et Sidi Ifni, ils manifestent à Casablanca contre le gouvernement.

- des habitants d'Ouled Berrejil (province de Taroudant) manifestent au centre ville contre les coupures ou l'absence d'eau.

18 août, des habitants Du quartier de Tagadirt 1 (commune d'Imintanoute, province de Chichawa) marchent jusqu'à la municipalité pour protester contre la soif.

19 août des habitants de Aït Sidi Ali, Ititaoun et Aït Ballouk manifestent à Tazarine (province de Zagora) devant le siège de l'ONEP et la municipalité pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité.

22 août, des habitants de Aïn Boucharik, Al Haddadine, Al Sakhra et Aïn Damna (commune d'Ourtzagh, province de Taounate) manifestent avec leur bétail et des bouteilles vides devant la municipalité pour exiger de l'eau potable et l'exploitation du réseau d'eau réalisé dans le cadre du projet alimentant Ghafsai en eau à partir d'une station inaugurée par le roi en 2010.

- des habitants de Bouchfaa (province de Taza) manifestent devant la municipalité pour exiger eau, électricité, collecte des déchets, réfection des routes, équipements pour les jeunes.
- manifestation pour l'eau potable devant le siège de l'ONEP d'Essaouira à l'initiative de la société civile.

25 août, 500 personnes environ de Moulay Bouazza (province de Khenifra), des patrons de café et des commerçants qui ont fermé leurs commerces, manifestent pour l'eau potable et demandent une intervention royale

- des habitants de Louggagh (commune d'Agdim, province de Midelt) marchent depuis six heures du matin en direction de Midelt, pour exiger un pont entre Assamir et Amalou pour que les enfants puissent aller à l'école, des emplois et de la farine subventionnée, celle que les femmes pétrissent étant véreuse. Les autorités bloquent la marche et promettent.

27 août, des habitants de Aït Messaoud (Tadla, région de Beni Mellal Khenifra) protestent contre la pollution des entreprises de meulage des pierres sur brosse entraînant des maladies rénales et de l'appareil reproductif masculin, l'arrachage d'oliviers.

30 août, des habitants de Zrizer (province de Taounate), hommes, femmes et enfants marchent à pied avec des bouteilles vides pour exiger de l'eau potable.

4 septembre, des habitants de Tizhgran (province de Tiznit) manifestent devant la municipalité de Ida Ou Gougmar contre l'absence de développement (eau) et exigent le départ des responsables.

6 septembre, des habitants de la commune d'Al Haouz marchent vers la mairie pour exiger de l'eau potable.

10 septembre, des habitants de Taghoucht (commune de Tounfite, province de Midelt) marchent vers la commune pour exiger transport scolaire, accès au réseau internet, égouts (les égouts se déversant dans la rivière, contaminant les puits).

11 septembre :

- des hommes, femmes et enfants de Ouawizeght (province d'Azilal) marchent à pied vers Azilal pour exiger de l'eau potable non polluée.

- des habitants de Tamayoust et Amga (commune d'Aghbalou N'kerdous, province de Rachidia) marchent pour exiger de l'électricité.

23 septembre, des habitants d'Ardouz, Imtchimne, et Aït Lahsaine (commune de Tounfite, province de Midelt) marchent vers la commune pour exiger de l'eau, de l'éclairage, un ramassage scolaire, l'autorisation d'utiliser les puits.

24 septembre, des habitants de Timouilt (province d'Azilal) marchent vers la municipalité pour exiger de l'administration du bassin d'Oum Rabia des mesures contre les inondations de l'oued Outghal.

25 septembre, des habitants de Tafantane (commune d'Ourika, province d'Al Haouz) empêchent leurs enfants de se rendre dans les écoles de Maoute : pas de toilettes, etc.

26 septembre, jeunes femmes et enfants d'Arougou, Aït Aissa, Ibeghlane et Boucheremou (Karouchène, commune de Khenifra, province de Beni Mellal), marchent vers la commune pour exiger la réfection du pont détruit par les inondations.

27 septembre, manifestation à Casablanca contre les politiques du gouvernement face aux changements climatiques avec la participation de lycéens d'associations écologistes.

28 septembre, des militants de la société civile de Khenifra manifestent devant le TPI pour exiger la libération d'un militant, Saïd Afarid, par ailleurs vendeur de légumes, arrêté le 26 pour avoir utilisé des sacs en plastique et avoir insulté un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions.

17 octobre, nouvelle manifestation devant le TPI à l'occasion de l'audition d'un témoin. 20 octobre,

manifestation à l'appel de l'AMDH de Khenifra.

29 septembre, des associations de Massa et Sidi Ouassay (province de Chtouka Aït Baha) organisent une journée de volontariat pour nettoyer l'Oued Massa, suite à la mort massive de poissons.

30 septembre, des habitants de Douar Anjra (commune de Khemiss Anjra, province de Tétouan) manifestent pour exiger la fermeture de la carrière de pierres qui pollue l'eau, provoque poussières, bruit et fissures dans les logements. Les forces de l'ordre arrêtent sept femmes et cinq hommes qui seront déférés au parquet de Tanger. 1^{er} octobre, manifestations pour exiger leur libération.

2 octobre, des habitants d'Ouled Daoud Zkhanine (province de Nadhor) manifestent devant la municipalité contre le décret d'implantation d'un centre de collecte de déchets nocif pour l'environnement.

10 octobre, manifestation des femmes de Tagherman (environs de Taroudant) contre les bergers nomades et dans la nuit, affrontements violents entre les habitants et des bergers nomades.

19 octobre, des habitants de Kénitra manifestent pour exiger des transports collectifs urbains de qualité à un tarif abordable. 26 décembre, nouvelle manifestation exigeant des transports et le départ du maire.

20 octobre, des composantes de la société civile et des habitants d'Oulad Teima (province de Taroudant) manifestent devant le siège de ONEP pour exiger un débit d'eau correct.

22 octobre, des habitants d'Idagougmar (province de Tiznit) manifestent devant la municipalité pour dénoncer la spoliation de leurs terres ancestrales, le lâchage d'animaux prédateurs pour les obliger à s'enfuir et leur marginalisation.

27 octobre, manifestations dans tout le Maroc, trois ans après l'assassinat de Mohsène Fikri, broyé dans une benne à ordures pour avoir contrevenu à la législation sur les espèces halieutiques, à l'origine du soulèvement d'Al Housseima.

28 octobre, des habitants d'Aghroud (préfecture d'Agadir Ida Ou Tanane) et des militant de la société civile manifestent contre la spoliation des terres par la SMIT.

5 novembre, des paysans de la province de Berrechid manifestent devant le siège des autorités pour protester contre la connivence avec les grands producteurs autorisés à pomper de l'eau et qui ont asséché les ressources. 4 décembre, ils manifestent devant le siège de la province contre le pompage, notamment à Otmana (commune d'Oulad Sbebah).

16 novembre, des habitants d'Idouska Oufella (province de Taroudant) manifestent contre les bergers nomades et demandent une intervention des autorités. Le 26, ils commencent un nouveau sit-in qui est délogé le 27.

19 novembre, des habitants de Zagora manifestent contre l'augmentation injustifiée des factures d'eau potable.

21 novembre, des habitants de Laghzaouna et des douars voisins (commune de Loulja, province de Taounate) font un chaîne humaine pour empêcher la destruction d'une passerelle sur l'Oued Lizar et leur isolement.

22 novembre, des étudiants de Beni Ayat (province d'Azilal) et de ses environs manifestent et bloquent quatre autocars pour exiger des transports jusqu'à Beni Mellal. Une réunion aboutit à un

accord sur des transports fonctionnels.

1^{er} décembre, des habitants de Safi manifestent sur la corniche contre les fonds engagés pour des travaux, exigent la transparence et l'absence de pollution.

10 décembre, des habitants de Ouled Abdennabi (commune de Dar Ould Zidouh, province de Fqih Ben Salah) manifestent pour le raccordement à l'eau et à l'électricité.

12 décembre, des habitants et des commerçants de l'avenue de l'hôpital Hosni à Nadhor manifestent pour exiger des autorités locales d'intervenir contre les transporteurs clandestins, à l'origine de nuisances dans la circulation à proximité de l'hôpital, environnementales, verbales.

14 décembre, des habitants de Fqih Ben Salah et des militants associatifs et politiques manifestent contre la dégradation de l'environnement (eau électricité) et du développement et dénoncent les pratiques politiques.

16 décembre, des habitants du quartier Oulad Boutib Al Fouqani de Nadhor, sur appel de la société civile, manifestent contre les coupures d'électricité.

18 décembre, des habitants du quartier Saada (Marrakech) bloquent la RN8 et manifestent pour l'éclairage public dont l'absence est à l'origine d'accidents mortels récurrents.

24 décembre, des habitants de six villages relevant de la commune de Foum Ansar (province de Beni Mellal) manifestent devant la municipalité pour exiger que le périmètre de chasse soit délimité, par crainte des tirs.

29 décembre, une quinzaine d'associations de la province de Sidi Ifni et les habitants des villages de Aït Kermoun (commune de Sebt Nabour) organisent une manifestation pour dénoncer le manque d'eau potable dans la commune.

MAURITANIE 2018

8 février, des habitants de Tidjikja (wilaya de Tagant) manifestent devant la gendarmerie pour l'eau potable.

Le 26, ils manifestent en direction du siège de la wilaya pour dénoncer la pénurie d'eau potable.

15 et 16 mars, des habitants des quartiers est manifestent devant le siège de la wilaya pour l'eau potable, en arborant des jerricans vides.

19 avril, ils manifestent devant le palais présidentiel à Nouakchott. Pancartes : « Tidjikja a soif », « Tidjikja appelle au secours », « Nous voulons de l'eau », « Les habitants de Tidjikja exigent de l'eau potable ». Les 26 avril, 10 mai et 10 juin, ils manifestent devant le Palais présidentiel : « Tidjikja a soif », « Secourir Tidjikja », « Les populations de Tidjikja réclament l'eau potable ».

7 février, des habitants de Oualata (wilaya d'Hodh Ech Chergui) manifestent simultanément devant le siège du département de Oualata et celui de la présidence à Nouakchott pour exiger le raccordement de leur cité à la conduite provenant du lac Dhar, qui alimente des villes plus lointaines mais pas la leur. L'eau qui approvisionne Oualata est salée. Banderole : « Irriguez Oualata, les habitants de Oualata demandent au président de la République de relier leur ville au lac Dhar ». Il y a un cortège d'hommes et un de femmes.

24 juillet, des habitants manifestent devant le ministère de l'Eau à Nouakchott pour la même revendication.

12 février, des habitants de Moudjeria (wilaya de Tagant) manifestent avec des bouteilles vides devant le Palais présidentiel à Nouakchott pour l'eau potable. Banderoles : « L'eau= la vie », « Moudjeria souffre de la soif » , « Aziz, apportez une solution à la pénurie d'eau ».

2 mars, ils manifestent pour exiger l'achèvement du projet de remplacement de l'ancien réseau d'eau, dont le projet est bloqué depuis deux ans.

15 février, des habitants de Bou Hadidat (Nouakchott) manifestent de nuit contre l'incendie d'un dépôt d'ordures et restent malgré l'intervention policière visant à les disperser.

21 février, des jeunes de Guerou (wilaya de l'Assaba) manifestent devant le Palais présidentiel à Nouakchott pour exiger eau et électricité.

26 février, des habitants d'Adel Begrou (wilaya du Hodh Oriental) sont interdits d'organiser des manifestations pour exiger de l'eau potable. 3 mars, manifestation devant le bâtiment de l'administration pour l'eau, les puits artésiens étant tous à sec.

5 mars, des femmes du quartier Tarhil de Nouakchott manifestent avec des bidons vides devant le ministère de l'Eau à Nouakchott pour exiger eau et électricité.

15 mars, dans la nuit, des jeunes de Mellah, secteur 5, à Nouakchott, après avoir sollicité en vain les responsables, déversent les ordures de leur quartier sur la route Mokhtat Ould Daddah, pour obliger les autorités à les collecter.

16 mars, des habitants (femmes) de Kiffa (wilaya d'Assaba) manifestent avec des bidons vides et exigent des autorités qu'elles assument leurs responsabilités. Banderole : « Kiffa a soif, respectez-nous, aidez-nous, nous ne demandons que de l'eau potable ».

Les 18 et 28 avril, ils manifestent au centre de Kiffa. 1^{er} mai, « Arouiyat Kiffa » se défend par un communiqué d'obéir à un agenda politique. 14, ils manifestent devant le Palais présidentiel à Nouakchott. Banderoles : « Kiffa a soif, l'eau est un droit ».

1^{er} mai 2019, la section locale des syndicats (CGTM, USTM, CNTM) de Kiffa manifestent pour leurs droits, dont le droit à l'eau, mais la question présente dans les discours disparaît des revendications communes. 7 mai, des femmes du quartier de Al Siassa manifestent et rencontrent le gouverneur à Kiffa. Elles protestent contre l'absence d'eau potable depuis cinq ans et le recours à des puits malsains.

17 mars, des habitants de Aouinatt Ezbil (wilaya du Hodh oriental) manifestent contre l'aggravation de la crise de la soif dans une zone pastorale, à l'occasion de la visite dans la localité d'une délégation de dirigeants de l'opposition.

18 mars , des habitants de Layoune (wilaya du Hodh occidental) expriment leurs craintes des coupures d'eau. 4 juin, ils manifestent devant le palais présidentiel à Nouakchott pour l'eau et l'électricité. Le 19, manifestation d'éleveurs devant le siège de la wilaya contre la disparition des aliments bétails des marchés de la ville, sur fonds de sécheresse et de bétail décimé. Le 25, la manifestation entraîne des affrontements entre éleveurs et policiers.

20 mars, des paysans de Rosso (production rizicole qui couvre 85 % des besoins nationaux) manifestent pour exiger la livraison de pesticides devant la direction régionale de la wilaya du Trarza.

26 mars, des habitants dont une majorité de femmes du quartier Sweyla à Bouhdida (département de Toujounine, Nouakchott) coupent la route de l'Espoir pour protester contre l'incinération d'ordures polluant l'air, suite à la rupture des contrats entre la communauté urbaine de Nouakchott

avec des sociétés privées de ramassage des ordures.

22 avril, l'ONG Selfie Mbalite, en collaboration avec le réseau international des jeunes leaders francophones, organise un écojogging sur la plage Tergite à Nouakchott (courir en ramassant les déchets).

23 avril, des habitants de Bouhdida (Aleg, wilaya de Brakna) manifestent sous le slogan « Bouhdida veut des breuvages et non des mirages » (jeu de mots en arabe), car après l'inauguration par le ministre de l'eau le 6 mars d'une canalisation, il n'y a toujours pas d'eau potable. L'eau est salée. 6 mai, ils manifestent et érigent des barricades perturbant le trafic routier, la gendarmerie de Aleg disperse la manifestation. Le maire dit que la question sera résolue le jour même car le ministère aurait ordonné l'ouverture de l'eau froide et la fermeture de l'eau salée.

27 avril, manifestation de jeunes de Bababé (wilaya de Brakna) devant l'agence de la SNDE pour aider les abonnés qui refusent de payer des arriérés de factures et qui voient leur eau coupée, suite à des factures exorbitantes fondées sur des estimations par manque de personnel. Le directeur le SNDE assure régler le problème d'ici à quelques semaines.

4 juin, manifestation d'habitants d'Ayoun Elatrouss (wilaya du Hodh Al Gharbi) devant le Palais résidentiel à Nouakchott pour l'eau et l'électricité.

28 juillet, des habitants de Libeirid (wilaya de Rosso) brûlent des pneus et bloquent la route Nouakchott/Rosso pour réclamer le raccordement de leur municipalité à l'eau potable.

6 août, des habitants de Tekane (wilaya de Trarza), victimes d'accaparement de terres de la part de l'État (pour des caciques du régime et des investisseurs arabes) à Zouein, stoppent les travaux d'aménagement, après avoir tenté des voies de recours, sans résultat, menée par le président Du MPR, et une lettre au ministre de l'Intérieur le 8 juillet.

13 septembre, des habitants de Bassikounou (wilaya du Hodh Al Gharbi) manifestent devant la Présidence à Nouakchott pour exiger des convois de secours et des centres d'accueil pour les victimes d'inondations notamment à Nira et Argan.

7 octobre, des familles de Nouadhibou manifestent contre l'administration de la zone franche qui a démolit des maisons habitées depuis des décennies, l'administration considérant que les habitants ne détiennent pas les titres de propriété.

30 octobre, des habitants du département de Medrerda (wilaya du Trarza) se soulèvent contre la démolition de maisons par les autorités publiques pour y faire passer une nouvelle route vers Rkiz.

8 décembre, des usines de production de farine de poisson « usines Moka » à Nouadhibou sont fermées par les autorités suite aux plaintes des citoyens et les autorités demandent aux propriétaires de les mettre aux normes.

Décembre, des femmes de Aksar Lakhzin (commune de Iblajamil, wilaya de Assaba) depuis longtemps sans eau, majoritaires dans la localité (maris émigrés) lancent une coopérative de culture de légumes, sur la base de cotisation et d'irrigation à partir du puits unique, sans moyens ni aide, pour faire face à la faim.

MAURITANIE 2019

3 janvier, des familles du quartier de la sixième Région militaire (département de Toujounine, banlieue de Nouakchott) se mobilisent contre la vente d'une place publique, seul espace pour respirer, se détendre, notamment pour les jeunes. L'acquéreur l'a clôturée et a démoli les habitats précaires qui s'y trouvaient.

14 février, des jeunes d'Adel Bagrou (wilaya de Hodh El Chergui) manifestent devant le Palais présidentiel à Nouakchott pour exiger de l'eau potable.

3 mars, des habitants de Toujnine exigent de la présidente du conseil régional de Nouakchott l'éviction du responsable de la propreté, la ville étant envahie par les détritrus.

25 mars, des habitants, des blogueurs et des militants de la société civile manifestent devant le siège de la société de l'eau et de l'électricité M2E à Zouérate (wilaya de Tiris Zemmour) pour exiger de l'eau potable, en arborant des bouteilles vides. Ils rencontrent le directeur, qui met en cause la SNIM dont les cuves alimentent la ville.

15 avril, des habitants de l'Adrar manifestent, suite au refus du contractant chargé de transférer les palmiers déjà déracinés dans les oasis de Teyareth et Tideirith (commune de Aïn Ehel Taya) suite à la construction du nouveau barrage de Legreinatt, dans le fleuve Seguelil et demandent aux autorités d'intervenir.

29 avril, des travailleurs de la SNIM manifestent à Nouadhibou pour des revendications salariales, des primes d'environnement, de trajet, de logement, d'études, l'amélioration de leur couverture santé.

8 juillet, des riverains de la place entre l'hôtel Monotel et l'épicerie Chinguitty Banda à Nouakchott se mobilisent contre un projet de construction de commerces et de mosquée par un repenté d'Al Qaïda, et pour en faire un espace vert.

16 août, des jeunes de Nouadhibou manifestent contre les coupures d'eau et d'électricité.

27 août, des habitants de la wilaya de Kidimaga manifestent à Nouakchott en solidarité avec les sinistrés des inondations et exigent des autorités qu'elles prennent leurs responsabilités. La police les empêchent de s'approcher du palais présidentiel avec des matraques ; un manifestant est interpellé.

3 septembre, des habitants de Bareina (département de Rkiz, wilaya de Trarza) manifestent contre la coupure d'électricité entraînant une pénurie d'eau et lancent une campagne de boycott des factures de septembre.

18 septembre, des habitants d'Akjoujt (wilaya de l'Inchiri) manifestent contre les coupures d'électricité. La police intervient et procède à des interpellations.

25 septembre, des habitants de Kamour (wilaya d'Assaba) manifestent devant la municipalité contre les coupures d'eau et d'électricité. Présence de femmes et d'enfants avec des bouteilles vides. La gendarmerie interpelle un manifestant et empêchent les participants de se rendre devant les sociétés d'eau et d'électricité.

6 novembre, des habitants manifestent devant la société des eaux à Nouadhibou contre la soif et les profits faits par la société à l'occasion de la visite de la ministre des Eaux.

11 novembre, des pêcheurs manifestent devant la maison des Jeunes de Nouadhibou pour réclamer des conditions correctes pour reprendre leur activité, l'absence d'électricité dans les usines les obligeant à jeter les poissons.

12 décembre, 24 parlementaires réclament une commission d'enquête sur l'accord commercial entre l'ancien régime et la société chinoise Polyhondong Fisheries, qui prévoit un investissement de 100 millions USD contre la capture de 100 tonnes de poissons pélagiques par an ; les 2400 emplois prévus n'ont pas été créés.

31 décembre, des habitants du département de Chami (wilaya de Dakhlet Nouadhibou) manifestent contre un projet saoudien de raffinage d'or, en raison des risques environnementaux.

QATAR 2019

5 août, grève d'ouvriers du bâtiment et blocage de routes. Ils sont employés depuis 2013, sans salaires depuis 4 mois, sans eau suffisante pour leurs besoins quotidiens

25 septembre, des étudiants manifestent à Doha pour interpeller les dirigeants du monde sur le changement climatique.

SAHARA OCCIDENTAL 2018

15 janvier, des habitants du camp de Tindouf manifestent pour exiger du POLISARIO l'amélioration de leurs conditions de vie, notamment l'électricité.

19 mars, des habitants de la cité Matar à Laayoune manifestent pour l'eau potable.

2 août, manifestations des habitants de Tindouf pour l'eau potable.

SAHARA OCCIDENTAL 2019

30 mars, les habitants de Dakhla (sous administration marocaine : province de Oued Eddhahab) manifestent leur colère face aux coupures d'eau depuis une semaine.

SOUDAN 2018

10 janvier, le ministre des Minéraux ordonne la fermeture d'une usine d'extraction d'or fonctionnant sans autorisation et affectant négativement les résidents et l'environnement à Um Baru (État du nord Darfour).

18 janvier, le Comité six partite pour la protection de l'environnement (État du Soudan du nord) appelle à un meeting à Sawarda toutes les entités nubiennes pour protester contre la construction d'une usine d'or utilisant le cyanure, commencée il y a trois semaines en dépit de l'arrêt décidé par le gouvernement.

28 mars, le Comité appelle à un rassemblement contre les tentatives de reprise de l'extraction de l'or en avril avec utilisation de cyanure. Mai, manifestations permanentes des habitants contre le complexe international de minerais qui utilise le cyanure qui est déversé dans un cours d'eau qui a

été dévié et intoxique la zone.

29 novembre le comité « six-partite » de protection de l'environnement de la région de Al Sokot (État du Nord) met en garde contre les atermoiements de l'État qui aurait du fermer les usines d'extraction utilisant le cyanure. Il appelle les Nubiens à se rendre en délégation à Sawarda pour en finir avec l'usine et fait valoir que les habitants sont prêts à se défendre, quel que soit le prix à payer et rappelle qu'elle a remis un rapport au gouverneur de l'État le mois d'octobre dernier pour lui rappeler ses promesses de fermer l'usine.

22 septembre 2019, des habitants de Sawarda manifestent à Wadi Halfa contre une compagnie internationale utilisant du cyanure et exigent son départ. Ils érigent une tente devant l'usine. Le 23, des habitants de Dagla, El Mahas et Wadi Halfa (État du Nord) commencent un sit-in à Sawarda. 29 octobre, des habitants de Sawarda érigent une tente et font un sit-in contre l'utilisation de l'or dans l'extraction du cyanure. Le 30, des mineurs attaquent et détruisent la tente.

21 janvier, Une équipe médicale dirigée par le ministre de la Santé du Sud-Kordofan enquête sur l'augmentation des fausses couches, la naissance d'enfants déformés et les cas d'insuffisance rénale à El Tadamon.

3 avril, le Comité national pour la défense de l'environnement et les victimes de l'exploitation minière déclare qu'il y a eu 576 avortements spontanés et 18 cas de difformité dans la localité d'El Tadamon (État du Kordofan du Sud) à cause des activités minières dans la région, de 2015 à 2018.

8 février, sit-in pour le onzième jour d'affilée des habitants d'Al Selmania (commune de Berber, État du Nil) pour protester contre la spoliation de leurs terres par une société aurifère étrangère, qu'ils forent depuis 1997 et qui est leur seule ressource. Ils ont la solidarité des habitants d'Al Baouga, de d'Abou Haraz et de Fetwar.

4 mars, un affrontement entre des policiers et des habitants à Singeir (nord de Berber, État du Nil) entraîne la mort d'un homme, lors d'un affrontement contre une compagnie minière russe, Miro Gold. 13 mars, le site est sécurisé par un fort contingent de police. Le Parti du congrès défend le droit des manifestants à protester contre l'usage du cyanure. Les habitants disent que la terre leur appartient et qu'ils n'ont pas été consultés avant le début des travaux. Ce serait une milice privée russe, incluant des tueurs d'élite, qui aurait abattu le manifestant. Il y aurait eu 70 arrestations.

20 mars, des déplacés du barrage Merowee (État du Nord) manifestent à Amri et exigent l'éviction de Bachir et de son régime.

22 juin, des habitants de la Nouvelle Amri manifestent contre l'absence d'eau potable et l'échec des projets d'implantation. Ils exigent de pouvoir retourner à Amri.

21 mars 2019, des déplacés manifestent à Amri pour exiger le départ de Bachir et de son régime avec des slogans : « Tout le pays est le Darfour », « salutations des victimes des barrages et des guerres au Kordofan, au Darfour et au Nil Bleu ». 26 août, les victimes du barrage expriment au wali du nord et au ministre de l'Agriculture leur refus net que le projet agricole en leur faveur soit transmis au wali et qu'on profite du vide au gouvernement pour les léser.

27 novembre, les déplacés de la région de Manasir ferment la route Khartoum/Abou Hamad dans l'État du Fleuve Nil pour protester contre la sécheresse qui frappe les cultures.

23 mars, des habitants d'El Mazroub (État du Nord Kordofan) manifestent contre le manque d'eau potable et les prix exorbitants exigés par les transporteurs de substitution.

27 mars, des habitants d'Hambokayeb (Port Soudan) manifestent depuis la mosquée d'Urbi jusqu'à un projet agricole sur des terres cultivées depuis 1949, devant être vendues à des investisseurs saoudiens pour un projet résidentiel.

10 avril, des habitants d'Al Janina (État du Darfour occidental) font exploser leur colère face au doublement du prix de l'eau qui se fait rare, et des coupures d'électricité.

20 avril, la police arrête la militante Awadiya Mursal dans le nord de Khartoum et l'emmène à Kadugli (capitale du Sud-Kordofan). Le gouvernement de l'État a porté plainte contre elle et d'autres pour diffamation du gouverneur sur Facebook. Auparavant, la police avait arrêté deux autres militants. La quatrième personne visée par la plainte est le directeur du Croissant-Rouge soudanais de l'État. Ils accusent le gouverneur de l'État de contrebande d'or de Kadugli avec des véhicules du gouvernement. Les habitants de Kadugli confirment ces accusations.

17 mai, des habitants d'Ushar, Hasib, Imtidad 1, Imtidad 10 et Rumeila à El Obeid (État du Nord Kordofan) manifestent pour l'eau potable, coupée depuis 45 jours. Ils bloquent la route pendant deux heures ; les forces de l'ordre dispersent la manifestation après que l'envoyé du gouverneur se soit engagé à résoudre la situation. Un manifestant est arrêté et la police interdit de filmer et elle saisit les films déjà tournés. Des habitants du quartier Al Qobba, bloquent la rue principale menant au grand marché pour exiger de l'eau potable coupée depuis plus d'un mois.

29 mai, des habitants d'Argo et El Birgeig, près de Dongola (État du Nord) manifestent pour l'eau, l'électricité et le carburant et brûlent des pneus. La police disperse les manifestants par la force et les lacrymogènes.

Le 10 juin, une femme meurt électrocutée lorsque des habitants de l'État de Sennar se sont précipités pour boire de l'eau à la station d'eau d'El Mazmum. Un poteau d'électricité a été poussé dans l'écrasement, et est tombé dans l'eau, électrocutant la femme.

12 juin, des manifestants du quartier Korea, Mirghania, Dar Naïm, Dim Souakin, cité Chati à Port Soudan (État de la Mer Rouge) coupent la rue principale pour exiger de l'eau et de l'électricité, brûlent des pneus et érigent des barricades. Des manifestations ont lieu dans différents quartiers jusque dans la nuit. Dans les quartiers de Korea et de Mirghania, ce sont des femmes qui manifestent.

Le 13, manifestations pacifiques dans les quartiers sud de la ville. Les slogans exigent des services et le départ du régime. Intervention violente de la police dans certains quartiers, usage de lacrymogènes. Les forces de l'ordre arrêtent la militante Maysoun Ali lors de la manifestation de nuit au quartier Salalab, la relâchent et la convoquent pour le lendemain.

Le 14, les manifestations continuent dans les quartiers sud, est et centre.

Le 16, sixième jour de manifestations, au quartier El Sawra, bloc 13, et elles continuent dans toute la ville. Les forces de l'ordre interpellent des dizaines de personnes dont des mineurs dans les quartiers de Hadal et Dim Sawaken puis les relâchent. Les autorités démettent de ses fonctions le directeur de la société de l'eau de la Mer rouge. Sur les réseaux sociaux, appels de militants à manifester devant le gouvernorat et la maison du gouverneur.

Le 18, les manifestations reprennent. Le ministre de l'Électricité annonce qu'il envoie 12 pompes à eau par avion spécial sous 24 heures. La crise de l'eau aurait été aggravée par la coupure d'électricité pendant trente heures, empêchant le travail des pompes et en l'absence de générateur alternatif. Pendant la crise, les habitants font venir l'eau de Salum à 24 km à l'ouest, par jerricans.

Le 17, les forces de sécurité arrêtent Esmat Abdo au marché de Hadal, lors d'une manifestation, ainsi que Esmat Abdelshafi, membre du Congrès des Étudiants indépendants.

Le 19, Hashim Al Mahi, secrétaire général du Rassemblement des Forces civiles, est arrêté au marché Deim Medina de Port Soudan, puis transféré à Khartoum où il était toujours détenu le 27 juin, sans pouvoir recevoir de visite.

Le 20, plusieurs militants sont toujours détenus par les forces de sécurité. Les services de sécurité prennent d'assaut le siège du Parti du Congrès soudanais qui condamne la prise de son siège qui a été fouillé.

17 juin, le comité des jeunes du Nord Soudan annonce qu'il commémorera le massacre de 2007 et manifesterà contre l'impunité des criminels du barrage de Kajbar.

13 juillet, le comité anti barrages de Dal et Kajbar manifeste devant le Commissariat des droits de

l'homme à Khartoum pour exiger la réouverture d'une enquête sur les martyrs de Kajbar. Les agents de la sûreté dispersent la manifestation. Le 20, le haut comité pour la commémoration des martyrs de Kajbar célèbre le onzième anniversaire du massacre au siège du PCS et réitère son refus des projets de barrages.

20 avril 2019, les victimes de la construction des barrages hydro-électriques marchent vers le commandement général pour exiger des compensations pour des victimes des affrontements de 2007 avec le régime de Béchir.

29 juin,

- des habitants de Gebeit (État de la Mer Rouge) manifestent devant l'hôpital pour protester contre la décision du délégué local de Sinkat de fermer les canalisations acheminant les eaux du barrage à Gebeit, pour les ouvrir pour Sinkat.

- des habitants du quartier de transit à Port Soudan manifestent pour protester contre la coupure d'eau depuis des mois.

2 juillet, Le NISS détient Abdelsalam Hasabo, fils d'Ibrahim Hasabo, dirigeant paysan d'El Gezira et El Managil et de l'Initiative de la société civile à Khartoum, pendant une journée à El Doroshab (nord de Khartoum). Ibrahim, arrêté en 2017, a présenté des documents démontrant l'obstruction des autorités à la mise en place d'un mouvement coopératif agricole, soit une tentative d'entraver les efforts de l'Association pour rétablir l'Union des agriculteurs. Le système agricole El Gezira et El Managil, situé entre les Nils bleu et blanc, au sud de Khartoum, était l'un des plus grands projets d'irrigation au monde. Pendant quatre-vingts ans, il est resté la seule source de devises fortes pour le pays, grâce à la culture du coton mais au cours des dernières décennies, la production de coton a été réduite. En 2014, Al Bashir a décrit le système comme un fardeau pour le pays. En 2015, le ministère de l'Agriculture a modifié la loi sur le régime d'El Gezira, visant à transférer la propriété foncière au secteur privé et aux investisseurs étrangers. L'Union des agriculteurs a été remplacée par des « associations de travail ». Ibrahim Hasabo a mis en garde en 2016 contre les conséquences des « politiques destructrices » de Khartoum et indiqué qu'un grand nombre de canaux d'irrigation ont été enlevés par les autorités ces dernières années. Cela a conduit à la destruction d'une partie du système d'irrigation alors que les paysans désespérés recouraient arbitrairement au forage de puits. 9 décembre 2019, des agriculteurs de Jazira et Managil manifestent pour l'éviction de l'administrateur du projet car une partie de leurs terres ne sont plus irriguées.

19 juillet, cinq militants anti cyanure sont arrêtés à Buram (État du Nord Darfour) : Ammar Jibril, un dirigeant de la société civile de Buram anti cyanure, Cheikh Ibrahim Juma, Hammad Dowa, Mohamed El Tijani et Hasan Osman qui luttent contre le danger du cyanure dans les mines d'or de El Radoom et détenus par le NISS, relâchés et convoqués pour le lendemain.

14 août :

- la police de Halfa Al Jadida arrête des étudiants de la faculté d'agriculture de l'université de Kassala à l'issue d'une manifestation, dénonçant les mauvaises conditions d'hygiène et d'égouts dans les locaux.

- un rassemblement de jeunes à Talodi (État du Sud Kordofan) exige le départ d'Al Sinout Mining Company, une usine d'extraction aurifère et donne à son directeur 24 heures pour répondre à leurs revendications. L'usine avait été incendiée en mars dernier lors d'une campagne de protestations. Le 18, cinq jeunes de Talodi organisent une réunion publique pour sensibiliser le public aux dangers du cyanure. Ils sont arrêtés et relâchés le 23. 28 août, le délégué de Talodi menace d'arrestation et d'emprisonnement quiconque s'opposera aux entreprises minières. Le 24, des leaders de Talodi remettent un memorandum au directeur de Sunut Mining Company, lui enjoignant de se mettre en conformité avec les normes environnementales. Ils entendent soumettre le même document le 26 à Lanus Mining Company.

Le 7 novembre, le procureur de Allodiale avait ordonné un non lieu en faveur du militant Adel

Hamed Mohammad qui avait publié les photos des cinq militants arrêtés au poste de police en août dernier. Il avait été arrêté le 9 septembre et détenu cinq jours pour cette publication sur Facebook. Ses proches ni son avocat n'avaient pu le rencontrer. Le 22 novembre, s'ouvre le procès des cinq militants ayant remis un memorandum. L'un est condamné à une amende de 500 SDG et les autres sont acquittés. Tous sont relâchés.

Le 11 avril 2019, des manifestants à Liri et à Talodi attaquent une entreprise d'exploitation aurifère dirigée et contrôlée par des agents de la sécurité nationale.

Le 5 septembre, des habitants de Talodi manifestent et font un sit-in et donnent un délai pour fermer les sociétés minières (Al Sunut, Abarsi, Lanos, Aldowalia et Algunaïd).

Le 6, ils manifestent et ferment les administrations publiques pour protester contre l'usage du cyanure par les entreprises aurifères. Le 7, ils manifestent à Talodi car le délai de trois jours donné par le sit-in du 5 est passé. Le 9, ils commencent un sit-in illimité.

Le 8 septembre, une délégation formée par le gouverneur du Sud Kordofan se rend à Talodi pour une enquête, accompagné par un comité de sécurité et des jeunes de la localité ; ils inspectent la compagnie Abarsi, mais ils sont arrêtés par les RSF à la compagnie Al Gunaid, qui laissent entrer le gouverneur mais pas les jeunes. Les autorités arrêtent des responsables, y compris étrangers, de l'International Mining Group de la zone de Jagrur (unité administrative d'El Wakara) à El Tadamun (État du Sud Kordofan) suite à des plaintes d'habitants contre les produits toxiques utilisés et saisissent des machines. Le 9, des habitants de Liri se joignent au sit-in. Des habitants de Talodi soumettent leurs demandes au gouverneur du Sud Kordofan.

Le 11, le gouverneur donne l'ordre d'arrêter toutes les activités d'extraction de l'or dans l'État. Les activités se poursuivent. Les sit-in de Talodi et Kadeer et Liri se poursuivent. Les écoles sont fermées le 15 en solidarité avec la désobéissance civile.

Le 15, un processus de médiation est lancé mais les RSF s'y opposent. Il n'y a pas de procédure légale contre Al Gunaid. Le 17, des militants de Talodi, Kalogi et Liri manifestent devant le conseil des ministres à Khartoum pour exiger l'arrêt des entreprises Abarsi, Al Sunut, Gunaid (compagnie qui appartient aux RSF et est gardée par elle et s'est opposée à la décision du gouverneur) et des sociétés internationales.

Le 22 septembre, des habitants de Talodi manifestent avec la solidarité de l'Union des enseignants contre une délégation venue de la capitale et exigent le départ du gouverneur. Les écoles resteront fermées. Une délégation de Kadeer et Kalogi est reçue par un membre du Conseil souverain qui appelle à la suspension de l'extraction de l'or. Le 28, des habitants bloquent la route lors de la venue du nouveau chef de la garde militaire à Talodi.

Le 1^{er} octobre, les habitants de Talodi soumettent une lettre au commandement militaire de Talodi demandant de mettre fin aux activités de la société Al Gunaid.

Le 3, des habitants de Talodi manifestent, brûlent 4 entreprises d'extraction aurifère utilisant du cyanure (El Aïn El zarga, Al Sunut et les bureaux d'Al Gunaid et Abersi) et attaquent le poste des RSF, faisant trois morts (forces de l'ordre) et des blessés (manifestants). Le réseau de communications est à l'arrêt. Le 7, ils font une marche pacifique pour dénoncer les propos des responsables. Les RSF à bord de 27 véhicules venus de Kadugli agressent les habitants autour de la mine de Tagola à Talodi et arrêtent 8 personnes. L'APS de Talodi exprime sa solidarité aux habitants. Le 8, le PCS déclare sa solidarité avec les habitants. Le 12, le gouvernement annonce la suspension des activités minières à Mershing, Jebel Marra est et El Wehda par précaution. Ces deux dernières semaines, des habitants de Sawarda ont protesté contre la compagnie internationale (la même que celle du Sud Kordofan) à l'extérieur de l'usine, forçant le personnel et les véhicules à partir. La décision du gouvernement d'interdire l'utilisation du cyanure et du mercure suscite une réaction critique des comités de résistance de Talodi, Kalogi et El Liri au Sud Kordofan et une

réaction positive du Comité national pour la protection de l'environnement et du Comité six partite de Sawarda (État du Nord). Le 17, les RSF viennent à bord de dix véhicules et harcèlent la population et interpellent 14 civils à la mine d'Al Tagola et d'El Laffa de Talodi. Ils torturent Hussein Nouelgaleil, membre de TYAD. Il est hospitalisé. Le 20, ils polluent les canaux avec du cyanure avant de quitter la zone. Le 18, les militants du Sud Kordofan donnent 96 heures au gouvernement pour répondre à leurs exigences : la fermeture des sociétés utilisant du cyanure et le départ des RSF. 17 novembre, le sit-in de Talodi entre dans son troisième mois.

23 août, des habitants de Delling (État du Sud Kordofan) exigent lors d'une réunion publique, l'arrêt immédiat des entreprises d'extraction de métaux de la localité, agropastorale, à laquelle les entreprises ne pourvoient aucune aide.

2 septembre, une cinquantaine d'agriculteurs d'El Gedaref portent plainte au poste de police de Doka contre l'avion d'une société russe qui répand des pesticides qui ont ruiné leurs cultures de sésame, sorgho et tournesols.

3 octobre, des habitants de El Mujlad (État du Kordofan occidental) manifestent pour l'eau potable et l'électricité.

9 octobre, les médecins de l'hôpital de Dengola (État du Nord) font une grève illimitée pour protester contre le manque de matériel et d'eau potable et de salaires.

11 octobre, les habitants de la région de Qibbat Al-Sulaim (commune de Halfa, État du Nord) accusent les entreprises de continuer les activités minières dans la région de Sadinka, en dépit de la décision des autorités du tourisme d'interdire toute activité minière dans la région. Des citoyens auraient déposé plainte à la police d'Abri. Mais cette dernière refuse la procédure et la conditionne par la présence de l'un des dirigeants du comité populaire.

8 novembre, le NISS interdit le spectacle autorisé de Mohammad Fateh, dit Zoulou, au théâtre national d'Omdurman en solidarité avec les populations de Wadi Tulba et Tagoli (commune de Kass, Djebel Marra, État du sud Darfour) victimes des effondrements dues aux pluies diluviennes qui avaient fait des dizaines de victimes, l'UNAMID ayant été empêchée par les autorités de venir sur les lieux.

SUDAN 2019

19 avril, chaque matin devant le quartier général de l'armée, un groupe de révolutionnaires nettoient toute la place du sit-in des déchets accumulés.

22 avril, des habitants de la zone de Naqaa et Musawwarat (commune de Shendi, État du Fleuve Nil) protestent contre la sécheresse qui a vidé les puits et entraîné la mort du bétail.

30 avril, sit-in des révolutionnaires à Berber (État du Nil) les FDLC exigent la révision des accords de la création du barrage de Merowe et des compensations aux personnes déplacées, la réouverture du dossier des déchets enfouis, la saisie des biens de la compagnie Zadna et des terres confisquées. 3 mai, les FDLC soumettent le dossier au sit-in devant le Commandement général des Forces armées. Les FDLC exigent l'arrêt des barrages en projet (Dal et Kajbar).

2 mai, manifestations dans l'État de Gedaref, pour exiger de l'eau potable. Le gouverneur évince le directeur de la commission des eaux. Manifestations à l'administration des eaux pour la dissolution des comités populaires, la révision des structures ministérielles, locales, la mise en place d'une

commission spéciale de lutte anti corruption et de la protection de l'argent public et le gel des activités des syndicats professionnels et de l'union des patrons de l'État.

3 mai, des habitants de Souakin (État de la Mer Rouge) bloquent l'axe Khartoum/Port Soudan pour intensifier le sit-in commencé la veille pour l'eau, l'électricité et la crise du pain.

5 mai, des citoyens de Sinkat et Bachair (État de la Mer Rouge) manifestent à partir du 5 pour exiger l'amélioration des services et avoir l'eau, l'électricité et des unités de soins.

6 mai, les FDLC de Dinder (État de Sennar) manifestent au siège de la municipalité pour exiger la réalisation de toutes les revendications de la révolution, dont l'approvisionnement en eau potable.

8 mai, des FDLC de Kassala appellent les citoyens au sit-in devant le commandement 41 pour que l'on réponde aux exigences des révolutionnaires les plus quotidiennes comme l'eau et l'électricité.

8 mai, des habitants de El Jereif Est ferment plusieurs routes pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité ainsi que le pont entre le Nil Est et Khartoum.

9 mai, des jeunes de Hattana (Omdurman) manifestent contre les coupures d'eau et découvrent que la station des eaux de Manara fonctionne. Ils se rendent auprès du comité populaire responsable de la station.

12 mai :

- des habitants de Kosti (État du Nil Blanc) manifestent pour l'eau potable.
- l'APS dénonce la fermeture par les comités populaires de conduites d'eau dans de nombreuses zones, dont Khartoum et déplore les morts et les blessés suite à une bagarre pour l'eau à Gedaref ayant fait des morts et des blessés.

19 juillet, des comités de résistance de la capitale et des villes mènent leur campagne de nettoyage et pour l'environnement.

25 juillet, des habitants de Wakara à Tadamoun (État du Sud Kordofan) ordonnent à la compagnie aurifère de quitter les lieux après la découverte d'oiseaux morts, exigent une enquête et dénoncent l'autorisation donnée à la compagnie.

3 août, des habitants des quartiers 38-54-73-100 de Khartoum manifestent pour exiger la délocalisation d'un dépôt d'ordures de leur quartier.

6 août,

- des habitants de l'État du Kordofan Ouest manifestent devant le ministère du Pétrole pour protester contre les conséquences néfastes de l'industrie du pétrole sur l'environnement.
- des habitants de Kalakila (Khartoum) manifestent devant la municipalité de Gebel Auliya contre l'absence de drainage des eaux pluviales.
- les bergers de l'État de Kassala manifestent devant le ministère de l'Agriculture et des Forêts pour demander l'arrêt de l'empiétement sur les pâturages et dénoncer la mortalité du bétail due aux empoisonnements.

17 août, des parents de l'école Abou Kadouk à Omdurman manifestent devant le bureau du délégué à Omdurman pour exiger que l'eau soit rétablie dans les sanitaires de l'école.

21 août, des militants manifestent devant la localité de Bahri pour protester contre l'inaction des autorités face aux inondations et exigent une intervention. 28 août, des habitants bloquent la route Burri/El Lamab à l'est de Khartoum pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité.

3 septembre :

- des habitants de Kalogi (État du Sud Kordofan) commencent un sit-in contre une entreprise d'extraction d'or utilisant des substances toxiques, le 10, il se transforme en mouvement d'insoumission. Le 27, les sit-inneurs remettent un mémorandum aux forces armées, exigeant le départ du gouverneur et la dissolution de la commission sécuritaire locale.
- des habitants de Kadeer (État du Sud Kordofan) commencent un sit-in pour protester contre l'usage du cyanure dans l'extraction de l'or. Le 12, le sit-in se transforme à son neuvième jour en mouvement de désobéissance civile, (fermeture des administrations, des marchés).

17 septembre, des habitants de Simit, Simit Est et Kabdi (Al Mahas, État du Nord) font une marche pour protester contre l'implantation d'une entreprise d'extraction d'or utilisant le cyanure et le mercure, Hamid Mining Company, entre El Saree et Simit Est, à proximité de leurs habitations.

29 septembre, des habitants du bloc 4 de Ombudda à Dar Es Salam manifestent devant l'administration des eaux de Khartoum pour exiger de l'eau potable, coupée depuis 7 mois.

2 octobre, des lycéens de Damazein (État du Nil Bleu) manifestent pour exiger de l'eau potable et du pain.

10 octobre, manifestations à Khartoum, El Fasher, Kassala et dans l'État du Nord pour exiger la paix, le désarmement et contre l'usage du cyanure dans l'extraction aurifère.

20 octobre, des habitants d'Al Hilaliya (État d'Al Gazira) sont en sit-in depuis huit jours pour exiger le départ des responsables administratifs qui ont failli en matière de santé, d'éducation, d'environnement et d'électricité.

23 octobre, des habitants d'Oumdurman manifestent devant le conseil des ministres contre la décharge sise entre les quartiers et remettent un mémorandum.

2 novembre, des habitants des quartiers 45, 54, 61, 72, 73, 74 et 100 de Khartoum manifestent contre la création d'une décharge dans leur zone.

3 novembre, des habitants de Babnoussa (État du Kordofan occidental) manifestent pour l'électricité et des services.

11 novembre, des habitants de Suakin (État de la Mer Rouge) ferment la RN Suakin/Port Soudan pour protester contre la coupure d'électricité depuis une semaine.

11 novembre, des habitants d'Abu Naama (État de Sennar) manifestent pour le retrait du projet Kanaf Abu Naama de reprendre ses activités avec l'emploi de substances cancérigènes. Ils incendient les bureaux et les dépôts de carburant du projet et des tracteurs. Les affrontement font quinze blessés et deux interpellations.

13 novembre, le PCS déclare que le gouvernement doit prendre le contrôle des mines d'or de Jebel Amer (État du Nord Darfour), actuellement contrôlées par Hemedti, chef des RSF et dont la production irait à Dubaï et en France.

23 décembre, les étudiants de la faculté de langues de l'université d'El Gazira abandonnent l'université pour protester contre la dégradation des services, de la santé et de l'environnement et de l'impasse de leurs contacts avec le doyen.

27 décembre :

- des habitants de Wad Achayb (État d'El Jazira) manifestent contre un projet émirati de culture intensive d'oléagineux qui leur a valu la spoliation de leurs terres et qui sera une menace à

l'environnement et leur santé.

- Le parquet de Kinana (État du Nil Blanc) annule les plaintes à l'encontre des comités de résistance qui avaient organisé une manifestation exigeant le retour des licenciés, le réexamen de la question des terres des carrés ouvriers, la pollution environnementale et la restructuration de la compagnie Kinana.

SYRIE 2018

Des habitants de la Ghouta fabriquent des combustibles à partir du recyclage du plastique.

Les organisations du camp de Hassaka tentent d'approvisionner en eau des déplacés en collaboration avec le HCR/ONU.

28 janvier, le conseil local de Tal Dahab (gouvernorat de Homs) et des associations mènent une campagne de reboisement sur la base du volontariat, pour reverdir la ville.

18 mars, le Centre Ahti pour bâtir la paix de Qamichli en coopération avec des associations de la société civile, redonnent vie à un jardin de la zone d'Achouria, sur la base du volontariat. Plantation de 175 arbres, en coordination avec le comité des municipalités, la direction de l'environnement et le bureau des affaires des organisations humanitaires de Qamichli, pour atténuer la pollution des générateurs électriques et l'usage des combustibles.

Mars, Un projet de reboisement est mené grâce à une coopération entre le conseil local de la ville de Dabiq (gouvernorat d'Alep) et l'organisation « Solidarité ». Il fournit des emplois à 39 personnes, pour 15 jours, à raison de quatre heures de travail par jour, contre 2500 livres syriennes de salaire journalier, "35 jeunes arbres sont plantés chaque jour, (olives, les figues et les raisin). 23 août 2019, l'équipe « Pour toi mon pays » organise un volontariat en collaboration avec le conseil local pour collecter les ordures.

Avril, il existe plusieurs projets pour approvisionner Houla (gouvernorat de Homs) dirigée par un conseil local, en eau potable les puits ayant été visés par les bombardements du régime, projet soutenus par la diaspora.

15 avril, l'association « Les enfants du chêne », avec le logo « Enfants du chêne, sans discrimination » luttent contre l'abattage d'arbres à Sweïda, en vain et décident alors de reboiser la zone.

Juin, le conseil local de Tell Shebab (gouvernorat de Deraa) tente avec l'organisation RED d'approvisionner en eau le camp de déplacés de Bahrah à partir de canalisations venant d'Ayun Al Abed.

17 juin, la campagne « Des idées et des mains » est lancée par des étudiant.e.s de la faculté de science et d'agriculture de Sweïda, replantent le campus. 130 volontaires se sont heurtés au début au doyen de la faculté.

6 et 13 août, des déplacés forcés du camp de Yarmouk, aujourd'hui au camp de Deir Ballout (gouvernorat d'Alep) manifestent pour l'eau potable et des équipements et s'adressent aux organisations internationales, l'UNRWA ou l'OLP.

9 septembre, le conseil local de Kafr Oweid (gouvernorat d'Idleb) démarre un projet d'alimentation en eau potable par forage de puits et raccordement des logements, les bombardements du 2015 et

2016 ayant détruit les infrastructures.

9 octobre, le conseil local de Derkush (gouvernorat d'Idleb) organise en collaboration avec les agriculteurs, les habitants et des représentants de la société civile, le festival de la grenade.

4 novembre, des habitants de Sahel Alghab (gouvernorat de Hama) inventent une machine, à partir d'un moteur de mobylette, pour lutter contre les jacinthes d'eau et assurer de revenus aux agriculteurs et aux pêcheurs.

9 novembre, le conseil local de Maarat Al Nooman (gouvernorat d'Idleb) annonce l'achèvement de l'éclairage public pour sécuriser la ville sur 800 points de passage, à l'aide de batteries de haute puissance et de panneaux solaires, le gouvernorat d'Idleb n'ayant pas l'électricité.

11 novembre, le conseil local de Has (gouvernorat d'Idleb) annonce le bilan du programme de développement concernant l'eau raccordée à 90 % des domiciles, les écoles, les fours et le bitumage des routes.

A la mi-novembre, des cadres de la médecine, de l'enseignement et de la défense civile du gouvernorat d'Idleb manifestent à plusieurs reprises pour alerter la communauté internationale sur la situation de la population et des enfants, victimes de bombardements du régime et des Russes et par crainte de bombardements chimiques.

23 novembre, des habitants d'Ariha (gouvernorat d'Idleb) manifestent pour réclamer le retour du pompage de l'eau, absent depuis la fin du contrat avec l'« Organisation au grand cœur », et renverser le conseil local et baisser le prix du pain.

SYRIE 2019

5 janvier, un projet de développement va attribuer des prêts aux agriculteurs à faibles revenus de Salama, Maarin, Bazibagh, Shamarikh, Tatiyah, Tulayl Ash Sham, Shamarin, Naddah, Nayah, Yahmul, Fayruziyah, Jarez, Bricha et Cheikh Rih aux alentours d'Azaz (gouvernorat d'Alep) afin qu'ils puissent produire et non dépendre des organisations de la société civile.

2 mars, des habitants d'Ain Al Baida (gouvernorat d'Alep) manifestent contre la transformation de la source locale en décharge pour les villages voisins.

7 mars, des déplacés du camp de Rukban (frontière syro-jordanienne) manifestent pour l'ouverture d'un couloir humanitaire vers la Jordanie, car ils sont privés d'eau potable, de nourriture, d'accès aux soins.

19 mai, le conseil local d'Atareb (banlieue d'Alep) en collaboration avec l'association tchèque People in Need lancent une campagne de ramassage des déchets.

Juillet, des dizaines d'agriculteurs de Jisr Al Choghur (gouvernorat d'Idleb) utilisent depuis 2018 l'énergie solaire pour pomper l'eau d'irrigation avec l'aide de l'association Banafsaj.

10 novembre, des habitants de Katina (banlieue sud de Homs) manifestent pour exiger l'arrêt des usines qui dégagent des gaz toxiques cancérigènes.

TERRITOIRES OCCUPES (1948 et 1967) 2018

8 février, des habitants d'Arad, au nord du Neguev, protestent contre un projet de mine de phosphate à proximité de la ville.

21 février 2019, le centre « Adala » présente une requête à la Cour suprême au nom des habitants de Alfaraa, dans le Neguev et diverses associations de droits de l'homme contre le conseil de planification et de la construction, le gouvernement israélien et la société Rotem Amfert qui a obtenu une licence d'extraction de phosphate dans une zone proche des villages de Al Furaa (reconnu), Al Zarura, Qatemat (villages non reconnus), soit mille habitants et 500 logements vidés immédiatement. Des milliers de personnes manifestent contre le projet de la mine de phosphate au nord d'Arad. Le 27, la Cour suprême entame des délibérations sur la pétition.

1^{er} et 2 mars, des dizaines de lycéens de Shaab (district Nord) manifestent devant le conseil local contre la pollution de l'eau dans le village et l'école (slogan : « J'ai le droit de boire de l'eau propre ». Le 3, des habitants manifestent contre la pollution de l'eau dans le village.

Banderole : « Non à l'eau colorée » « L'eau de Shaab d'abord pour Shaab ». Le 7 et le 8, grève générale des écoles, du conseil local et de ses institutions. Le 14, ils manifestent devant la Knesset pour protester contre la pollution de l'eau, en présence de députés avec des banderoles : « L'eau est source de vie », « La pollution de l'eau est une menace pour la vie », « L'eau égale la vie » (avec une rime en hébreu Maymm et Haïmm) « La pollution de l'eau est un danger pour la vie". Le 15, ils manifestent au carrefour de Shurashim proche du puits approvisionnant Shaab. Ils en attribuent la responsabilité à la Mekorot et les autorités israéliennes de l'eau.

9 novembre, ils manifestent contre la pollution de l'eau, due au pompage d'eau dessalée en lieu et place des puits d'eaux souterraines annoncée le 4 novembre jusqu'à la fin de l'année. Banderole : « La pollution de l'eau est un danger pour nos vies ».

4 mars, manifestation contre l'implantation d'une cimenterie à Irtah (district de Tulkarem) par Sanad Construction Resources Company (compagnie nationale) sur leurs terres agricoles, réprimée par les forces de sécurité palestiniennes, coups de matraques et gaz lacrymogènes. Trois personnes sont interpellées, et plusieurs sont blessées.

8 mars, Environ 500 habitants de Jaljulia (district central) protestent contre la construction d'une centrale électrique à combustible fossile, projetée par le ministère des Finances, à l'est de Kfar Saba. Le maire de Kfar Saba, Tzvika Tzarfati, déclare lors de la manifestation qu'il n'autorisera pas la construction d'une centrale qui entraînerait une pollution atmosphérique supplémentaire.

6 juin, des habitants de Beit Jala (gouvernorat de Bethléem) brûlent des pneus et déchets dans la rue principale pour protester contre le retard pris dans le projet d'assainissement et la pollution entraînant insectes serpents et puanteur.

4 juillet, des habitants de Khan Al Ahmar (gouvernorat de Jérusalem) manifestent contre la destruction programmée depuis des années de leur village (bédouins du Neguev venus dans les années 70) et de leur transfert à côté de la décharge d'Abu Dis. La manifestation est violemment réprimée par la police israélienne.

5 septembre, des élèves de l'école de Furush Beit Dajan (à l'est de Naplouse) manifestent contre l'occupation et la Mekorot qui a coupé l'eau du village, dont l'école, à dessein puisque la majorité de la population sont des paysans.

28 octobre, des habitants du camp de Shu'fat à l'est de Jérusalem, commencent un sit-in avec une tente contre le remplacement des éboueurs de l'UNRWA par des éboueurs israéliens.. en ce que cette décision est une violation de la résolution 194 et du droit au retour.

25 novembre, les familles des écoliers de Tel Seba (district Sud) manifestent à l'est du village près du barrage construit par le KKL, à l'origine des inondations qui ont rendu les routes impraticables, empêchant les écoliers de rejoindre leurs écoles et déclenchant une grève des cours pour 150 d'entre eux.

3 décembre, une délégation d'habitants de Kfar Kasem (district central) manifeste à El'ad contre l'implantation d'un générateur d'énergie à émission de rayons magnétiques cancérigènes près du kibboutz Givat Hashlocha, en présence des maires de Ras El Aïn, Khalkhoulia, Kfar Kacem : « La vie de nos enfants et de nos vieux vaut plus que ce commerce ». Décembre, une tente est érigée en face des forages.

5 décembre, des habitants et des agriculteurs de Saffuriya (district de Nazareth) manifestent contre la destruction par les autorités de la fontaine historique d'Al Qastal, en présence du maire de Nazareth, de religieux et de membres de la Knesset. Un appel est lancé pour manifester le samedi suivant au même endroit.

TERRITOIRES OCCUPES (1948 et 1967) 2019

26 janvier, les parents d'élèves de l'école préparatoire d'Arara (district de Haïfa) manifestent pour des meilleures conditions d'enseignement et la protection des élèves exposés à des produits dangereux.

24 février, les détenus de la prison du Neguev se révoltent (refus des repas, du nettoyage) sur le mode de l'insoumission pour protester contre le non ramassage des ordures des cellules et la mise en place de système de brouillage qui causent migraines et torpeur. La mise en place de brouilleurs pourrait provoquer des cancers.

30 juin, des habitants de Kfar Yassif (district du Nord) érigent une tente sur le futur tracé de l'avenue 70 destinée à avoir quatre voies qui inclut la saisie de leurs terres, avec l'aide du conseil municipal. 19 juillet, ils manifestent devant le siège de Natify Yisrael à Or Yehuda. 3 août, ils manifestent contre Natify Yisrael et le projet d'élargissement.

10 juillet, des habitants d'Abu Qrenat, Abu Talul, Bir Hadaj, Ksar Alsir (district du Neguev) manifestent contre l'imposition foncière et locale alors qu'ils n'ont ni réseau d'eau, ni collecte d'ordures, ni routes.

25 août, le conseil de Bizzariya (Nord de Naplouse) annonce l'arrêt des cours de l'école de garçons pour protester contre la poursuite des explosions dans la carrière voisine qui ont déjà provoqué l'effondrement d'un mur de l'école et menacent la vie de 500 personnes.

2 septembre, des habitants d'Ibtin (district d'Haïfa) manifestent devant le conseil régional de Zevulun pour protester contre le projet d'implantation de silos à grains à l'entrée de la bourgade, en parallèle avec une grève dans les écoles, en raison de l'exiguïté et de la surpopulation de la bourgade.

13 octobre, des élèves d'Al Kum (gouvernorat d'Al Khalil) manifestent et font un sit-in pour protester contre la mort lente par cancer du sang provoquée par les fumées venant de l'incinération de ferrailles depuis des années. Pancartes : « Nous voulons un environnement sain », « Qui met ces commerçants à l'abri de la loi ? », « Sauvez notre enfance ».

30 octobre, les habitants du quartier de la gare de Lod (district central) manifestent contre la

pollution due à l'usine Dalkol en présence du député Sami Abou Shéhadé.

16 novembre, des habitants de Tamra (district du nord) protestent contre la surfacturation de l'eau.

TUNISIE 2018

2 janvier, dans un contexte marqué par la pollution et la marginalisation, le choc causé par la noyade d'un jeune dans une puits fangeux, l'Union des diplômés chômeurs d'Agareb (gouvernorat de Sfax) manifeste devant la délégation pour exiger des emplois.

21 septembre, des militants manifestent devant le gouvernorat pour exiger la fin de la pollution. Le 23, des militants de la société civile manifestent sous le slogan « Je ne suis pas un dépotoir » pour dénoncer toutes les formes de pollution dans la ville entraînant cancers et hépatites (abattoirs de poulets, dépôts d'ordures, raffinerie Fitoura). Pancarte : « Stop aux crimes environnementaux à Agareb ». Les habitants organisent un rassemblement hebdomadaire pour protester contre les vipères qui ont tué un enfant.

26 septembre 2019, ils bloquent la RN14 et manifestent du tribunal jusqu'au centre contre la pollution, suite au décès d'une jeune femme mordue par un moustique.

4 janvier, des habitants de Moulares (gouvernorat de Gafsa) manifestent devant la maison de la culture pour exiger de l'eau potable, la réfection de l'hôpital et de meilleurs services municipaux. 16 février, des jeunes bloquent l'entrée de la mine de phosphate de Moulares de la CPG pour stopper les exportations, afin d'exiger des emplois et dénoncer la pollution due aux phosphates, notamment celle de l'eau.

23 mars, deux chômeurs coupent l'arrivée d'eau à la laverie du phosphate.

10 juin 2019, des habitants manifestent pour l'eau potable. Le 24, ils ferment la RN122 entre Metlaoui et Moulares pour protester contre les coupures d'eau et saisissent une voiture de lavage du phosphate, des wagons et des camions.

8 janvier :

- des habitants de Sidi Ali Ben Aoun (gouvernorat de Sidi Bouzid) ferment la RN3 à l'entrée nord de la localité et brûlent des pneus pour protester contre les coupures d'eau potable.
- des habitants de Massirat, El Hammala et Zorg (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Oueslatia/El Fahs au niveau du pont sur l'Oued Maarouf, brûlent des pneus pour protester contre la pénurie d'eau potable depuis un an, affectant plus de 300 familles.

11 janvier, des associations et partis sont reçus par le gouverneur de Monastir pour exiger urgences hospitalières, stade, formation professionnelle et transports à Ouardanine et le raccordement au réseau d'eau du quartier Al Mandra.

15 janvier, des habitants de Friouat (délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan) coupent la route de Tunis pour réclamer de l'eau potable.

21 janvier, des protestataires bloquent la route Mdhilla/Moulares (gouvernorat de Gafsa) pour contester les résultats du concours de recrutement à la CPG, investissent les locaux de la compagnie et emportent du matériel. L'armée nationale prend position. Le 24, des habitants de Mdhilla se réunissent, élaborent un cahier de revendications pour l'emploi dans la CPG, la libération de détenus, le blocage de l'activité de la compagnie, la mise sur pied d'une coordination et un sit-in illimité. Treize tentes sont montées dont trois de femmes qui exigent aussi des équipements de santé, l'eau, des routes, etc. Le 29, sit-in des chômeurs d'Om Larayess, Redeyef, Metlaoui et Mdhilla, la production est paralysée.

12 février, des agents et cadres de la CPG manifestent devant le siège social pour la reprise de

l'activité sur les différents sites de production. Le 19, après des négociations entre les habitants et un député, le sit-in de Borj Al Akarima est levé.

Le 4 mars, décision d'un conseil interministériel restreint : suspendre les processus de renforcement de l'emploi dans la région, gel des projets de recrutements programmés, jusqu'à la reprise de la production et du transport du phosphate.

Le 7, la production reprend à Om Lakchab (Metlaoui).

Les 17 et 18, week-end de blocage de routes, de rails avec jets de pierres des manifestants et lacrymogènes de la police. Slogans : « Travail, liberté, dignité nationale » suite au conseil des ministres du 16 qui a décidé de la construction d'une centrale électrique, mesure jugée insuffisante. 1^{er} mai 2019, des jeunes de Mdhilla détruisent le tube d'alimentation en eau pour le lavage du phosphate de Mdhilla.

21 et 22 juin, manifestations contre les coupures d'eau alors que la laverie de phosphate fonctionne. L'activité d'extraction est suspendue.

Le 24, ils ferment des administrations (délégation, municipalité, poste, mine, société de l'environnement, société de phosphate, GCT) pour exiger de l'eau potable en permanence.

30 novembre, des habitants et des militants de la société civile manifestent lors de la visite du 1^{er} ministre à Mdhilla contre l'inauguration de la seconde unité du GCT, source de pollution et de maladies.

23 janvier,

- manifestation d'habitants et de militants à Qalaa Sghira (gouvernorat de Sousse) devant le siège de la délégation contre les condamnations prononcées à l'encontre de jeunes qui protestaient contre la pollution de la briqueterie.

Le lendemain, le 24, Lajmi Werdani est déféré devant la chambre pénale du TPI de Sousse, pour faire opposition à un jugement en absence le condamnant à six mois d'emprisonnement, à la suite de la plainte du propriétaire ; le 25 devant y sont déférés Lotfi Lamri et Salah Krifa.

15 décembre, des travailleurs de la briqueterie bloquent la route entre Qalaa Sghira et Sousse pour protester contre la décision du conseil municipal de fermer l'usine.

- manifestation à l'appel de la coordination nationale des mouvements sociaux et environnementaux, devant le tribunal cantonal de Menzel Temime (gouvernorat de Nabeul) où comparaissent 10 jeunes de Sidi Medhkour ayant manifesté contre la pollution industrielle de l'oued Qaraa, sur plainte de la délégation régionale de Nabeul. Pancarte : « Non à la criminalisation du droit à la défense de l'environnement ».

6 février, des composantes de la société civile et le FP manifestent devant le TC de Menzel Temime pour protester contre le procès. Ils exigent que les contrevenants à la loi sur les eaux soient poursuivis et dénoncent la criminalisation des protestations pacifiques environnementales.

24 janvier, des habitants du quartier Beni Ali à Nefta (gouvernorat de Tozeur) manifestent et coupent la RN3 entre les délégations de Nefta et Hezoua contre les fuites d'eau potable qui engendrent de l'humidité dans les logements. La SONEDE refuse d'en assumer la responsabilité.

25 janvier, des habitants de Mehdiya manifestent devant le local de la SONEDE contre les coupures d'eau.

26 janvier :

- des habitants de la cité Jellas 2 à Siliana manifestent pour l'eau potable.

- des habitants de Damdoum (délégation de Sidi Ali Ben Aoun, gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent pour l'eau potable. Ils exigent l'intervention immédiate du Premier ministre.

27 janvier, des manifestants d'Hkaïma ouest (gouvernorat de Mehdiya) coupent la route Mehdiya/El Jem avec des pierres, des pneus enflammés pour protester contre la pénurie d'eau potable. Le 28, ils coupent la RN Mehdiya Boumerdes. 8 juillet, ils coupent la route aux véhicules pour réclamer de l'eau

potable.

Le 23, réunion en présence du gouverneur de Mehdia, de membres du conseil municipal d'Hkaima et d'habitants avant une réunion le même jour avec un représentant de la SONEDE.

6 février :

- des femmes du quartier d'Ifrane à Gafsa manifestent contre la pénurie d'eau à Ifrane, Al Assala et Al Douali.

- les parents d'élèves de l'école d'Essod (délégation de Cebbalat Ouled Asler, gouvernorat de Sidi Bouzid) retirent leurs enfants de l'école pour protester contre la pénurie d'eau y compris dans les écoles et manifestent devant le siège de la délégation. Le délégué dit que les écoles, dont celle d'Essod et d'El Khochoum, seront ravitaillées par camion citerne, que des agriculteurs auraient utilisé la réserve pour irriguer les oliviers et qu'il n'y a pas d'équipe de gestion du réservoir.

9 février, des habitants de la terre Karkoud à Kairouan manifestent devant le gouvernorat pour exiger de l'eau potable, dont 42 familles sont privées.

10 février, manifestation à Hezoua (gouvernorat de Tozeur) pour protester contre les déversements dans la ville.

16 février, des habitants de Ben Gardane (gouvernorat de Médenine) font une manifestation pacifique en direction de la SONEDE pour exiger de l'eau potable, pour le quatrième jour d'affilée.

17 février :

- des habitants du quartier de l'aéroport à Ben Gardane (gouvernorat de Médenine) bloquent toutes les routes pour protester contre la pollution de l'air, due à un cloaque infesté et les maladies.

- des proches et voisins du berger amputé d'une jambe suite à l'explosion d'une mine au Mont Chaambi (gouvernorat de Kasserine) bloquent la route de Kasserine pour d'avantage de sécurité et l'eau potable afin de ne pas avoir à puiser dans des zones dangereuses.

27 juin, la famille du berger bloque la route entre Fernana et Bouchebka, pour protester contre l'insécurité permanente, pour l'eau potable, l'électricité, des routes asphaltées et une unité de soins.

19 février, des habitants et des pêcheurs de Sidi Salem (gouvernorat de Sfax) manifestent pour protester contre des déversements de pétrole en mer en provenance de la station d'épuration. Ils empêchent le passage des camions et exigent la fermeture de la station et des solutions concernant les entreprises polluantes de la zone.

20 février, des habitants de Oueslatia (gouvernorat de Kairouan) coupent le CR46 au niveau du carrefour Siliana Haffouz, bloquent le transit pour protester contre la coupure d'eau potable depuis trois semaines.

13 décembre, des habitants manifestent devant la mairie pour exiger d'être approvisionnés en eau potable.

21 février, la plainte contre le projet Cap 3000, la Marina de Bizerte, est audiencée par écrit par la chambre criminelle de la justice transitoire de Bizerte. Le 23 décembre 2019, l'audience est reportée au 24 février 2020.

23 février :

- des habitants de Douali (gouvernorat de Gafsa) coupent la route pour protester contre les coupures d'eau potable. 21 mai, coupent la route et brûlent des pneus. Ils exigent une solution de la SONEDE.

- des habitants de Frch El Shih (délégation de Sidi Bouzid est) exigent dans un communiqué de l'eau potable.

25 février, journée de sensibilisation au Parc Ferhat Hached, situé entre Ben Arous, Megrine et Rades, menacé par un projet de rocade, organisée par l'AMIS, l'ABB et d'autres associations. 1^{er} avril, journée de sensibilisation sur les impacts de la rocade sur la forêt de Rades. Une pétition est présente sur avaaz.org. Avril, la liste Rades Taiche s'engage à protéger la forêt de la région, à changer les bennes à ordures et à créer des espaces de divertissement à Rades.

8 mai, lancement d'une pétition pour sauver la forêt par des associations dont le World Wildlife Fund, Zero Waste Tunisie : « Un clic sauve un arbre ».

23 juin, la coalition de protection de la forêt de Rades organise une rencontre citoyenne d'animation pour les enfants et de sensibilisation contre la rocade au Parc Farhat Hached.

13 septembre, à l'initiative d'une ONG, une réunion est proposée pour trouver une alternative à la rocade. Les ministères du Transport et de l'Environnement refusent d'y participer.

9 mars, les habitants de Tal Morjane (délégation de Bir Mcherga, gouvernorat de Zaghouan) déclarent que les autorités régionales ne tiennent pas compte de leurs mobilisations pour l'eau potable.

13 mars, le directeur de la planification et des bilans hydriques du ministère de l'Agriculture annonce la mise en place d'une police des eaux, chargée de contrôler la consommation de l'eau par les citoyens.

14 mars, à l'appel de l'Association pour la protection de l'Environnement, des habitants de Djebel Oust (gouvernorat de Zaghouan) manifestent devant le siège de la municipalité contre l'implantation d'une briqueterie sur des terres à vocation agricole. Pancarte : « Non à la pollution, non aux maladies, non au cancer ».

27 mars, manifestation des habitants de Barrouta (Draa Ben Jouder, délégation de Fahs, gouvernorat de Zaghouan) manifestent contre un projet de carrière à Jbel Ben Saïdane qui signerait la fin de l'agriculture, de l'élevage et les contraindrait à l'exode.

2 avril, manifestation à Al Jabalia (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) contre la pénurie d'eau.

4 avril, manifestation des habitants de Jbel Fadhloun (localité d'El Guefay, à Imadat El Kefi (délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan) contre l'implantation d'une carrière de pierres sur un site protégé, où la population, soit 1200 familles, cultive plantes aromatiques, fait de l'arboriculture, de l'apiculture, élève du bétail. L'autorisation de carrière a été donnée au niveau ministériel, y compris par le ministère de l'Environnement, mais refusé par les instances régionales. Les habitants coupent le CR48 brûlent des pneus. Le propriétaire de la carrière porte plainte pour entrave au travail. Quatre personnes, dont une de 83 ans, seront déférées devant le TPI de Kairouan le 10 avril et une autre en liberté.

Le 5, des habitants d'El Guefay bloquent la RN48 entre En Nadhor et Sousse via Kandar pour exiger la remise en liberté des huit jeunes en GAV.

Le 9, nouvelle manifestation et blocage de la route entre Nadhor et Kandar pour réclamer la liberté de quatre jeunes qui comparaîtront le 10 devant le TPI. Le projet a été suspendu le 5 avril. La section de Kairouan du FTDES soutient les revendications des habitants.

5 avril, des habitants de Hammam Marouf (gouvernorat de Sousse) manifestent pour exiger d'être alimentés en eau et en électricité.

7 avril, des habitants de Rabta (délégation de Sidi Ali Ben Aoun, gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent pour l'eau potable.

9 avril, manifestation à Zarzis à l'initiative de l'Association « Le Pêcheur pour le Développement et l'Environnement » et l'Alarmphone Tunis sous le slogan « Halte aux morts en mer ! ». Existence à Zarzis d'un cimetière des morts en Méditerranée.

11 avril, manifestation contre la pollution à Gabès devant le théâtre municipal de Tunis « Sauvez Gabès » Présence d'enfants et conférence de presse à l'initiative d'associations environnementales et de la société civile de la région.

6 août, des marins pêcheurs manifestent contre la pollution de la mer due au GCT ayant entraîné la mort des poissons. 8, le GCT publie un communiqué se défaussant de toute responsabilité de pollution par l'aluminium.

20 octobre, Stop Pollution de Gabès refuse de participer à la manifestation consacrée à l'économie bleue, parrainée par l'Union pour la Méditerranée en raison de la construction de ports en eau profonde, à Bizerte, pour des porte containers supplémentaires, et parce que l'association exige le rejet du phosphogypse dans la mer par le GCT de Gabès.

23 janvier 2019, des activistes manifestent à l'appel de Stop Pollution devant le siège de l'administration régionale du complexe pour exiger la fin de la pollution et la fermeture des unités polluantes. (fuite de dioxyde d'azote, employés évacués par les pompiers) et des habitants manifestent à Tunis contre la pollution du GCT et la fuite de la veille.

12 mars, des pêcheurs manifestent dans le port contre la pêche illégale qui entraîne la perte des espèces et affaiblit leurs revenus. Ils exigent du GCT l'application de l'accord qui les indemnise en raison de la pollution de la mer par le GCT.

Le 19, un navire chargé de 1000 tonnes de charbon de pétrole est empêché d'accoster à Gabès par des militants de la société civile pour des raisons environnementales. L'UR de l'UGTT a demandé le 12 l'arrêt du déchargement.

9 avril, il quitte le port sans avoir pu décharger sa cargaison. 1^{er} mai, à l'appel de la société civile, une manifestation pour l'environnement pour exiger la fermeture des unités et exiger un développement basé sur une industrie propre et des activités à valeur ajoutée dans la pêche, l'agriculture biologique, les échanges commerciaux du port, part du siège administratif du GCT. Slogans : « Nous mourrons mais nous aurons éradiqué les usines de la mort », « Nous ne sommes pas à vendre, la terre est à nous », « Habitant de Gabès, réveille-toi, le cancer te tue ».

17 avril, manifestation à El Guettar (gouvernorat de Gafsa) contre la pollution de l'air suite à l'hospitalisation de 55 personnes asphyxiées par les gaz émis par le Groupe Chimique de Mdhilla.

21 avril, des habitants de Ben Arous, El Mourouj, Mornag et Fouchana (banlieue sud de Tunis) expriment leur colère au cinquième jour de coupure de l'eau potable, annoncée par la SONEDE.

24 avril, des habitants d'Ouled Mohammed (délégation de Souk El Jadid, gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant la délégation du développement agricole de Sidi Bouzid pour réclamer une alimentation en eau potable.

27 avril, des habitants de Rahmat (gouvernorat de Kebili) coupent la route de Douz dans les deux sens pour exiger de l'eau potable, coupée depuis deux mois.

29 avril, des habitants de Gafsa coupent la route Gafsa Kasserine pour exiger de l'eau potable. 9 juin 2019, réunion du comité régional de défense de Gafsa pour le droit à un environnement sain. Le 20, manifestation devant le gouvernorat.

6 août, des paysans de la région et des composantes de la société civile, syndicat de l'agriculture, et des habitants manifestent pour l'eau et dénoncent la construction de puits par les industriels de l'agro-business de Gafsa nord et Sidi Aïch, au détriment des petits paysans.

Le 9, des habitants et des composantes de la société civile de Gafsa manifestent devant la SONEDE

pour protester contre les coupures d'eau.

8 mai, des parents d'élèves de l'école primaire de Ras El Oued (délégation de Nefza, gouvernorat de Beja) manifestent pour l'eau potable dans l'école.

9 mai, au terme de cinq jours de manifestation pour l'eau potable à Hamrounia (délégation de Joumine, gouvernorat de Bizerte) et de promesses fallacieuses, les habitants ferment la route Mateur/Hamrounia.

14 mai :

- des habitants de Jelma (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent contre le raccordement d'un puits au réseau SONEDE. Le puits a été saccagé par les protestataires, le rendant inexploitable.

Le 15, poursuite des manifestations de la population de Souabia contre l'utilisation de la force pour le raccordement du nouveau puits au réseau de la SONEDE ; le puits est bloqué par les habitants qui exigent une partie des bénéfices de l'exploitation du puits, des emplois à la SONEDE et l'octroi de terres domaniales agricoles. Des dizaines de blessés dont 3 hospitalisés dans les rangs des manifestants. Usage de gaz lacrymogènes contre les élèves du lycée de Jelma, l'agression du directeur et des enseignants. La section de l'enseignement secondaire de l'URT fustige l'usage excessif de la force. Les cours sont suspendus dans les établissements scolaires de Jelma ville. La RN3 est bloquée par les manifestants.

L'UL appelle à la grève générale le 15 mai contre l'usage excessif de la force. La fédération de l'enseignement secondaire de l'UGTT se rend à Jelma et annonce la suspension des négociations avec le ministère de l'Éducation. Arrestations et poursuites contre des manifestants ; le FTDES réclame leur libération et l'arrêt des poursuites.

Le 25, des agriculteurs et agents de l'Office des céréales manifestent devant le poste de police contre la délocalisation du bureau de l'Office à Lessouda et menacent de fermer 19 puits d'alimentation en eau potable, pour se venger des agriculteurs de Jelma après l'affaire du puits de Souabia. Selon le procureur de la république, deux personnes sont en garde à vue pour avoir agressé des forces de l'ordre et attaqué des voitures et des biens. Les autorités avaient autorisé la marche, mais elle s'est transformée en saccage de tubes et de câbles et le puits a été bétonné. Délégations à Jelma de la LTDH, de la fédération de l'enseignement secondaire et du FP.

22 mai, des habitants de la délégation de Sidi Alouane (gouvernorat de Mehdiya) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable coupée depuis quatre jours.

29 mai :

- des habitants de Metlaoui (gouvernorat de Gafsa) manifestent contre les coupures d'eau. 4 juillet, ils manifestent et ferment le siège de la SONEDE avec des chaînes et des cadenas, les employés sont à l'intérieur en raison des coupures d'eau. « Ils nous ferment l'eau, nous on leur ferme la porte ». Les forces de l'ordre rouvrent le local. 16 juillet, ils bloquent l'activité des laveries de phosphate 3 et 4, ferment le siège administratif et des transports de la CPG. Le 24, des habitants bloquent la route Metlaoui/Tozeur.

- des agriculteurs de Sidi Bou Ali (Gouvernorat de Sousse) manifestent devant le siège de la délégation et ferment la route Sousse/Tunis pour réclamer de l'eau d'irrigation.

31 mai,

- des habitants de la délégation de Sidi Ali Ben Aoun (gouvernorat de Sidi Bouzid) entravent les activités de la délégation, de la commune, de l'agriculture et du tribunal) pour exiger de l'eau potable coupée et manifestent devant le poste de la Sûreté tout en menaçant de couper la canalisation qui alimente la délégation voisine de Bir El Haffey. Ils empêchent 7 autocars de touristes de poursuivre leur trajet sur le RN3, devant le poste de la garde nationale.

3 juin, des agents municipaux de Mehdiya manifestent et cessent le travail pour une tenue de travail adaptée au ramassage des ordures et le versement de la prime de l'Aïd.

11 juin, des habitants de Elhendi Elamri, Kombura, Bartal, Othmania, Batista, El Behaier (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) coupent la RN46 entre les délégations de Oueslatia et le gouvernorat de Siliana, au niveau du pont du fleuve Lahmar, pour protester contre les coupures d'eau potable. La STEG a coupé l'électricité du siège de l'association qui approvisionne 700 logements en eau, pour non paiement de ses factures.

16 juin, des agriculteurs de la zone irriguée de Bousalem (gouvernorat de Jendouba) manifestent devant le siège de la délégation pour dénoncer le manque d'eau d'irrigation ayant des répercussions sur la production de pastèques, de melons et de betteraves.

19 juin :

- des habitants de Ben Gardane (gouvernorat de Médenine) manifestent et ferment le siège de la SONEDE pour exiger l'eau potable absente depuis quatre mois. 14 juillet, ils manifestent devant la SONEDE pour protester contre la coupure d'eau depuis deux jours.
- des habitants d'Al Guenna (délégation de Fernana, gouvernorat de Jendouba) manifestent devant le gouvernorat pour l'eau potable. 14 juillet 2019, ils manifestent pour réclamer de l'eau potable. Arrestations et poursuites sécuritaires.

20 juin, des habitants de d'Al Alaa (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour l'eau potable. Affrontements avec des habitants (la coupure de l'eau serait due à des factures impayées).

25 juin, les habitants de Aïn Askar (délégation de Bir Mcherga, gouvernorat de Zaghouan) manifestent pour l'eau potable. Sept jeunes sont arrêtés par les services sécuritaires à la suite du blocage de la RR37 entre Bir Mcherga et Sijoumi. Les habitants manifestent pour dénoncer leur arrestation.

2 juillet :

- des habitants de El Ksesba (délégation de Souassi, gouvernorat de Mehdiya) bloquent la RN1 et de la RN Mahdia/Sfax au niveau d'El Jem pour protester contre la coupure d'eau courante depuis sept jours ayant entraîné aussi la mort du bétail. Le 18, ils brûlent des pneus. 30 mars 2019, Ils ferment la route Tunis Sfax avec des pneus brûlés. Des forces de sécurité interviennent. Ils exigent l'eau potable, le bitumage de deux routes, un marché et la nomination d'un délégué.
- réouverture de la RN1 Sfax/Gabès, au niveau de Al Tunna, km6 à Sfax, fermée par les habitants privés d'eau depuis une semaine
- des habitants de la cité Tahrir (délégation de Ghannouch, gouvernorat de Gabès) bloquent la route principale au niveau de la prison pour exiger de l'eau potable.
- les agents de la SONEDE de Tataouine manifestent pendant deux heures contre la privatisation de la société et menacent de grève générale.

4 juillet :

- des habitants de Bir Mcherga (gouvernorat de Zaghouan) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants d'Ouled Helal (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) coupent la route Haffouz/Kairouan pour protester contre la coupure de l'eau potable depuis plus de deux semaines.
- des habitants de la délégation d'Echardha (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route au niveau du carrefour 74 (gouvernorats de Sfax, Sidi Bouzid et Kairouan) pour protester contre l'émanation de gaz en provenance de l'usine de grignon d'olives. 4 mars 2019, ils bloquent à nouveau le carrefour et en sont délogés par les forces de sécurité.

5 juillet, des habitants, dont des femmes de Harm, Elkna, Hdhil (délégation de Fernana, gouvernorat de Jendouba) manifestent et ferment la station de pompage d'eau au barrage de Barbara pour le troisième jour d'affilée. A l'issue d'une réunion un PV est signé. Un projet d'acheminement de l'eau commencera en octobre 2019.

6 juillet, des agriculteurs des oasis de Sombat et Hamma (gouvernorat de Gabès) coupent un aqueduc alimentant les entreprises de la ville, pour protester contre le manque d'eau potable et d'irrigation.

11 juillet :

- des habitants de Gafsa Sud (Douali, Assala, Sidi Ahmed Zarrouk) et des militants de la société civile manifestent lors d'une « marche pour la libération de l'eau » devant le bureau régional de la SONEDE pour exiger de l'eau potable. Slogan : « Mon droit à l'eau, c'est mon droit à la vie ».
- des habitants de Cheikh Oudiane (délégation de Goubellat, gouvernorat de Beja) coupent la route Beja/El Fahs au niveau de Goubellat et Bou Arada pour exiger de l'eau potable.

13 juillet :

- des jeunes de Kambout (délégation de Rémada, gouvernorat de Tataouine) manifestent et bloquent la route desservant les sites pétroliers pour exiger de l'eau potable.
- des habitants d'Al Qaytanah à Tozeur coupent la route pour protester contre les coupures d'eau. D'autre part ils coupent la route menant à Alnafaliyat pour protester contre le déversement des eaux usées dans leur quartier, du fait de l'incapacité du réseau d'assainissement du quartier voisin (Tin) à absorber une telle quantité.

14 juillet :

- des habitants d'El Baten (gouvernorat de Kairouan) manifestent jusqu'au dimanche contre la coupure de l'eau potable, coupent la RN et brûlent des pneus.
- des femmes de Zaghuan manifestent devant la SONEDE avec le slogan « Où est notre eau ? » pour protester contre les coupures d'eau et coupent la route.

16 juillet :

- des habitants de Oued Ksab (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route de Tunis et brûlent des pneus pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Zaghdoud (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) exigent l'intervention du ministère de l'Agriculture d'intervenir pour les approvisionner en eau potable.
- des habitants de Sakiet Al Khadem (délégation de Sidi Alouane, gouvernorat de Mehdiya) coupent la RN Ksour Essaf/Al Jem pour exiger de l'eau potable.
- des habitants d'Ayayta (délégation de Sidi Alouane, gouvernorat de Mehdiya) brûlent des pneus pour protester contre la coupure d'eau.

17 et 18 juillet, des habitants de Moaz, Al Bahri de la délégation de Tina (gouvernorat de Sfax) bloquent la RN1 Sfax/Gabes au niveau du quartier Moazz pour exiger de l'eau potable.

18 juillet :

- des habitants de Redha (délégation de Regueb, gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route Mazouna/Regueb pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Fatnassa (délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 Sbikha/Kairaouan pour exiger de l'eau potable. L'eau est rétablie et la route rouverte.
- des habitants d'Oued Beja (délégation de Sidi Alouane, gouvernorat de Mehdiya) brûlent des pneus pour protester contre la coupure d'eau.
- des habitants de Hakaïma Gharbia (gouvernorat de Mehdiya) bloquent les routes pour exiger de l'eau potable.

20 juillet :

- des habitants de Essaadi (Délégation de Sakiet Eddair, gouvernorat de Sfax) bloquent la route au niveau du km8 et brûlent des pneus pour réclamer de l'eau potable.
- des habitants de Saltaniya (gouvernorat de Sfax) bloquent la route pour réclamer de l'eau potable.

21 juillet, des habitants du Kef manifestent pour l'eau potable, coupée notamment dans les zones en hauteur et se dirigent vers la SONEDE. Slogan : « Où est l'eau ? ».

22 juillet, le secrétaire de l'Association de Chatt Essalem pour le développement durable à Gabès appelle le gouvernement à ne plus verser de phosphogypse dans la mer et critique le retard pris dans l'application des mesures annoncées en 2017.

19 octobre, les sitinieurs de Chott Salem (depuis une semaine) annoncent qu'ils vont intensifier leur action s'ils ne reçoivent pas de réponse à leurs demandes d'emploi dans une zone très polluée.

24 novembre, l'association manifeste pour revendiquer la construction d'une marina dans le cadre du projet de protection du port.

25 juillet, des habitants du quartier Ahouach à Kélibia (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route menant à Al Mansoura pour protester contre les coupures d'eau.

26 juillet, des habitants de Sidi Madhkour et le conseil municipal de El Hawaria protestent contre la décision du gouverneur de Nabeul d'ouvrir l'oued Karaa entre les délégations de El Hawaria et de Hammam Ghezaz.

Le 28, des composantes de la société civile de El Hawaria manifestent dans la ville et devant le siège de la délégation, exigeant le départ du délégué et celui du gouverneur, après la décision d'ouvrir le cours de l'Oued, ce qui devrait polluer la côte de El Hawaria.

28 juillet, une initiative citoyenne débouche sur le nettoyage de la piscine de Nefta, fermée depuis 15 ans.

29 juillet, des composantes de la société civile de Béni Khiar (gouvernorat de Nabeul) manifestent devant la municipalité contre la pollution de la mer causée par les cages à poissons.

30 juillet, des habitants d'Aïn Kadia (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Haffouz/Ouslatia pour exiger de l'eau potable.

1^{er} août :

- des habitants de la délégation de Ghardimaou (gouvernorat de Jendouba) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Oued Meliz (gouvernorat de Jendouba) bloquent la route avec leur bétail pour exiger de l'eau potable.

3 août, des habitants de Sebaiya (délégation de El Ala, gouvernorat de Kairouan) ferment le bureau de poste pour exiger de l'eau potable ; ils le rouvrent suite aux promesses de la maire de rétablir l'eau le lundi suivant.

23 janvier 2019, ils ferment la route numéro 6 à El Jarif pour exiger de l'eau potable.

12 août :

- des habitants de Fenyour (délégation de Mornaguia, gouvernement de la Manouba) coupent la route Sidi Ali Hattab/Jedaida pour protester contre la coupure d'eau dans la région. Ils brûlent des pneus. Les gardes nationaux et le délégué de Mornaguia interviennent et rouvrent la route.
- des habitants de Hammat Al Jerid (gouvernorat de Tozeur) ferment la RN3 à la suite de la mort d'une personne âgée écrasée par un autobus. Les habitants réclament depuis des années la

limitation de la vitesse dans une zone très fréquentée. Ils apportent du ciment et des truelles et se déclarent prêts à ériger eux-mêmes des limiteurs de vitesse.

19 août, des habitants du quartier Elamirine à Menzel Bouzelfa (gouvernorat de Nabeul) manifestent contre les amoncellements de débris au sein du quartier.

23 août, des habitants de Sidi Ammar (délégation de Fernana, gouvernorat de Jendouba) bloquent la RN17 Jendouba/Tabarka au niveau du pont de l'Oued Ghazala à Fernana pour exiger de l'eau potable.

29 août, des habitants d'El Baten (délégation de Dahmani, gouvernorat du Kef) manifestent pour l'eau potable.

5 septembre :

- des habitants de Ahouaz (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route de Tunis pour réclamer de l'eau potable.
- des habitants de Haroun (délégation de Zaghouan) ferment le CR133 pour exiger de l'eau potable.

7 septembre, des habitants de Dechra Elghozr (délégation de Belkhir, gouvernorat de Gafsa) bloquent la route menant à Gabes pour exiger de l'eau potable.

11 septembre, des riverains du dépotoir de Nkhila à Menzel Bouzelfa (gouvernorat de Nabeul) ferment la décharge pour protester contre la pollution qui menace la santé publique et l'environnement.

22 décembre 2019, des habitants de Damous Elhaja, Nkhila, Drinech et Rahma manifestent pour exiger des dédommagements pour les personnes malades.

12 septembre, des habitants de Touaimia et Mediouna (délégation de Oued Melliz, gouvernorat de Jendouba) coupent la RN6 au niveau de Oued Taghout et Sidi Meskine pour exiger le raccordement à l'eau potable.

15 septembre :

- des élèves et leurs parents manifestent pour l'eau potable, des enseignants et des équipements au lycée préparatoire et secondaire de Bouhajla (gouvernorat de Kairouan)
- La campagne « zebletna » donne rendez-vous au niveau national pour responsabiliser citoyens et État à la question des déchets et continuer la campagne de nettoyage.

16 septembre, des habitants d'Aïn Rahma (délégation de Bouficha, gouvernorat de Sousse) bloquent la route Enfidha Bouficha pour exiger la fermeture d'une décharge sauvage. Une promesse du délégué met fin au blocage.

17 septembre :

- des parents d'élèves de Ghidma (délégation d'El Faouar, gouvernorat de Kebili) manifestent devant l'école pour exiger de l'eau potable, le ramassage scolaire et la construction d'un mur protégeant des reptiles et animaux.
- des habitants de Ramdhan (délégation d'Amdoun, gouvernorat de Beja) bloquent la RN11 Amdoun/Aïn Drahem pour exiger de l'eau potable, l'amélioration de la route et des transports scolaires.

18 septembre :

- des habitants de Bou Thadi (délégation de Menzel Chaker, gouvernorat de Sfax) bloquent la circulation et brûlent des pneus pour exiger de l'eau potable, la réouverture du bureau de poste et le rétablissement des communications coupées

- des parents d'élèves bloquent la route Haffouz/El Alâa (gouvernorat de Kairouan) pour exiger de l'hygiène et des installations sanitaires à l'école Ktifet.
- des habitants de l'ensemble rural Aoulad Issaoui (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Haffouz/El Alâa au niveau de Bharna pour exiger de l'eau potable.
- Mohammed Oussama Houij découvre le désastre environnemental du lac de Hammam El Ghezzaz (gouvernorat de Nabeul) et exige des réponses de la municipalité. Les agents l'insultent et le menacent. Il sollicite l'APAL.

20 septembre, des habitants de Borj Salhi (délégation d'El Haouaria, gouvernorat de Nabeul) bloquent l'entrée de la centrale éolienne de Sidi Daoud pour protester contre les coupures de courant par la STEG suite à des factures impayées, en raison du fait que les éoliennes sont installées sur leurs terres et qu'ils réclament depuis des années des indemnités. Ils font un sit-in avec tente devant la délégation.

Abdelmoumen Belanes, député du FP commence le 4 octobre un sit-in devant la délégation d'El Haouaria. La gouverneure passe un accord avec les populations : retour du courant contre paiement des arriérés des factures. 20 novembre, des habitants exigent la révision des contrats ayant permis la construction d'éoliennes sur leurs terres, en raison des nuisances sonores, de leur proximité des logements (20m et non 800), le danger de chute depuis que l'une d'elles est tombée, qu'ils n'ont pas touché de compensation.

24 septembre, des habitants du quartier Sidi Amor à Nabeul brûlent des pneus et coupent la route pour exiger l'eau potable et le nettoyage de la boue après les inondations.

Le 26, Noureddine Taboubi, SG de l'UGTT, annonce que le personnel des banques et du pétrole affiliés à l'UGTT vont faire don d'une journée de travail au profit des sinistrés.

Le 27, des familles victimes des inondations manifestent devant le gouvernorat de Nabeul pour exiger des dédommagements.

Le 28, ils investissent le domicile du Omda.

1^{er} novembre, des habitants manifestent pour protester contre le retard du versement des indemnités des meubles après les inondations.

4 octobre, des habitants de Ghardaïa (délégation de Beni Khair, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Beni Khair/Beni Khalled pour exiger la réparation de la voie endommagée par les inondations du 22 septembre.

12 octobre, des habitants de Frinine (délégation de Dar Chaabane El Fehri, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Beni Khair/Beni Khalled pour l'accès à l'eau potable et l'éclairage public.

16 octobre, trois jeunes de la délégation de Foum al Khanga, délégation de Tameghza, gouvernorat de Tozeur) sont déférés devant le TPI de Tozeur pour avoir manifesté fin août contre le manque d'eau potable.

17 octobre, des habitants de Hassi Médenine (gouvernorat de Médenine) manifestent devant le gouvernorat pour exiger des égouts, les eaux usées se déversant dans la rivière et menaçant la santé et l'agriculture.

18 octobre, des habitants de la cité Ameer à Mhamedia (gouvernorat de Ben Arous) détruisent une partie des aqueducs romains qui font barrage à l'évacuation des fortes pluies ; le président de l'association de la protection de l'environnement et des sites archéologiques exprime ses regrets.

20 octobre, des habitants de Cedoukch (Jerba) manifestent devant la décharge de Talbat et la ferment en raison du danger dû à la pollution émise.

24 octobre, des habitants de Monastir font un trou dans le mur d'enceinte de Monastir pour évacuer les eaux accumulées suite à la panne du circuit d'assainissement.

25 octobre, des agriculteurs de Sidi Bouzid, manifestent devant le gouvernorat pour réclamer des indemnités, suite aux inondations et protestent devant la lenteur des travaux.

29 octobre, des habitants d'Al Tarifa (délégation de Goubellat, gouvernorat de Beja) manifestent et bloquent la route Bou Arrada/Goubellat pour exiger leur raccordement au réseau d'eau potable.

7 novembre :

- les parents d'élèves de l'école primaire Ain Zena (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) empêchent leurs enfants d'aller à l'école, de peur de l'hépatite A, trois cas ayant été enregistrés en raison de l'absence d'eau potable.

- Des agriculteurs des zones proches des forêts de la délégation d'El Haouaria (gouvernorat de Nabeul) revendiquent un permis d'achat et de détention de fusils de chasse pour protéger leurs récoltes des attaques des sangliers.

8 novembre :

- des habitants de localités de la délégation de Boumerdes (gouvernorat de Mehdiya) exigent la fermeture d'une usine de transformation de grignons d'olives en raison de ses activités polluantes pour la nappe phréatique et l'agriculture et les émanations de gaz toxique. L'usine appartenant à un investisseur étranger ayant reçu un permis en 2012 pour l'ouverture d'une huilerie qu'il a détournée en usine de grignons pour produire du savon en zone urbaine.

- des habitants de la cité El Jedaïda à Redeyef (gouvernorat de Gafsa) manifestent et bloquent les camions de phosphate afin que soit trouvée une solution à la question des eaux stagnantes en raison d'une canalisation de la SONEDE et des eaux d'égouts déversées à proximité du quartier.

12 novembre, le syndicat de base de l'enseignement secondaire d'El Ala (gouvernorat de Kairouan) font grève après que le lycée ait été investi par des chiens errants et des sangliers et autres animaux.

15 novembre, des citoyens ferment la route Haffouz/Kairouan au niveau de Chichra (gouvernorat de Kairouan) pour réclamer de l'eau potable.

17 novembre, des habitants de Sfax et des militants de la société civile manifestent devant la municipalité sous les slogans « Nous sommes tous Sfax », « Nous sommes contre la pollution et la marginalisation », visant particulièrement la SIAPE et l'UGTT qui refuse d'appeler à sa fermeture, en présence de partis politiques comme le FP.

30 décembre, 20 associations de la Coordination de l'Environnement et du Développement (CED) manifestent et pénètrent dans la salle où se tient le conseil municipal de Sfax à prendre une décision irréversible et définitive interdisant toute production et circulation de phosphates et de soufre à l'intérieur de la ville, car le GCT cherche à changer l'activité de la SIAPE vers la production d'engrais non polluants, proposition rejetée par toutes les associations à l'exception de l'UGTT qui y voit la sauvegarde des emplois.

13 février 2019, l'UR de l'UGTT, des employés de la SIAPE, la société de l'environnement de l'arboriculture et des jardins, la société tuniso-indienne d'engrais manifestent contre la décision de la municipalité d'interdire le transport des produits chimiques et des phosphates polluants dans la ville.

20 avril, des militants de Mechrou Tounes manifestant pour exiger la fermeture de la SIAPE à Sfax sont agressés et hospitalisés, agression condamnée par Tahya Tounes, par des travailleurs et des syndicalistes. Il y a deux ans que le gouvernement avait promis de fermer cette unité. L'UGTT dément toute agression. La CED demande au parquet d'ouvrir une enquête sur l'agression des

membres de Mechrou Tounes.

Le 23, conférence de presse de l'UR UGTT qui dément une agression ordonnée par le syndicat. Le 25, un membre du BP de Mechrou Tounes démissionne par solidarité avec l'UGTT. Le SG de l'UR UGTT affirme qu'il n'y a pas lieu de fermer la SIAPE.

6 juillet, des composantes de la société civile et des partis politiques manifestent pour la mise en œuvre de la décision prise par la municipalité le 31 décembre 2018 prévoyant l'arrêt total du transport du phosphate par bateau et de la pollution maritime.

11 septembre, à l'issue d'une réunion à l'URT de Sfax, les unités du GCT, de TIFERT, Shell, APO, TPS, CTF, CFTP, SEPT, Agil, Tankmed, Perenco, TRAPSA, SEREPT de Sfax décident d'une grève générale suite à la décision du ministère de l'Industrie de fermer le GCT.

19 novembre, des chômeurs de Rdeyef (gouvernorat de Gafsa) ayant participé au concours de recrutement au sein de la société de l'environnement de Gafsa et n'ayant pas été recrutés ferment toutes les entreprises étatiques et privées à Moulares et manifestent. Le 20, ils paralysent la production des unités de production et laveries de la CPG à Redeyef, Moulares et Mdhilla et les bureaux administratifs de la CPG à Metlaoui.

Le 21, ils ferment des administrations et des institutions éducatives pour protester contre les résultats du concours.

Le 26, le travail reprend dans les sites de production et les laveries de la CPG de Mdhilla.

29 novembre, des habitants du complexe rural « Al Draa-Guettar » (délégation d'El Aala, gouvernorat de Kairouan) coupent la route El Ala/Dhaibat avec des barricades et des pneus enflammés pour exiger de l'eau potable.

23 août 2019, les femmes manifestent à nouveau.

1^{er} décembre, des habitants et des militants de la société civile manifestent devant la délégation de Mohammaia (gouvernorat de Ben Arous) contre le projet d'implantation d'un centre de retraitement des déchets dans la zone de Bou Rabie, notamment à la ferme de Elkheir après la fermeture du centre du Borj Shaker en 2020, en raison de la pollution de cette zone agricole : olives, pistaches, grenades, pêches, abricots, palmeraies.

7 décembre :

- Stop Pollution manifeste contre la pollution du GCT à Gabes devant le théâtre municipal de Tunis et les promesses non tenues du gouvernement.

- des militants de la société civile de El Hamma et de Menzel Habib (gouvernorat de Gabes) appellent à une grève générale le lundi 10 décembre contre le transfert du déversement du phosphogypse de Gabès à Menzel Habib. Le 10, grève générale à El Hamma et Menzel Habib suite à la désignation de Menzel Habib pour abriter la cité industrielle intégrée devant accueillir les nouvelles activités du GCT.

26 février 2019, cinquante citoyens de Gabès portent plainte en justice contre le GCT.

10 décembre, les ouvriers de la société de l'environnement, de plantation et de jardinage de la région de Gafsa bloquent les activités de la CPG (transport du phosphate) pour exiger le retour de leur activité et la promulgation d'une loi réglementant leur activité et les droits des travailleurs. Blocage jusqu'au 12 décembre.

15 décembre, « La ruche de Tozeur », des réseaux sociaux, des composantes de la société civile et de l'URT/UGTT et des élus locaux organisent la rencontre « 100 arguments contre l'exploitation du phosphate dans le Jérid ».

27 décembre, des habitants de Bourouis (gouvernorat de Siliana) bloquent la RR18 pour s'opposer au projet de barrage dans la région, ce qui entraînerait le déplacement de 1500 habitants.

20 février 2019, à l'appel de militants de la société civile dont l'UL de l'UGTT les employés de la délégation de Bourouis font une grève générale et manifestent contre le projet de l'Oued Tessa de la zone n°4 entraînant le transfert d'un tiers des habitants.

TUNISIE 2019

Janvier, à l'appel de réseaux Facebook, une tente est érigée devant le siège du gouvernorat de Jendouba avec le slogan « Jendouba veut un véritable développement ». La pétition recueille plus de 5000 signatures et l'appui de toute la société civile. Parmi leurs revendications, l'eau potable et l'eau d'irrigation, des dédommagements des préjudices subis après les inondations. 27 mars, des habitants manifestent à l'appel de « Jendouba veut un développement véritable » et bloquent la rue principale devant le gouvernorat pour protester de n'avoir pas été conviés à la séance préliminaire sur la région au palais présidentiel.

2 janvier :

- des habitants d'Aïn El Beïda (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour protester contre la coupure d'eau depuis dix jours.
- des habitants de Khit El Oued (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Haffouz/Oueslatia pour exiger de l'eau potable.

4 janvier, des habitants de Zaafrana (gouvernorat de Kairouan) manifestent contre la pollution due à l'évacuation de la station d'épuration de Sidi Amor (Bouhajla) dans les terres, entraînant un péril pour les produits agricoles, des moustiques, chiens errants et sangliers.

22 janvier, des habitants de Al Baharna (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) ferment la route reliant Haffouz et Al Oula, au niveau de Oued Mark Ellil pour exiger de l'eau potable. Le 24, les forces de sécurité rouvrent le transit, utilisent des lacrymogènes, interpellent onze personnes dont quatre sont déférées. Un jeune homme a été transporté à l'hôpital Sahloul.

23 janvier, l'association des chasseurs et la société civile dénoncent la chasse à l'outarde (espèce en augmentation depuis une interdiction de chasse depuis huit ans) pratiquée par des Qataris à la frontière avec l'Algérie dans la zone de Al Taamir (gouvernorat de Tozeur), tandis que la LTDH évoque une caravane de 4x4 et des hélicoptères rouges ont traversé la zone et s'adressent à la présidence pour faire interdire la chasse.

28 janvier, des habitants de Douar Al Assaydia (commune de Zelfen, délégation de Thala, gouvernorat de Kasserine) ferment la RN17 et brûlent des pneus pour protester contre l'isolement de leur commune pendant quatre jours après la tempête de neige à cause du mauvais état de la route.

19 février, des pêcheurs du port de Hergla (gouvernorat de Sousse) manifestent et ferment le port, à l'instigation de l'UL de l'agriculture et de la pêche, contre un projet de pisciculture au large de Hergla lancé par un investisseur.

25 février, des habitants d'Ouled Achour (délégation de Bouhajla, gouvernorat de Kairouan) ferment la route entre Bouhajla/Kairouan pour exiger de l'eau potable.

28 février, des agriculteurs de Mornag manifestent en présence de l'UGTA devant la carrière de granulats de Carthage Cement de Jbel Rassas (gouvernorat de Ben Arous) pour protester contre la pollution de l'air et de l'eau.

15 mars

- dans le cadre du FFF, des élèves du lycée Louis Pasteur de Tunis se mobilisent et nettoient l'avenue Habib Bourguiba et Mohamed V.

- un accord est signé entre la municipalité de l'Ariana et l'association Vélorution en collaboration avec le Small Grant Program du PNUD pour un projet de pistes cyclables.

21 avril, journée sans voiture à l'Ariana et journée de sensibilisation à l'usage de la bicyclette, une première dans le pays.

18 mars, des militants de la société civile manifestent devant le siège de la SONEDE de Metlaoui (gouvernorat de Gafsa) pour protester contre les coupures d'eau potables récurrentes.

20 mars :

- le SG de l'UGTT assure au président de la République que la CPG n'a jamais été en grève, mais que les arrêts de la production sont dus aux défenseurs de l'environnement.

- des habitants d'Ouled Slit (délégation de El Krib, gouvernorat de Siliana) ferment la RN18 avec des pneus brûlés pour exiger de l'eau potable.

27 mars, des habitants de Massouj (gouvernorat de Siliana) bloquent en brûlant des pneus la RR entre la délégation de Sers et le gouvernorat de Siliana pour l'eau potable et dénoncer les promesses non tenues depuis 2011.

28 mars,

- des jeunes du collectif Soli&Green commencent la plantation de 20000 arbres dans la forêt de Kesra (gouvernorat de Siliana) ravagée par des incendies il y a deux ans.

- des habitants de Kheloua Mouisset (délégation de Bouhajla, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Bouhajla/Nasrallah pour exiger l'aménagement de la piste rurale endommagée par les intempéries.

29 mars :

- des cadres médicaux et paramédicaux du centre de santé et des habitants de la cité Khadra (délégation de Kasserine nord) manifestent devant le centre pour exiger que soit restauré l'accès au centre impossible en raison des coulées de boues dues aux fortes chutes de pluie.

- des habitants d'El Khazazia (délégation de Kairouan-Nord) ferment la route Sousse-Kairouan pour exiger de l'eau potable.

31 mars, des composantes de la société civile nettoient bénévolement l'hôpital régional Houssine Bouzayane de Gafsa.

10 avril :

- Des agriculteurs de la délégation de Rouhia (gouvernorat de Siliana) bloquent la RR71 pour réclamer les dédommagements qui leur étaient dus depuis la vague de froid de mai 2018.

- Des habitants du quartier Ben Aoun de Qalaa Sghira (gouvernorat de Sousse) ferment la route avec des pneus brûlés pour le deuxième jour d'affilée entre Al Qalaa Sghira et Sousse pour exiger de l'eau potable et l'électricité.

20 avril, des habitants de Borj El Akerma (délégation de Mdhilla, gouvernorat de Gafsa) manifestent pour exiger de l'eau potable, coupée depuis quatre jours.

22 avril, des agriculteurs de Testour (Gouvernorat de Béja) dont les récoltes ont été compromises par les inondations, le froid et le vent. En août septembre 2018, ils manifestent devant la délégation pour exiger les dédommagements promis à 300 paysans.

23 avril,

- des habitants de Ketana (gouvernorat de Gabes) ferment la RN1 au niveau de Sidi Salem pour exiger de l'eau potable, coupée depuis une semaine.
- des cultivateurs de légumes verts et de tomates de Borj Toumi (délégation d'Al Battan, gouvernorat de la Mannouba) ferment la RN 5 pour exiger de l'eau d'irrigation.

27 avril, des habitants de la délégation de Regueb (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent suite à l'accident qui a tué douze travailleur.se.s (sept femmes) agricoles et en a blessé vingt dans la zone d'Alcharaa (délégation de Cebbala) et exigent des contrats garantissant des transports surs.

Le 28, des représentants de la société civile manifestent à Sidi Bouzid en solidarité avec les familles des travailleur.se.s et font une marche dans la ville pour exiger des compensations matérielles et morales et que soit trouvée une solution à la question du transport des ouvrières agricoles sur leur lieu de travail. Ils exigent la démission du gouvernement et l'ouverture d'une enquête sur l'accident.

Le 29, des travailleuses de la société agricole Al Ihia de Khalil Al Hedi (délégation de Balta Bouaoune, gouvernorat de Jendouba) manifestent avec la participation de travailleurs masculins de l'entreprise pour dénoncer leurs conditions de travail et de transport, et l'absence de toute sécurité. Elles travaillent 70 heures par semaine. Des habitants de Cebbalat ferment les RN3 et 13, après avoir manifesté, à l'occasion de la grève générale dans le gouvernorat suite à l'accident du samedi, pour exiger des conditions de travail dignes pour les femmes. Ils exigent des périmètres irrigués dans la région de Jbel Mghila, de l'eau potable, des services administratifs et des routes. 15 jeunes des familles des victimes commencent un sit-in à la délégation de Cebbala.

Le 30, le gouverneur de Sidi Bouzid met à la disposition des familles des victimes deux véhicules pour aller à l'hôpital.

1^{er} mai, l'UR UGTT annule la célébration du 1^{er} mai, l'UR de Sfax décrète l'année 2019-2020 année de la femme travailleuse. L'UTAP organise une caravane de distribution de moutons aux familles des victimes. Manifestation de femmes pour l'amélioration des conditions de travail des femmes à l'initiative de l'ATFD.

Le 3, patrouilles de la garde nationale de Fouchana (gouvernorat de Ben Arous). Le 3, manifestation culturelle à la bibliothèque publique de la délégation de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) en solidarité avec les victimes.

28 avril,

- Des habitants du quartier Ben Younes de Gafsa manifestent contre la coupure d'eau potable et ferment la route entre les gouvernorats de Gafsa et Kasserine avec des pneus enflammés.
- Des composantes de la société civile de Zraoua (délégation de Matmata la nouvelle, gouvernorat de Gabès) organisent une campagne de nettoyage volontaire intitulée « Le jour du retour » pour nettoyer l'ancienne Zraoua berbère et dégager le chemin qui y mène.

3 mai,

- des habitants bloquent la route Sbeitla-Tunis pour exiger de l'eau potable dans la zone El Itha/Mghilla
- Des habitants manifestent devant la délégation de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) pour exiger de l'eau potable.

7 mai :

- des habitants de El Azaza (délégation de Menzel Mhiri, gouvernorat de Kairouan) coupent la route Haffouz/Nasrallah pour exiger de l'eau potable.
- des habitants originaires de Tataouine créent le mouvement Attachtouna (vous nous assoiffez). 10 juin, ils manifestent devant la SONEDE pour protester contre les coupures d'eau. Le 17, ils manifestent devant le siège de la SONEDE.

9 mai, des agents de la municipalité de Sers (gouvernorat du Kef) manifestent pour leurs

rétributions, l'eau sur le lieu de travail et une révision du dépôt d'ordures qui met leur santé en danger. Ils sont en grève depuis la veille.

16 mai, des habitants de Aïn Al Bia (délégation de Fernana, gouvernorat du Kef) manifestent pour l'eau potable à l'occasion de la visite de Youssef Chahed dans la région.

17 mai, des habitants de Rejiche (gouvernorat de Mehdia) bloquent la route Rejiche/Mehdia pour protester contre un nouveau projet de l'ONAS de station d'épuration devant déverser sur la côte. 9 juin, ils lancent une campagne dénonçant la pollution de l'eau de mer, accusant l'ONAS d'avoir négligé leurs exigences de changement du trajet du drainage des eaux usées afin d'épargner la mer. Le 11, les habitants coupent la route Rejiche/Mahdia et quatre personnes sont arrêtées. Le 12, elles sont libérées.

Le 13, un accord entre l'ONAS, la société civile et des députés de la région prévoit de remplacer le drainage par une station d'épuration.

22 mai, des habitants de Dhouahir (délégation de Kairouan sud) manifestent devant l'école Henchir Bichir pour réclamer autorités l'eau potable, l'amélioration des infrastructures, un mur d'enceinte pour protéger l'école des bêtes rampantes et des chiens errants.

29 mai, mobilisation de la société civile de Kebili pour inciter le gouvernement à agir contre le charançon rouge pour empêcher sa propagation dans les zones de production de dattes.

3 juin, des élèves de Kalaa Kbira (gouvernorat de Sousse) manifestent et exigent de la municipalité une intervention rapide contre les moustiques (médicaments) qui prolifèrent en raison de l'absence d'égouts et du déversement des eaux usées dans les oueds.

10 juin, des habitants de Nasr (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent pour l'eau potable.

11 juin, des habitants de Rifahia (délégation de Dahmani, gouvernorat du Kef) manifestent pour exiger de l'eau potable. Dix manifestants sont interpellés. Nouvelle manifestation.

17 juin, des habitants de Tataouine manifestent devant le siège de la SONEDE pour dénoncer les coupures d'eau potable.

20 juin, des habitants de diverses délégations (Metlaoui, Gafsa, Redeyef, Mdhilla, Sened) du gouvernorat de Gafsa manifestent devant le siège de la SONEDE pour exiger de l'eau potable à l'appel d'associations.

22 juin, la coordination « Où est l'hôpital ? » de Kairouan organise un sit-in devant le bureau du directeur de la SONEDE pour dénoncer le manque d'eau et l'interruption des opérations à l'hôpital Ibn Jezzar à cause du manque d'eau, tandis que les habitants manifestent.

- des habitants de Beni Khiair (gouvernorat de Nabeul) manifestent pour que soit mis fin à la pollution de la mer.

- des habitants de Sidi Khiair (délégation de Nebeur, gouvernorat du Kef) manifestent et bloquent la route reliant les gouvernorats du Kef et de Jendouba pour exiger de l'eau potable. A la suite d'une intervention des autorités locales, le barrage est levé.

25 juin, des femmes de Zaafaria (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent à l'intérieur du siège de la SONEDE pour réclamer de l'eau potable.

Le 26, des agents et cadres de la SONEDE font grève en raison des agressions et insultes d'hier, lancées par les habitants contre les perturbations au niveau de la distribution de l'eau. Le syndicat de base envoie un préavis de grève de deux jours pour le 8 juillet et fait porter à la SONEDE toute la responsabilité de la situation du manque d'eau à Sidi Bouzid.

29 juin, des habitants de Sounine (délégation Ras Jbel, gouvernorat de Bizerte) manifestent au centre ville contre le déversement des eaux usées dans l'Oued Sounine qui contamine les zones agricoles et côtières.

1^{er} juillet, des habitants de Selma (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant l'hôpital pour exiger de l'eau potable. 3 juillet, ils bloquent la route Tunis/Gafsa pour exiger de l'eau potable et brûlent des pneus.

2 juillet, des habitants de Hdhil (délégation de Fernana, gouvernorat de Jendouba) commencent un sit-in devant la station de pompage de Berbera.

Le 3, la sûreté intervient et interpelle 6 sit-inneurs, qui sont conduit au poste de la garde nationale de Tabarka.

4 juillet, des habitants de Bahra (gouvernorat du Kef) ferment la route le Kef/Tunis pour protester contre la coupure d'eau.

6 juillet :

- des habitants de Kebili ferment la route Kebili/Gabès pour protester contre la coupure d'eau depuis une semaine.
- des habitants de Maiou (délégation de Sbeitla, gouvernorat de Kasserine) manifestent et coupent la route Sfax/Kasserine pour exiger de l'eau potable, coupée depuis neuf jours.

12 juillet, des habitants de la Chabba (gouvernorat de Mehdiya) manifestent devant une unité de la SONEDE pour protester contre la coupure et la pollution de l'eau potable.

14 juillet, des femmes de Zaghouan manifestent devant le bureau régional de la SONEDE pour protester contre les coupures d'eau potable et bloquent la route de Zaghouan dans les deux sens.

14 et 21 juillet, des habitants de Lsouda (délégation de Sidi Bouzid est) manifestent contre la pollution due à un élevage de poules, une usine de lait et contre l'implantation d'un dépôt d'ordures dans la zone.

16 juillet, des habitants de Blidet, Beni M'hamed et Jarcine (délégation de Kebili-sud) manifestent et bloquent la RR 251 contre le déversement de la station d'eaux usées de Douz dans le sous-sol qui menace leur production de dattes et pollue leurs puits.

1^{er} août, des habitants de Beni Mtir (délégation de Fernana, gouvernorat de Jendouba) manifestent devant les réservoirs d'eau et coupent l'alimentation en eau d'Aïn Draham, exigeant pour eux la priorité du raccordement en eau.

5 août :

- des habitants de Msaken manifestent devant la SONEDE pour dénoncer les coupures d'eau.
- des habitants de Ksar Ouled Debab (gouvernorat de Tataouine) ferment la route Tataouine/Remada pour protester contre la coupure d'eau depuis un mois.
- des habitants de Djebel Serj (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route de Tunis pour exiger de l'eau potable.

8 août :

- des habitants de Draa (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route et brûlent des pneus pour exiger de l'eau
- des habitants d'Agareb et des militants de la société civile (gouvernorat de Sfax) manifestent devant la municipalité pour dénoncer l'incendie du dépôt d'ordures et le « terrorisme environnemental » après que le tribunal cantonal ait donné six mois en juillet dernier pour fermer la

décharge.

10 août, des habitants de Rahma à Menzel Bouzelfa (gouvernorat de Nabeul) coupent la route pour exiger de l'eau potable.

11 août, des habitants d'Echraf (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Kelibia/El Haouaria pour exiger de l'eau potable.

12 août, des habitants d'En Nahli (gouvernorat de l'Ariana) bloquent la route de Bizerte pour protester contre les coupures d'eau.

13 août :

- Des habitants de Sfax manifestent devant la wilaya pour exiger de l'eau potable.

Le 14, ils manifestent devant la municipalité.

Le 14, la section de la LTDH décide de constituer un collectif de défense des droits des habitants à l'eau, avec des composantes de la société civile.

Le 18, des habitants et la société civile manifestent devant le gouvernorat pour un développement durable et un environnement sain sous le slogan « L'amour de Sfax nous rassemble »

- des habitants de El Jamaïlya et de Nefza Ouest (délégation de Nefza, gouvernorat de Béja) coupent la route Nefza Tabarka au niveau de Beni Saïd pour protester contre la coupure d'eau depuis trois jours.

14 août, des habitants d'Aïn Draham (gouvernorat de Jendouba) bloquent la RN17 au niveau de Aïn Mizeb pour réclamer de l'eau.

- des habitants de Zafrana (délégation de Beja, gouvernorat de Jendouba) bloquent la route entre Amdoun et Aïn Draham pour protester contre la coupure d'eau.

18 août :

- organisation d'un marathon et d'une course équestre à Hassi Jerbi (délégation de Zarzis, wilaya de Médenine) pour sensibiliser à la pollution et la préservation des flamants roses.

- des habitants du Kram (gouvernorat de Tunis) organisent la « fête du trou » pour protester contre l'abandon (d'où le trou) d'un chantier de réparation des canalisations d'eau.

19 août, des habitants de Sidi Boubaker (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route Gafsa/Moulares pour protester contre l'absence d'eau potable et d'irrigation.

22 août :

- des habitants de Ras El Ma (délégation de Siliana-sud) bloquent plusieurs routes pour protester contre la non-collecte des déchets depuis plus de deux mois.

- des habitants du quartier de la mosquée sud de Kairouan manifestent devant le centre de collecte de déchets ménagers pour dénoncer la pollution de ce dernier.

- des habitants de Al Jamaïlia (délégation d'Ouled Amor) ferment la route entre Kesra et Al Aala avec leurs véhicules, leur bétail et des pneus enflammés pour exiger de l'eau potable.

24 août, des habitants de Touta (délégation de Grombalia, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route et font un sit-in pour l'eau et le développement.

Le 27, la Garde Nationale intervient. Affrontements entraînant des blessés et 7 interpellations de manifestants.

26 août, l'URT de Jendouba de l'UGTT exige une enquête sur l'octroi de l'autorisation d'exploitation de 200 hectares de forêt à Ouled Helal à Aïn Draham.

Le 28, une pétition « Non à la déforestation en Tunisie » est mise en ligne.

Le 30, le FTDES dénonce des vices procéduraux lors de l'octroi de l'autorisation.

27 août, des composantes de la société civile manifestent à Sidi Bouzid en solidarité avec Mouazz Salhi, avocat ciblé en raison de sa dénonciation de l'enfouissement de bidons de déchets chimiques dangereux par le gouvernorat en divers endroits du gouvernorat.

Le 29, des composantes de la société civile manifestent contre les déchets toxiques.

28 août, des habitants de Ksar Mgabla (gouvernorat de Tataouine) manifestent devant le siège de la SONEDE pour protester contre la coupure d'eau potable depuis une semaine.

30 août, des habitants de la Soukra (gouvernorat de l'Ariana) bloquent la route pour protester contre le non conformité du quartier Fatih 2, l'absence de raccordement au réseau d'assainissement et le non bitumage des routes.

31 août, des habitants de Khmouda (délégation de Foussana, gouvernorat de Kasserine) manifestent contre un pylône électrique de grande portée qui menace les passants.

2 septembre, les syndicats de base des sociétés d'environnement et de reboisement du bassin minier décident de faire grève le 12 septembre et d'arrêter la production de phosphate si leurs revendications ne sont pas prises en compte.

5 septembre :

- des jeunes de Maztouria (gouvernorat de Tataouine) bloquent la route pour exiger de l'eau potable
- des habitants l'El Haouamid (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Chebika/Kairouan pour exiger de l'eau et de l'électricité.
- des membres du syndicat de base des forêts manifestent dans plusieurs gouvernorats pour dénoncer les agressions dont ils sont victimes et exiger une protection.

7 septembre, des habitants de Nabeul fêtent « l'anniversaire des ordures » pour protester contre la négligence de la municipalité envers eux.

Le 8, la municipalité fait procéder au nettoyage des rues.

11 septembre :

- des habitants de la cité Hédi Nouira à l'Ariana bloquent la RN8 pour protester contre une coupure d'électricité.
- des habitants de Ouled Gharsallah à Jebbes (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la siège de la délégation pour exiger que l'entrepreneur chargé de la conduite d'eau sur l'oued Marjelil soit rétribué et puisse travailler.
- des habitants de la cité Mustaqbal ferment la RN8 entre l'Ariana et Bizerte pour dénoncer l'inaction du gouvernement face aux catastrophes climatiques lors des inondations.
- des habitants de Beqalta (gouvernorat de Monastir) manifestent pour exiger l'intervention des autorités suite aux inondations.

13 septembre :

- des habitants du quartier Tebbane à Kairouan manifestent pour l'eau potable et des rues goudronnées.
- des habitants du quartier Zayatine à Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) manifestent contre un projet de pylône électrique de grande portée dans un espace vert dont ils exigent la réhabilitation.

16 septembre, des habitants de la cité Nour à Kasserine manifestent pour exiger de la municipalité la collecte des ordures, et un environnement sain, au dixième jour de la grève des éboueurs.

17 septembre, des habitants d'Ouled Khalfallah (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) réquisitionnent un bus scolaire pour exiger des transports scolaires.

19 septembre, des parents d'élèves de l'école Al Mazahdia Wal Maqdar de Cherarda (gouvernorat de Kairouan) empêchent leurs enfants d'aller à l'école, faute d'eau potable et de protection contre les animaux errants.

20 septembre, des habitants de la résidence El Hamrounia (délégation de Joumine, gouvernorat de Bizerte) bloquent la RR pour exiger de l'eau potable.

24 septembre, la route est ré-ouverte entre El Ala et Haffouz, après qu'elle eut été fermée par des habitants de Jebbes (gouvernorat de Kairouan) et des enseignants, les fonds nécessaires à la reprise du courant électrique ayant été réunis.

26 septembre, des habitants d'Aïn Kadia (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Haffouz Ouslatia pour exiger de l'eau potable.

29 septembre :

- le sit-in des habitants de Hammamet (gouvernorat de Nabeul) suite au décès d'une élève percutée par un train est levé. Des négociations auront lieu pour envisager la mise en place de barrières ou de signaux lumineux.

- des habitants d'El Msaid (délégation de El Ala, gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger de l'eau potable.

30 septembre, des habitants de la délégation de Souk Jedid (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route pour protester contre la coupure d'eau depuis deux semaines et par crainte de l'hépatite C.

2 octobre 2019, des habitants de la cité agricole de la délégation de Sidi Bouzid ferment la route menant à leur quartier pour exiger de l'eau potable et de l'électricité, qu'ils réclament depuis 2010.

3 octobre, des habitants de Chraïtia et d'Aouaqabia (gouvernorat de Kairouan) ferment la route Bir Ouesfane/Chararda pour réclamer le rétablissement de l'électricité.

8 octobre, des parents et des élèves de l'école Sidi Salah de Chotrana 1 (commune de la Soukra, gouvernorat de l'Ariana) bloquent la route pour protester contre la remontée des eaux usées dans l'école suite aux pluies.

10 octobre, les agents de la SNCFT de Kasserine font un sit-in pour exiger la remise en service de la voie ferrée de Kasserine et le renouvellement de la flotte.

11 octobre, des habitants de Brikat à Hmad (délégation de Chbika, gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger de l'eau potable.

17 octobre :

- des élèves d'El Khedr (délégation de La Sbikha, gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger des transports scolaires.

- des habitants de Ben Béchir (gouvernorat de Jendouba) manifestent devant le gouvernorat pour exiger la fin de la pollution émise par les bassins de déchets de l'usine de levure.

18 octobre, les parents d'élèves de l'école Hached d'Enfidha (gouvernorat de Sousse) empêchent leurs enfants de rejoindre leurs classes en raison de l'absence d'eau et des conditions désastreuses d'enseignement.

22 octobre, des habitants et des composantes de la société civile de Chraïtia Ksour (ou Chouaihia, délégation de Cherarda, gouvernorat de Kairouan) manifestent contre l'ouverture du déversoir de margines et exigent la dissolution du conseil municipal. 17 décembre, ils manifestent devant la municipalité.

31 octobre :

- des défenseurs des animaux manifestent devant la municipalité de Sousse pour dénoncer la campagne contre les chiens errants et réclament un chenil.
- des composantes de la société civile de Gafsa manifestent pour le remplacement des camions par des trains pour le transport du phosphate.

1^{er} novembre :

- des habitants de Chawachi (délégation de Hajeb El Ayoun, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le siège du gouvernorat contre la soif depuis l'installation d'une usine d'eau minérale.
- des composantes de la société civile de Jendouba manifestent devant la SONEDE pour exiger la réfection du réseau et la suppression des conduites en amiante et ciment.

3 novembre, des habitants de Chott Erromen (délégation d'Akouda, gouvernorat de Sousse) manifestent contre la prolifération des ordures et des sangliers sauvages. Le maire vient à leur rencontre et promet une réunion.

4 novembre, des habitants de Jabbes (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) ferment le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable.

- Des habitants de la localité de Najah (gouvernorat de Siliana bloquent la route 73 Siliana/El-Krib pour protester contre les odeurs nauséabondes provenant du dépotoir à ciel ouvert de la région.

6 novembre, des élèves de Zaafrana (délégation de Kairouan Sud) bloquent deux autocars de la société régionale de Kairouan pour réclamer des transports scolaires.

7 novembre, des habitants d'Abas (Al Dakhaïlia, délégation de Oued Meliz gouvernorat de Jendouba) ferment la RR59 Jendouba/Raghech pour protester contre les factures anticipées d'eau potable.

11 novembre, des femmes du quartier Enouamer de Sidi Bouzid manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau potable.

12 novembre, des habitants de Kachardia (délégation d'El Ala, gouvernorat de Kairouan) ferment la route principale et les administrations et brûlent des pneus dans les rues pour dénoncer l'absence d'eau potable depuis un mois.

14 novembre, des militants de la société civile et des habitants manifestent à Jendouba devant le gouvernorat en solidarité avec la famille d'une fillette emportée par les eaux de ruissellement après des fortes pluies à Ouled Mefda (délégation de Fernana) et exigent des projets de développement pour la région.

18 novembre :

- des habitants de Draa El Woust ferment la route Kairouan/Sousse pour exiger des ralentisseurs devant l'école de Cherguia. Le 22, ils manifestent à nouveau et bloquent la route.
- des marins pêcheurs de Louata et Ellouza (délégation de Jbiniana, gouvernorat de Sfax) font un sit-in devant la délégation pour exiger des autorités une solution à la pollution de la mer. Le 21, ils manifestent sur le port, bloquant l'activité de l'administration. Le 23, ils manifestent contre les propos officiels démentant la pollution, mais appelant à ne pas consommer le poisson.

22 novembre :

- des habitants de Oueslatia (gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le domicile du responsable de la SONEDE pour protester contre l'augmentation exponentielle des factures d'eau. Le 25, ils manifestent devant la délégation et bloquent la route.
- des habitants de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) refusent de payer leurs factures d'eau potable en raison des augmentations. Le 28, ils manifestent et restituent leurs factures à la SONEDE de Hajeb El Ayoun.
- des habitants de Dhouaher (délégation de Kairouan sud) manifestent pour réclamer des transports scolaires desservant Reggada.

23 novembre, des propriétaires de pressoirs à olives manifestent et bloquent la circulation avec leurs tracteurs à Souassi (gouvernorat de Mehdiya) pour protester contre l'interdiction de déverser la margine dans le déversoir prévu à cet effet.

24 novembre, le mouvement des jeunes pour le climat manifeste devant le théâtre municipal de Tunis pour décréter l'état d'urgence climatique.

27 novembre :

- des habitants de Sidi Khelif (ou Ouled Khalaf, délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent le CR73 pour avoir le droit à l'eau de la connexion entre le barrage d'Haouareb et le barrage de Sidi Saad.
- des habitants de Kairouan manifestent devant le siège de la SONEDE pour protester contre l'augmentation des factures d'eau potable.

29 novembre, des habitants de Jorg (délégation de Jebel Serj, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la délégation pour obtenir le ramassage scolaire à destination des lycées de Oueslatia.

2 et 3 décembre, des habitants de Serj (Jebel Serj, délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) ferment l'école primaire pour exiger du courant électrique, de l'eau potable, des toilettes fonctionnelles.

15 décembre, des marins de pêche côtière traditionnelle de Mehdiya manifestent à Chabba (gouvernorat de Mehdiya) pour exiger du gouvernement des compensations aux pertes dues à la pollution marine, en vertu de l'accord du 10 décembre.

17 décembre :

- des marins pêcheurs côtiers de Gabes manifestent pour obtenir les compensations prévues par l'accord du 10 décembre, des pertes de revenus dues à la pollution marine.
- des habitants d'Aïn Berda (gouvernorat de Bizerte) manifestent devant le gouvernorat pour exiger d'être reliés au réseau d'eau potable, après avoir l'avoir demandé en vain au niveau de la commune et de la délégation.

23 décembre :

- des habitants d'Al Houaïdiya (délégation de Tabarka, gouvernorat de Jendouba) commencent un sit-in pour exiger la fermeture de la carrière de pierres qui a pollué les sources, les terres et l'air. Le 25, la Campagne Nationale de Soutien aux luttes Sociales manifeste devant l'administration des mines et des carrières relevant du ministère de l'Équipement. Le 29 une marche rejoint le sit-in, avec la présence du Million de Femmes Rurales.
- à la suite de ses déclarations publiques opposées à l'implantation d'un centre de retraitement des déchets à l'entrée de Kelibia, Abderrahman Jabloun est arrêté et les militants manifestent pour exiger sa libération et l'arrêt du projet.

24 décembre, des habitants de Hindi Amri à Oueslatia (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour

exiger de l'eau potable.

30 décembre, des habitants et des militants de Zarat (gouvernorat de Gabes) manifestent contre un projet de station de dessalement de l'eau de mer.

YÉMEN 2018

3 avril, des militants et habitants d'Aden manifestent à Khormakser pour exiger la préservation des ressources naturelles, économiques et des richesses historiques, notamment les salines, menacées par la pollution.

13 juin, des habitants de Dais à Mukalla (gouvernorat de l'Hadramout) notamment des quartiers Munawra, Ghalila, Hisn, manifestent pour exiger des solutions aux inondations qui menacent les habitations et dénoncent la corruption qui a conduit à construire des équipements inadéquats aux abords du stade Barodm.

16 juillet, des habitants de Lawdar (gouvernorat d'Abyan) manifestent contre les tarifs de l'eau des camions citernes, trop chers et non uniformisés.

29 juillet, des habitants de Ribouat Khalaf à Mukalla (gouvernorat de l'Hadramout) manifestent pour l'eau.

9 septembre, des employés de la section de la commission des ressources halieutiques, des défenseurs des droits et des militants de Dhamar manifestent devant le siège de la commission, pour refuser la décision des Houthis de changer de directeur général, qui avait interdit de vendre de l'eau potable aux fermes de qat à Dhamar et ses environs.

25 septembre, des habitants de Adh Dhli'a'ah (gouvernorat de l'Hadramout) lassés d'envoyer des plaintes sans lendemain au gouverneur, alertent sur le manque d'eau potable, la pollution due aux forages des puits de pétrole et l'absence de scolarisation des enfants.

10 octobre, des habitants de Arma, Jordan, Altahl et Dhar (Shabwa l'ancienne, gouvernorat du Hadramout) manifestent pour exiger leur part du développement induit par les industries pétrolières, et protestent contre la pollution et la réduction de l'espace anciennement du à l'agriculture et l'élevage. Le sit-in est maintenu jusqu'au 24 novembre.

YÉMEN 2019

7 avril, des habitants de la cité Nasr (commune de Khormaksar, gouvernorat d'Aden) manifestent pour l'eau potable et dénoncent les promesses non tenues de la compagnie des eaux.

19 avril, des habitants d'Ataq (gouvernorat de Shabwa) manifestent devant le domicile du gouverneur pour protester contre les coupures d'eau, justifiée officiellement par l'absence de carburant pour les stations de pompage.

28 avril, des habitants de Salaheddine (district de Al Buraïqah, gouvernorat d'Aden) manifestent devant le bâtiment de la direction pour réclamer de l'eau potable, des équipements de santé, des secours. 16 décembre, nouvelle manifestation au même endroit pour les mêmes revendications.

27 juin, une campagne est menée sur les réseaux sociaux pour exiger le ramassage des ordures à

Taez. Le ramassage reprend le lendemain, mais partiellement : les employés sont en grève pour des impayés de salaires.

16 juillet, des habitants de Azla Alrajaiyya (district de Shamayatin, gouvernorat de Taez) manifestent pour exiger de l'eau.

28 juillet, des habitants d'At Turbah (gouvernorat de Taez) manifestent pour l'eau et le départ du président du pouvoir local, qu'ils accusent de corruption, au vu de l'aide dispensée à la municipalité par des ONG internationales.

30 septembre :

- des étudiants de la résidence universitaire de Madinat Al Chaab (gouvernorat d'Aden) manifestent pour exiger des équipements : eau potable, électricité.

- des habitants de Dhanabat (Rayda et Qusayr, gouvernorat du Hadramout) manifestent devant l'administration de l'eau et de l'assainissement de Rayda Est pour réclamer de l'eau potable.

26 et 27 octobre, des habitants de Taez manifestent devant le siège du gouvernorat contre la corruption, exiger de l'eau, des services, des soins pour les blessés, le départ des Houthis. La manifestation se répand dans la ville : pneus brûlés. 9 novembre, ils manifestent avec des bouteilles d'eau polluée pour dénoncer le pouvoir local corrompu. 10 novembre, ils manifestent à Taez et Torba contre la corruption, pour des services publics d'eau, d'électricité et d'égouts.

8 décembre, des habitants de Buwaish et Rukob (Mukalla, gouvernorat du Hadramout) manifestent devant la décharge proche des habitations pour exiger son déplacement dans une zone non habitée en raison des fumées toxiques dues aux feux allumés par des personnes qui récupèrent les métaux pour les revendre et les maladies engendrées.

15 décembre, des habitants de Al Buraïqah (gouvernorat d'Aden) manifestent devant le siège du pouvoir local pour exiger de l'eau potable.

30 décembre, des habitants de de Dhanabat, Rahma et des villages voisins (gouvernorat de Taez) manifestent devant l'administration des eaux pour protester contre les autorisations données à des agriculteurs influents de forer des puits pour la culture du qat, les obligeant à chercher de l'eau potable très loin. Ils sont repoussés par les forces de sécurité qui les obligent à regagner leurs villages.

{{}}

Glossaire

AAB : Association des Amis du Belvédère

ADE : Algérienne Des Eaux

AEP : Alimentation en Eau Potable

AG : Assemblée Générale

AMDH : Association Marocaine des Droits de l'Homme

AMIS : Association de Mégrine d'Innovation et de Sauvegarde

AMDH : Association Marocaine des Droits de l'Homme

ANAM : Agence Nationale des Activités Minières

AND : Agence Nationale des Déchets

APAL : Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral

APC : Assemblée Populaire Communale, P/APC : Président de l'APC

APS : Association des Professionnels Soudanais
APW : Assemblée Populaire de Wilaya
ATFD : Association Tunisienne des Femmes Démocrates
BM : Banque Mondiale
CA : Cour d'Appel
CALPIREF : Comité d'Assistance à la Localisation et à la Promotion des Investissements et de la Régulation du Foncier
CEM : Collège d'Enseignement Moyen
CET : Centre d'Enfouissement Technique
CGTL : Confédération Générale des Travailleurs du Liban
CNDDC : Coordination Nationale de Défense des Chômeurs
CPG : Compagnie des Phosphates de Gafsa
CGEM : Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CNDH : Conseil National des Droits de l'Homme
CGTM : Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie
CNTM : Confédération Nationale des Travailleurs de Mauritanie
CR : Chemin Régional
CW : Chemin de Wilaya
DG : Directeur général
DTP : Direction des Travaux Publics
EPIC : Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial
FDT : Fédération Démocratique du Travail
FDLC : Forces de la Déclaration de la Liberté et du Changement
FGD : Fédération de la Gauche Démocratique
FFF : Fridays For Future
FFS : Front des Forces Socialistes
FP : Front Populaire
FTDES : Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux
GAV : Garde à vue
GIZ : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GCT : Groupe Chimique Tunisien
GOMAC : Groupe d'Ornithologie du Maroc
HYG : Hasankeyf İçin Giç Degil
IRGC : Islamic Revolutionary Guard Corps'
IRIB : Islamic Republic of Iran Broadcasting
KKL : Keren Kayemeth Lelsrael (Fonds National Juif)
LPA : Logement Promotionnel Aidé
MAE : Ministère des Affaires Étrangères
MEL : Mouvement Écologique Libanais
MEM : Mesopotamia Ecology Movement
MTH : Maladie à Transmission Hydrique
OCP : Office Chérifien des Phosphates
ODEJ : Office des Établissements de Jeunes
OGPI : Offices de Gestion et de Promotion Immobilières
ONACO : (ex) Office National de Commercialisation des Produits Alimentaires
ONAS : Office National de l'Assainissement
ONEP : Office National de l'Eau Potable
ONID : Office National des Irrigations et Drainages
PAM : Parti de l'Authenticité et de la Modernité
PCL : Parti Communiste Libanais
PCS : Parti Communiste Soudanais

PJD : Parti de la Justice et du Développement
PNG : Parc National de Gouraya
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PPS : Parti du Progrès et du Socialisme
RADEEL : Régie Autonome intercommunale de Distribution d'Eau et d'Électricité de la Province de Larache
RN : Route Nationale
RR : Route Régionale
RSF : Rapid Support Forces
SDC : Société Algérienne de Distribution de l'Électricité et du Gaz
SEACO : Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine.
SDE : Société de Distribution de l'Eau
SG : Secrétaire Général
SIAPE : Société Industrielle d'Acide Phosphorique et d'Engrais
SMIT : Société Marocaine d'Ingénierie Touristique
SNCFT : Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens
SNDE : Société Nationale des Eaux
SNIM : Société Nationale de l'Industrie et des Mines
SONEDE : Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux.
SONELGAZ : Société Nationale de l'Électricité et du Gaz
STEG : Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz
TVO : Tout Venant d'Oued
TYAD : Talodi Youth Association for Development
UGTA : Union Générale Tunisienne de l'Agriculture
UGTT : Union Générale Tunisienne du Travail
UJDL : Union de la Jeunesse Démocratique Libanaise
UL : Union Locale
UR : Union Régionale
UNRWA : United Nations Relief and Work Agency
URT : Union Régionale du Travail
USFP : Union Socialiste des Forces Populaires
USTM : Union Sociale des Travailleurs de Mauritanie
USTO : Université des Sciences et de la Technologie d'Oran
UTAP : Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche

P.-S.

Article sur le même sujet publié le 25 septembre 2015 :

« Relevé non exhaustif de luttes écologiques menées dans la foulée des processus révolutionnaires dans les pays arabes entre 2010 et 2015 »

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35958>